

LES RELATIONS VILLE-CAMPAGNE SUR LA ROUTE AU NORD DE YAOUNDÉ

A. FRANQUEVILLE

Géographe à l'ORSTOM, centre de Yaoundé (Cameroun)

Présentation générale

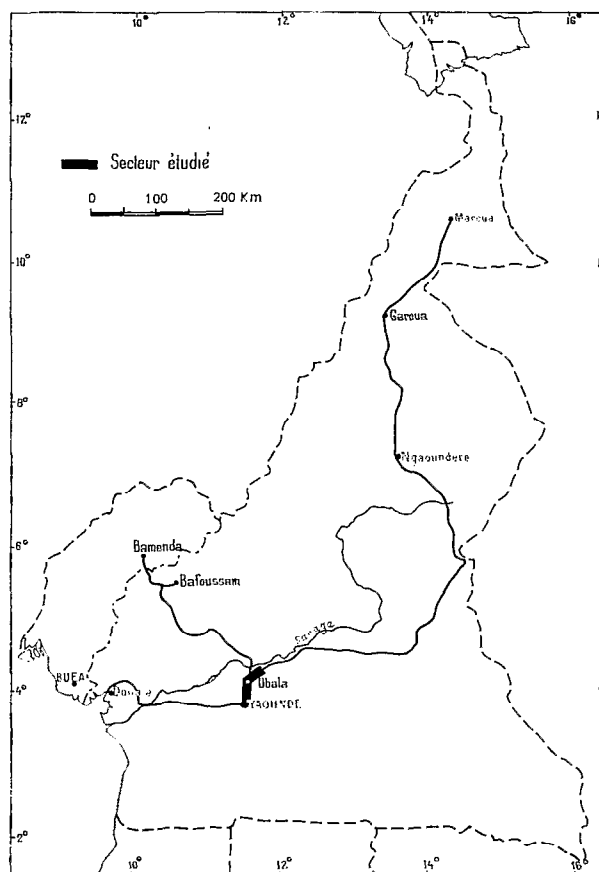
LE PAYSAGE

Tout au long des 40 km qui séparent Yaoundé d'Obala, sur la route qui conduit vers le nord du Cameroun, les cases alignées de part et d'autre de la chaussée goudronnée se succèdent presque sans interruption ; au-delà d'Obala seulement, après le village de Minkama, cette forte occupation du sol cesse, correspondant grosso modo au passage à la zone de savane ; au km 56 le goudron fait place à la latérite. Vers l'ouest les pistes qui mènent vers Monatéle et Saa offrent le même aspect d'occupation continue.

Sur ces 40 premiers km de route, 23 villages sont établis, 21 si l'on excepte Mbala I et II qui, administrativement, sont considérés comme des quartiers de Yaoundé. Ils groupaient, en 1967, 10 441 habitants, 7 668 si l'on excepte ces deux quartiers suburbains. Au-delà d'Obala, sur les 40 km suivants jusqu'à la limite des départements de la Lékié et de la Haute-Sanaga, on ne compte plus que 11 villages (1) qui ne totalisent que 4 262 habitants.

Entre Yaoundé et Nkométou la route borde par l'est un ensemble de hautes collines qui prolongent les monts au pied desquels se situe la capitale. Dépassant 1 000 m au sud (Nkolondom 1 221 m), elles s'abaissent vers le nord (Mvonodjigui 983 m),

ménageant ensuite une trouée qui prolonge vers le sud-ouest la plaine de Batchenga et qu'emprunte la



Secteur étudié

(1) Le recensement de 1967 n'en mentionne que 10, le 11^e, Ndzi, étant un hameau d'Olembé tout récemment promu village.

haute vallée de la Lékié avant d'être détournée vers le nord par des accidents structuraux. Les reliefs confus du pays étonnent qui contourne la boucle de la Sanaga font suite, plus au nord, à ces hautes collines.

De Yaoundé (750 m), à la limite des bassins versants du Nyong et de la Sanaga, à Obala (518 m), la route présente une pente rendue irrégulière par la traversée de nombreux marigots. Deux sont importants : l'Afamba, que la route traverse à la sortie d'Obala, matérialise la limite nord de cette ville ; ses deux principaux affluents constituent aussi des limites de terroir : le Foulou, entre Ekoum-Douma et Nkolmelen, la Famna (ou Pamna) au nord, entre Eman et Famenassi. L'autre rivière est l'Awou qui se jette dans la Sanaga à hauteur des chutes de Nachtigal et dont l'affluent, le Niévé, arrose la plantation de tabac de Batchenga.

Deux km avant Obala, le manteau forestier, d'ailleurs très secondarisé, disparaît brusquement ; une tache de savane surgit où l'impression de vide est d'autant plus ressentie que le peuplement cesse également. Ces premières savanes ont été autrefois mises à profit pour construire au bord de la route dont toutes les constructions avaient été rasées, une piste d'atterrissage desservant la ville ; aujourd'hui la piste est inutilisée, l'herbe a tout envahi et seul demeure un no man's land inattendu dans une région si peuplée.

En dépit d'une occupation intense l'aspect des villages est bien celui que l'on retrouve partout dans les forêts du sud. Les cases rectangulaires s'égrènent de chaque côté de la route, tantôt serrées, tantôt espacées (Phot. 1). Devant s'étend un espace libre, parfois clos d'une haie ou d'une palissade, où poussent quelques tiges de maïs et de bananier, où errent les chèvres et les volailles, où sèchent la farine de manioc et les fèves de cacao, sous la surveillance d'un vieillard somnolant au soleil sur une chaise-longue rustique. Immédiatement derrière l'alignement des cases commence la forêt à travers laquelle d'étroits et tortueux sentiers conduisent aux champs vivriers et aux plantations.

Après Obala et surtout après le gros village de Minkama, un paysage de savane s'affirme peu à peu. Les habitations restent groupées mais les villages ne sont plus contigus ; des bosquets de tecks plantés de chaque côté de la route pour servir aux constructions font bruisser leurs feuilles parcheminées qui jonchent le sol derrière les cases. Mais ils ne forment qu'un rideau de quelques dizaines de mètres de large au-delà duquel s'étend la savane à *Imperata cylindrica* piquetée d'arbres parmi lesquels apparaît déjà le palmier-rônier. Ici la forêt s'est réfugiée au fond

des thalwegs, réduisant considérablement les possibilités de culture cacaoyère. Le petit village de Ndzi, le dernier de la Lékié avant la Haute-Sanaga, frappe par la dispersion de son habitat ; ses 60 cases sont disséminées par groupes de 3 ou 4 le long de la piste sur une distance de 7 km. Les vieux racontent que leur village, autrefois beaucoup plus important, fut ravagé vers 1917-1918 par une épidémie de variole qui fit disparaître une bonne partie de ses habitants.

Le passage de ce paysage purement rural aux premiers quartiers de l'agglomération de Yaoundé est brutal, à la limite de Mbala I. Les cases en dur ou semi-dur deviennent prédominantes, leur alignement strict de part et d'autre de la route cesse, elles se serrent et s'entassent pêle-mêle et leurs formes sont plus variées, rompant avec la monotonie caractéristique des villages, les boutiques et les bars se multiplient, l'animation désordonnée de la ville apparaît.

LA ROUTE

Classée Nationale n° 1, cette route est une des plus fréquentées du Cameroun avec en moyenne 977 véhicules par jour dans les deux sens (1), seulement dépassée quant au trafic par celle de Douala à Bafoussam. C'est elle en effet qu'empruntent tous les véhicules à destination ou en provenance du Cameroun du Nord, du Nord-Ouest et de l'Est, parmi lesquels 20 % sont des camions. En attendant l'achèvement et la mise en service du Transcamerounais, elle supporte la quasi-totalité des échanges entre le Nord et le Sud du pays. C'est encore elle qu'empruntent les troupeaux de bœufs descendant du Nord en 30 ou 40 jours par Yoko ou Meiganga. L'animation est donc constante tout au long de l'année et c'est à peine si le maximum des pluies en septembre-octobre marque un creux dans la courbe du trafic. En outre la petite ville d'Obala entretient un flux d'échanges constant avec la capitale si proche et si aisément accessible, et dont les 170 000 habitants représentent un marché considérable à l'échelle régionale.

Ajoutons que malgré son importance économique et son trafic intense, cette route est étroite et sinueuse et donc très dangereuse ; les épaves de voitures et de camions en témoignent.

LA POPULATION

Les 21 premiers villages se partagent presque à

(1) B.C.E.O.M. : Etude du trafic routier. Secrétariat d'Etat aux Travaux Publics, août 1967, *multigr.*

égalité entre deux groupes ethniques, Eton et Ewondo, appartenant tous deux à l'ensemble Bété et que rien ne distingue extérieurement ni dans le type physique ni dans le genre de vie ou la construction des cases ; seules des différences linguistiques les identifient.

Cette limite Eton et Ewondo, entre les villages de Nfomakap et de Meyos, a d'ailleurs guidé le découpage administratif. Le Nord, eton, relève de la sous-préfecture d'Obala, département de la Léké (chef-lieu Monatéle) ; le Sud, ewondo, relève du district de Soa, département de la Méfou (chef-lieu Yaoundé). Elle l'a guidé jusque dans le détail, puisque le village de Nkométou I, de peuplement ewondo, oblige la limite départementale à un curieux saillant qui réussit à l'intégrer au district de Soa malgré sa situation d'enclave dans le pays Eton.

Un tel découpage administratif laisse pressentir l'importance que gardent localement les limites de juridiction des chefferies traditionnelles. Plusieurs groupements se partagent en effet ces villages. Chez les Ewondo le groupement Emana ou Etoudi dont font partie Emana, Okolo, Ekombitié, Nyom I, Olomé I et II, et le groupement Ebang, entièrement situé sur la route avec les villages de Nkoza, Akak I, Ebang I, Ebang II, Meyos et Nkométou I. Chez les Eton deux chefs de groupement régissent aussi les villages de la route : celui du groupement Mendoum dont font partie Nfomakap et Nkométou II, et celui d'Obala comprenant Nkométou III, Nkolmguen I et II, Nkolmbéné, Ekoum-Douma, Nkolmelen, Foulassi ainsi qu'un quartier d'Obala dit Obala village.

Au cours de l'étude qui suit nous nous sommes efforcés, chaque fois que ce fut possible, d'établir des comparaisons entre cet axe routier principal et une piste d'importance bien moindre, grossièrement parallèle à celui-ci, qui part de Yaoundé vers le Nord-Est où elle dessert une douzaine de villages avant de se terminer en cul-de-sac ; deux bretelles principales la relient à la route d'Obala, l'une aboutissant à Emana, l'autre à Ebang I. C'est sur cet axe secondaire, à Soa, qu'à été établi le chef-lieu du district dont dépendent tous les villages riverains.

L'embranchement de la piste menant par le bac de Nachtigal vers Bafia et Bafoussam, marque une autre limite ethnique : celle qui sépare les Eton de la tribu Benyada-Sud (de Minkama à Nalassi) des Batchenga ou Betsinga que l'administration française rattachait au groupe « Sanaga » (1) et que l'on

trouve jusqu'au-delà de Mbam. En réalité le village d'Elomzok, après Minkama, est déjà de population Tsinga et ses habitants ont gardé le sentiment d'être des étrangers « dominés par les Benyada » avec qui ils sont regroupés.

Deux groupements se partagent donc les villages de la route au-delà d'Obala : celui des Benyada-Sud (ethnie eton) dont le chef réside à Minkama et celui des Batchenga dont le chef réside à Ballong, village communément appelé Batchenga.

La population — Importance et évolution

Dressées à partir du recensement de 1967, les figures 1 A et 1 B donnent pour les villages de la route de Yaoundé à Obala et à Ndzi et celle de Soa, l'importance de la population. On y distingue, au sud, ceux qui font encore partie de la banlieue de Yaoundé : Mbala I, Mbala II, et dans une moindre mesure Emana et Okolo ; ensuite, et jusqu'à Obala, tous les autres ont une population comprise entre 200 et 400 habitants, à l'exception de Nkométou II, beaucoup plus important. Au-delà d'Obala, les villages n'atteignent pas les 400 habitants à l'exception de Minkama et de Ballong qui dépassent le millier.

De Yaoundé à Obala, les villages se rattachent à quatre cantons : deux de population ewondo : Emana et Ebang dépendant du district de Soa, deux de population eton : Mendoum et Obala, dépendent de l'arrondissement d'Obala. Le tableau ci-dessous expose la situation démographique de toute cette zone située au nord de Yaoundé, d'après le recensement de 1967.

	Hommes	Femmes	Total
Groupements du District de Soa :			
Ngoulmekong	1 581	1 728	3 309
Ntouessong IV	2 055	2 228	4 283
Ngali	818	942	1 760
Ebang	982	1 132	2 114
Emana	1 644	1 737	3 381
Total du District	7 080	7 767	14 847
Canton Obala	2 328	2 415	4 743
Canton Mendoum	1 615	2 531	4 146
Obala-Ville	2 107	1 961	4 068(*)

(*) Tous ces chiffres sont ramenés au 1-1-1967. Pour la ville d'Obala, le recensement donne 4 565 habitants auxquels il faut ajouter 618 habitants des villages suburbains, soit 5 183 habitants au cours de l'année 1967.

(1) Cf. DUGAST I. : *Inventaire ethnique du Sud-Cameroun*, IFAN 1949.

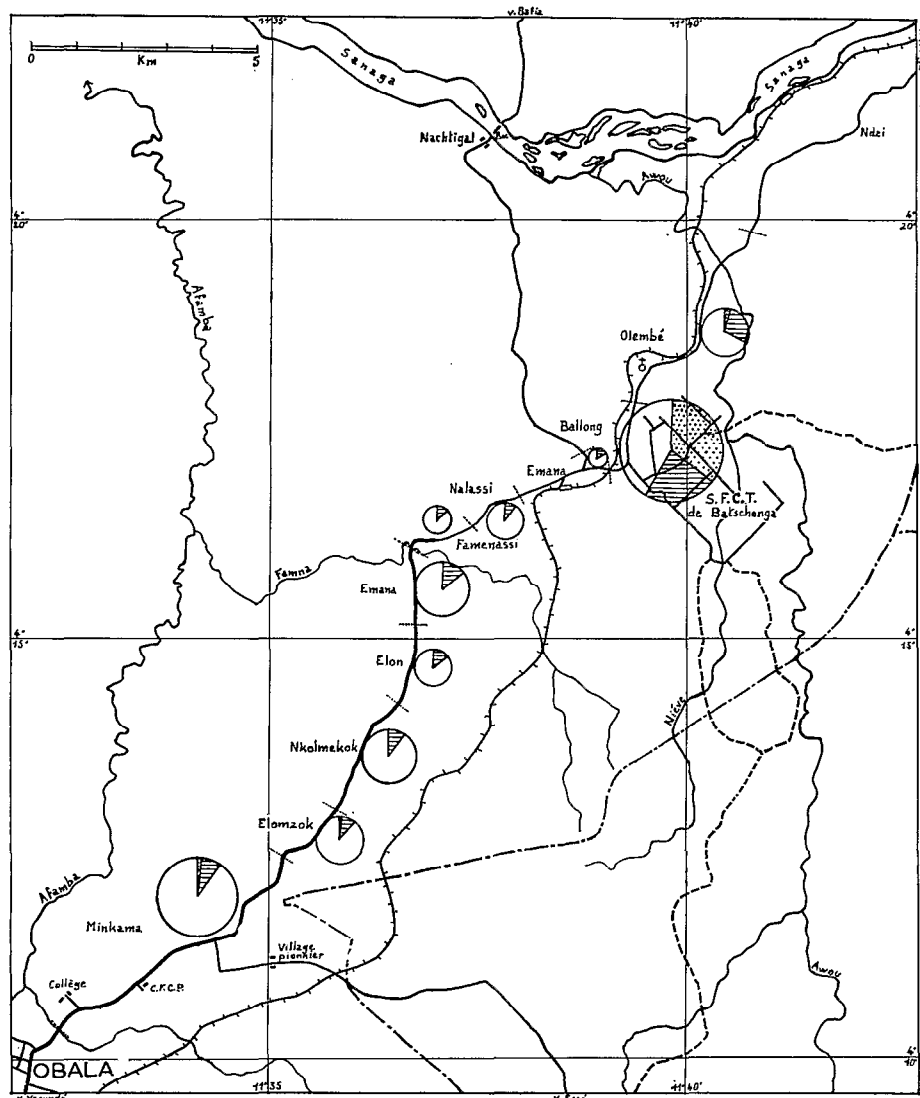


FIG. 1 B. — Carte de l'importance des villages et de l'immigration.

Les villages éton de la route ont une population moyenne (419 habitants) légèrement plus forte que celle des villages ewondo (356 habitants), différence que l'on doit mettre en parallèle avec la densité de l'arrondissement d'Obala (56) supérieure à celle du district de Soa (40) (1).

Au Nord d'Obala, le long des deux pistes conduisant vers Bafia et vers Nanga-Eboko, ces densités s'abaissent considérablement (Benyada-Sud : 24 habitants/km²) et le groupement Batchenga pré-

sente même le chiffre minimum de toute la Lékié : 14 habitants/km².

Groupements	Hommes	Femmes	Total
Benyada-Sud	1 410	1 486	2 896
Batchenga	1 399	1 173	2 572
dont :			
SFCT	588	487	1 075
COGEFAR	217	127	344

Seuls deux villages tranchent par leur effectif plus nombreux : celui de Minkama (1 056 h.), siège de la chefferie traditionnelle Benyada et celui de Ballong

(1) Cf. CHAMPAUD J.: Atlas Régional Sud-Ouest 2. ORSTOM, Yaoundé 1965.

(1 396 h.). Ce dernier village rassemble à lui seul plus de la moitié de la population du groupement. Ce gonflement s'explique d'abord par la présence sur son terroir, depuis l'époque allemande, d'une plantation de tabac aujourd'hui propriété de la S.F.C.T. (1) et spécialisée dans la culture du tabac de cape ; ses différents camps totalisent plus de 1 000 habitants. D'autre part, le recensement de 1967 a trouvé sur place les équipes de travaux de la Société COGEFAR chargée de la construction du Transcamerounais. Depuis, l'entreprise a quitté Ballong pour poursuivre ses travaux vers la Haute-Sanaga mais les cheminots du Transcamerounais ont pris le relais. Le camp de la gare de Batchenga rassemble à présent une cinquantaine d'ouvriers, souvent célibataires, chargés de l'exploitation ou de l'entretien de la voie ferrée et logés dans de petites cases en planches. Enfin, cette présence d'une population non agricole a provoqué la naissance d'un petit centre commercial au carrefour de la piste menant à la S.F.C.T. où se sont multipliés bars et boutiques (ph. 5).

L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Quelle valeur faut-il accorder à ces chiffres de population ?

La comparaison avec les recensements antérieurs permet un premier jugement (fig. 2). Nous avons pour ce faire, choisi l'avant-dernier recensement (pour Soa 1966, pour Obala 1965) et un autre datant d'une dizaine d'années (1959 et 1958) ; sauf pour celui de 1967, général, la date des recensements

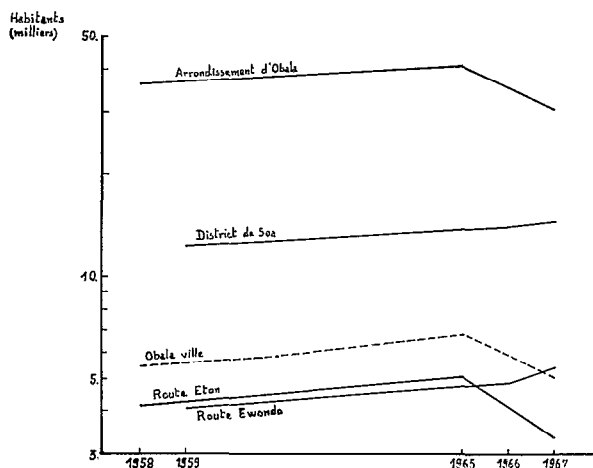


FIG. 2. — Evolution de la population

(1) Société Franco-Camerounaise des Tabacs.

administratifs varie d'un arrondissement à l'autre, à l'initiative des sous-préfets. Pour établir cette comparaison nous avons évidemment pris soin de ne tenir compte que des mêmes villages à chaque recensement, les limites administratives ayant été souvent modifiées depuis ces 10 années.

La population du district de Soa, calculée dans la limite actuelle de 52 villages, marque une lente progression qui s'accroît légèrement entre les deux derniers recensements ; le taux d'accroissement annuel est de 1,84 % entre 1959 et 1966, 2,4 % entre 1959 et 1967. Une semblable progression s'observe pour la population de l'arrondissement d'Obala, calculée sur 71 villages : le taux annuel est de 1,83 de 1958 à 1965 ; mais le recensement de 1967 marque une chute brutale de la population de l'arrondissement, qui ne s'explique pas et que l'on retrouve aussi bien pour les villages de la route que pour la ville même d'Obala. Il apparaît clairement que la population de cet arrondissement a été, en 1967, sous-estimée d'une façon générale et massive (2) tandis que pour le district de Soa, le chiffre avancé, peut-être légèrement sur-estimé, paraît pourtant acceptable. La population de la ville d'Obala devrait se situer vers 7 500 habitants et celle de l'arrondissement autour de 43 000, compte tenu des recensements précédents.

En faisant abstraction des chiffres de 1967, on a observé que le taux d'accroissement annuel de la zone ewondo, proche de Yaoundé, était légèrement plus fort que celui de la zone eton. Si l'on calcule ce même taux uniquement pour les villages situés le long de la grande route on s'aperçoit que leur progression, qu'il s'agisse des villages ewondo ou des villages eton, est nettement plus forte que celle de la circonscription administrative à laquelle ils appartiennent :

	Route ewondo	District de Soa	Route eton	Arr. d'Obala
Taux d'accroissement (%)	3,6	1,84	3,3	1,83

L'étude de l'évolution de la population rurale fait donc apparaître que cette zone au nord de Yaoundé a un taux d'accroissement semblable à celui de l'ensemble Centre et Est du Cameroun, calculé par le

(2) L'erreur est particulièrement frappante pour le village de Nkométou II qui avait 1 512 h. en 1958, 1 471 en 1961, 1 761 en 1965 et 795 en 1967.

Service des Statistiques (1) ; mais le passage de la route tend à accentuer sensiblement cet accroissement. En regard de cette évolution positive, il est curieux de constater que l'enquête, précisément dans ces villages de la route, donne une impression contraire. Dans tous les villages à l'exception de Mbala I et Mbala II, les habitants pensent que la population de leur localité est en diminution ; est-ce la manifestation d'un pessimisme injustifié ou bien les chiffres officiels surestiment-ils la population en englobant des émigrés que les villageois estiment définitivement perdus ? On sait qu'une telle surestimation est fréquente en Afrique et seule une enquête approfondie pourrait la mettre en évidence.

Les trois villages péri-urbains de Mbala II, Mfandéna II et Ngouso viennent d'être détachés du district de Soa et inclus dans le périmètre urbain ; le premier se trouve sur la grande route, les deux autres sur la piste secondaire de Soa, Ngouso étant le plus extérieur. Mbala II présente le chiffre le plus fort (1 692 habitants) et a doublé sa population depuis 1966 ; depuis 1959 elle a été multipliée par 2,8, accroissement considérable et pourtant moindre que celui de Mfandéna II qui a multiplié la sienne par 3,4. Jusqu'en 1966 Mbala II détenait le plus fort taux d'accroissement annuel : 5,6 (Mfandéna II : 3,7 %) conformément à sa localisation sur la route du nord. Quant au village de Ngouso, il conserve encore son caractère rural, avec un taux d'accroissement moindre, multipliant sa population par 1,6 entre 1959 et 1967.

Il est impossible, pour l'étude de l'évolution de la population de la ville d'Obala, de tenir compte du dernier recensement. Ceux de 1956, 1958, 1961 et 1965 indiquent une progression régulière avec un taux d'accroissement de 3,5 % par an. Ce taux, assez faible, est comparable à celui que connaissent les petites villes de Côte-d'Ivoire de même population (2). Les recensement indiquaient, jusqu'en 1967, l'ethnie à laquelle appartiennent les habitants ; cette précision permet de déceler que l'accroissement de la ville est le fait de la population immigrée plus que celui des éléments autochtones. Le taux d'accroissement annuel des Eton est de 2,6 %, celui des « étrangers » de 5,5 %.

(1) Voisin de 1,7 %. Cf. Service de la Statistique : Enquête démographique au Cameroun, résultats définitifs pour les régions Sud et Est, 1962-1964, 143 p. INSEE Paris, 1968.

(2) DUCHEMIN J.P. et TROUCHAUD J.P. : Données démographiques sur la croissance des villes en Côte-d'Ivoire, in : Les petites villes de Côte-d'Ivoire. *Cah. ORSTOM, sér. Sci. hum.*, vol. VI, n° 1, 1969 : 71-82.

Le chiffre de la population de Yaoundé (144 723 habitants en 1967) est difficile à juger. Par rapport au recensement administratif précédent, le ressort territorial de l'arrondissement urbain a été étendu (décret du 2 mars 1967), mais, même si l'on tient compte de ce changement, certains quartiers apparaissent ou disparaissent d'un recensement à l'autre et on ne peut savoir s'il s'agit de regroupements ou de subdivisions de quartiers établis au gré du recenseur, ou simplement d'oublis.

A s'en tenir strictement aux mêmes noms et nombres de quartiers, la population est passée, du recensement de 1964/1965 à celui de 1967 de 84 968 habitants à 121 816, soit un impossible taux d'accroissement annuel d'environ 14 %. En fait, le recensement de 1965 était sous-estimé : le Service de la Statistique avait déjà trouvé 90 000 habitants en 1962 mais il n'est pas possible de comparer ces deux sources de renseignements.

De l'accroissement annuel moyen retenu par la Statistique (6 %) devait résulter pour 1967 une population comprise entre 120 et 130 000 habitants. Ce chiffre obtenu par l'Administration, assez voisin, compte tenu de l'agrandissement de périmètre urbain, paraît donc vraisemblable et le recensement plus digne de confiance que le précédent.

La composition de la population

1. STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES ET MOUVEMENTS DE POPULATION DANS LES VILLAGES

On ne dispose, pour la connaissance des structures démographiques, que des indications fournies par le recensement général de 1967 : afin d'en apprécier la valeur, il conviendra de les comparer avec les données de l'enquête du Service de la Statistique déjà citée.

Les grands groupes d'âges

Le tableau ci-après expose, par grands groupes d'âges, les résultats de l'exploitation de ce recensement.

On a porté en A les résultats donnés par le Service de la Statistique (1962-1964) concernant la zone nord et ouest de Yaoundé qui a été isolée lors de l'enquête parce qu'elle forme un ensemble démographiquement cohérent. En B se trouvent regroupés l'ensemble des villages ewondo de notre zone, par cantons, où l'on a distingué les villages de la brousse et ceux de la route du nord. En C ont été portés les résultats concernant les deux groupements eton qui nous intéressent et où la même distinction Route et Brousse a été faite, en D les résultats concernant les deux groupements au nord d'Obala.

		Moins de 15 ans			15 à 49 ans			50 ans et plus			Ensemble
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
A	Nord et Ouest de Yaoundé (1)	20,0	19,4	39,4	20,9	25,9	46,8	6,5	7,3	13,8	100
B	District de Soa										
	Ngoulmekong	20,4	21,7	42,1	25,3	29,1	54,4	1,5	2,0	3,5	100
	Ntouessong IV	22,1	20,5	42,6	24,5	30,4	54,9	1,0	1,5	2,5	100
	Ngali	21,3	22,5	43,8	23,5	29,5	53,0	1,3	1,9	3,2	100
	Emana brousse	24,2	23,8	48,0	22,3	27,0	49,3	1,1	1,6	2,7	100
	Route Ewondo (2)	23,5	21,4	44,9	23,4	29,3	52,7	1,0	1,4	2,4	100
C	Obala brousse	21,2	20,0	41,2	20,9	25,8	46,7	6,4	5,7	12,1	100
	Mendoum brousse	21,1	20,3	41,4	20,3	24,4	44,7	7,2	6,7	13,9	100
	Route Eton (3)	20,1	18,5	38,6	20,5	26,2	46,7	8,4	6,3	14,7	100
D	Benyada-Sud	18,0	17,9	35,9	20,3	27,7	48,0	10,3	5,8	16,1	100
	Batchenga (4)	14,9	13,4	28,3	30,0	28,6	58,9	7,9	4,9	12,8	100

(1) D'après l'enquête du Service de la Statistique.

(2) Sans Mbala I et II ; comprend le groupement Ebang en entier et six villages du groupement Emana.

(3) Comprend sept villages du groupement Obala et deux du groupement Mendoum.

(4) Avec la S.F.C.T. sans COGEFAR.

Une première constatation s'impose. Les villages eton (C) et (D) ont une structure par âges comparable à celle de l'ensemble de la zone nord et ouest (A) ; la sous-estimation du recensement de 1967 pour l'arrondissement d'Obala a donc été générale à tous les âges, ce qui rend quelque valeur à l'analyse démographique de ses résultats. Au contraire, pour les villages ewondo (B) où le recensement paraissait assez juste eu égard aux résultats globaux, une considérable sous-estimation affecte systématiquement le groupe des personnes de plus de 50 ans que les recenseurs ont négligées sans doute parce qu'elles ne présentent plus d'intérêt fiscal. Toute comparaison entre les deux unités administratives s'avère donc faussée au départ, les équipes du recensement ayant travaillé différemment dans l'une et l'autre.

Néanmoins, à l'intérieur d'une même unité administrative, les comparaisons restent peut-être pos-

sibles. Dans le district de Soa (B), les villages de la route n'offrent guère de particularité par rapport à ceux de la brousse : les pourcentages de chaque groupe d'âges se situent dans la moyenne générale du district et ne permettent pas de tirer de conclusions quant au rôle éventuel de la route. Par contre, dans le secteur eton (C), les villages de la route présentent des traits originaux par rapport à ceux de la brousse : une moindre proportion de jeunes, surtout de jeunes filles, et une plus forte proportion de vieux. Mais ces différences paraissent trop faibles pour que l'on puisse en tirer des conclusions certaines à leur seul examen. Pour Batchenga, la présence de la S.F.C.T. se traduit par une proportion d'adultes inhabituelle en brousse : près de 60 %.

Le taux de masculinité

L'étude du sex-ratio apporte-t-elle plus de précisions ?

C'est aux âges adultes que le taux de masculinité est le plus significatif quant à l'émigration ; mais, qu'il s'agisse du taux général ou de ce taux partiel, le chiffre obtenu est toujours inférieur à 100, sauf pour le groupement Batchenga où la S.F.C.T. a provoqué une immigration de travailleurs adultes.

Taux de masculinité	Zone nord et ouest	Ewondo		Eton		Benyada-Sud	Batchenga
		route	brousse	route	brousse		
Général	92,4	91,9	89,5	95,9	94,3	94,8	95,4
20 - 49 ans	78,2	78,7	81,2	75,1	80,2	68,8	103,8 (1)

(1) 80,5 pour les villages et 126,1 pour la S.F.C.T.

Les taux se situent bien dans la moyenne donnée par les statisticiens pour la zone nord et ouest de Yaoundé (92,4 et 78,2). Si l'on compare l'ensemble des villages de la route et ceux de la brousse, pour chaque arrondissement, on constate que les villages de la route ont un taux général plus élevé mais un taux adulte moindre que ceux de la brousse ; la proportion des hommes adultes est donc plus forte en brousse que sur la route, et moindre aux autres âges, ce qui met en évidence une émigration accrue le long de l'axe routier, conclusion que l'étude des groupes d'âges laissait déjà prévoir. Cette émigration adulte s'avère plus marquée dans le secteur eton (T : 75,1) alors que le secteur ewondo se place dans la moyenne de la zone nord et ouest (78,7). Elle prend une grande ampleur dans le groupement Benyada dont presque tous les villages sont situés sur la route.

Les pyramides des âges

La construction des pyramides des âges vient corroborer en les précisant, ces conclusions.

On a vu les difficultés que soulève la comparaison de chiffres de valeur très inégale ; un coup d'œil sur la pyramide de la zone nord et ouest (fig. 3), dressée à titre de référence, permet de mesurer la valeur très relative de nos chiffres de source administrative. Force est donc de limiter à nouveau les comparaisons à l'intérieur d'une même unité administrative.

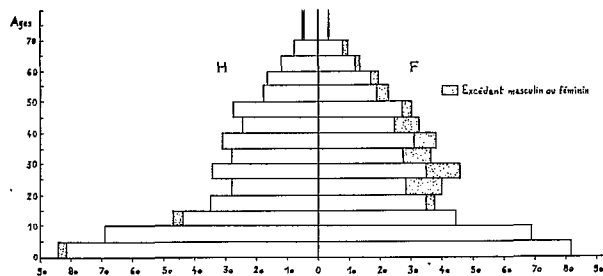


FIG. 3. — Pyramide des âges : zone Nord et Ouest de Yaoundé.

Les deux pyramides (fig. 4) qui concernent l'arrondissement d'Obala (route eton et brousse eton) présente le même aspect général : une base étalée comme celle de l'ensemble de la région nord et ouest, un étranglement qui atteint son maximum vers 20-25 ans, un élargissement progressif jusqu'à 50 ans dû à une surestimation des tranches 40-50 ans aux dépens des âges supérieurs. On observe également dans les deux cas un excédent masculin jusqu'à 15 ans, un excédent féminin jusqu'à 50 ans.

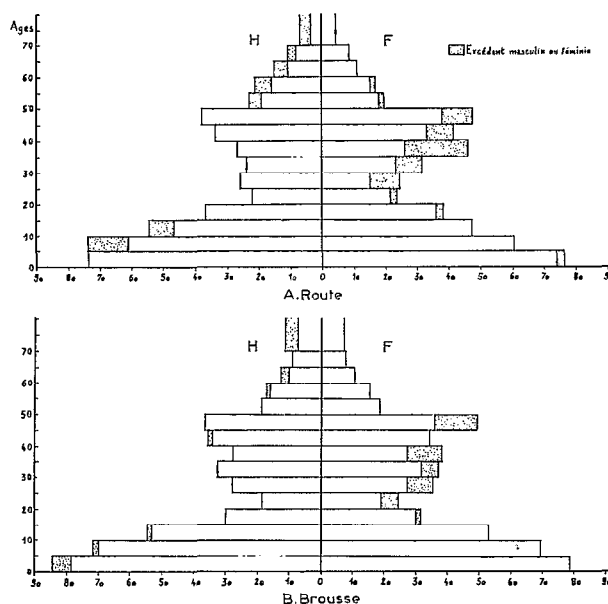


FIG. 4. — Pyramide des âges : Population eton (route et brousse).

Les mêmes particularités apparaissent sur les deux pyramides ewondo (fig. 5), mais la base en est plus large, l'étranglement médian est moins creusé, enfin les plus de 50 ans ne sont qu'en proportion ridiculement amenuisée, on a vu pourquoi.

Il est possible, grâce à ces quatre pyramides, de repérer encore des caractéristiques propres aux villages de la route. Dans le secteur eton comme dans le secteur ewondo, l'excédent du sexe masculin entre 5 et 15 ans apparaît plus important qu'en brousse. On connaît en effet l'habitude qu'ont les villageois d'envoyer leurs fillettes chez un parent ou un ami en ville où elles aident au ménage et, le cas échéant, se trouvent un mari (1) ; les pyramides montrent que la présence de la route accentue sensiblement cette émigration féminine. Au-delà de 15 ans se situe un déficit masculin révélateur d'une émigration des hommes que les taux de masculinité ont déjà décelée. Pour les villages eton de la route cette émigration paraît particulièrement marquée entre 20 et 35 ans, au-delà de 35 ans, les tranches d'âges des pyramides Route et Brousse se confondent. Chez les Ewondo, le creusement aux âges adultes de la pyramide Route est beaucoup moins apparent et affecte surtout les tranches d'âges 30 à 45 ans.

(1) Cf. AUGER A. : Note sur les centres urbains secondaires au Congo-Brazzaville. *Cahiers d'Outre-Mer* n° 81, 1968, p. 36.

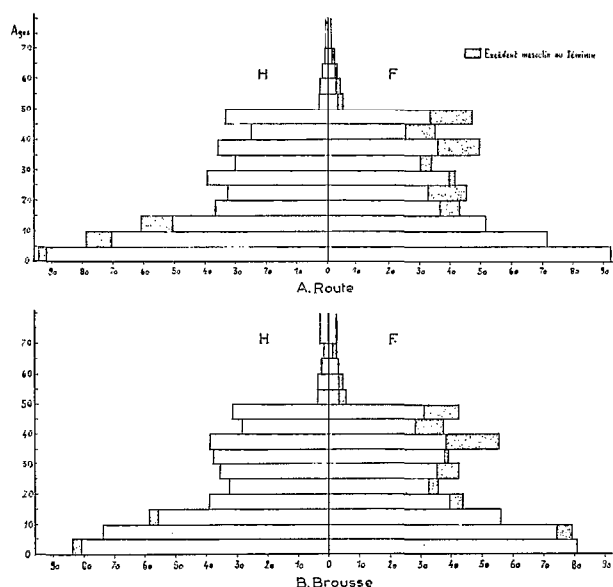


FIG. 5. — Pyramide des âges : Population ewondo (route et brousse).

La pyramide du groupement Benyada-Sud (fig. 6) est très proche de celle de la Route eton ; elle ne s'en distingue que par deux particularités : l'extrême faiblesse des moins de 5 ans qu'il est diffi-

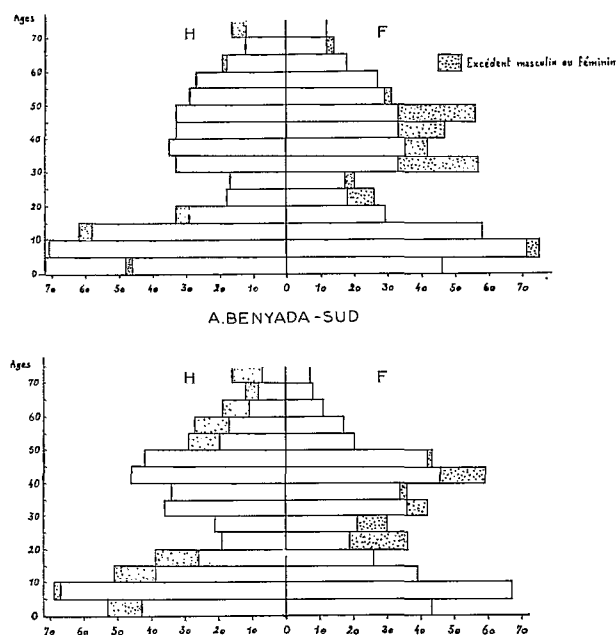


FIG. 6. — Pyramide des âges : Groupements Benyada-Sud et Batchenga.

cile d'expliquer autrement que par une lacune du recensement, et le surnombre des femmes de 30-50 ans, indice d'une émigration masculine encore plus marquée qu'ailleurs. Ce groupement subit à la fois l'attrait de Yaoundé, d'Obala tout proche et de la plantation de Batchenga. La présence de cette plantation a donné une physionomie particulière à la pyramide de ce groupement (les camps de la S.F.C.T. ne sont pas compris dans les calculs). L'excédent féminin est moins fourni que dans les autres secteurs de la route, surtout entre 30 et 50 ans. Le travail à la plantation fixe donc surtout les hommes de plus de 30 ans. Entre 20 et 30 ans au contraire, l'émigration masculine est aussi prononcée qu'ailleurs : la S.F.C.T. de Batchenga ne recrute plus et licencie même depuis quelque temps du personnel. On verra plus loin les conséquences locales de cette situation. Remarquons enfin un excédent inhabituel de jeunes gens de 10-20 ans : ce sont les jeunes que la Plantation emploie dans l'équipe des enfants pour les travaux les moins pénibles.

L'émigration rurale

De l'examen de ces structures démographiques, et en dépit de l'imperfection des sources, on peut conclure que la présence de la route accroît la tendance à l'émigration, émigration des jeunes filles et des hommes adultes. Cette émigration paraît surtout sensible dans la zone eton, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une caractéristique ethnique. Jusqu'à une distance de 20 km de Yaoundé, distance où se place la limite administrative et ethnique, les personnes travaillant à Yaoundé peuvent regagner aisément chaque soir leur village. Ainsi cet habitant d'Emana, tôlier-soudeur à la CIACAM de Yaoundé, fait chaque jour en bicyclette le trajet de la ville au village (8 km), ce qui lui permet d'y entretenir une cacaoyère, ou encore ce mécanicien de Nfomakap travaillant à Yaoundé qui utilise ses loisirs à faire pousser des salades qu'il vend à la ville (20 km). Mais au-delà de cette distance, où commence la zone eton, seuls les possesseurs de vélomoteurs peuvent faire cette navette ; la plupart préfèrent loger en ville.

Malgré cette indéniable émigration mise en évidence par les chiffres, il est toujours étonnant de voir les difficultés qu'éprouvent les villageois à répondre à la question : « Y a-t-il des habitants qui ont quitté le village » ? C'est à peine s'ils arrivent à citer quatre ou cinq noms, même dans les villages eton ; mais les noms cités sont toujours ceux de personnes parties très loin, à Douala, Buéa, Nkongsamba ou même à l'étranger, mais jamais à Yaoundé ; les villageois ne

considèrent pas celle-ci comme émigrées. Notre méthode d'enquête était donc trop rapide pour une appréciation exacte de l'émigration ; la reconstitution des familles du village et le décompte des absents paraît être la seule façon valable de procéder.

Nous avons donc utilisé cette méthode pour analyser les mouvements des population dans les deux villages contigus de Ballong et d'Emana du groupement Batchenga. Tous les deux sont situés dans la mouvance de la plantation S.F.C.T. Leurs habitants ont donc, depuis longtemps, une possibilité d'emploi sur place, ce qui devrait, en principe, réduire au minimum le mouvement d'émigration, si celui-ci est essentiellement motivé par la recherche d'un travail salarié. La quasi-totalité des chefs de famille des deux villages ont été interrogés ; nos questions ont été orientées de façon à reconstituer la biographie de l'intéressé et à connaître l'activité et la résidence de ses enfants et de ses frères directs (même père, même mère). Nous avons ainsi eu connaissance au total, de la situation professionnelle présente et passée et des déplacements éventuels de 211 hommes, soit la quasi-totalité des hommes de ces deux villages où l'enquête a été menée case par case ; 178 hommes adultes ont été interrogés, soit 50 de plus que n'en a dénombré le recensement de 1967.

Total	Absents	Présents	N'ont jamais quitté	Ont quitté	
				avant 1940	après 1940
Nbre 211	33	178	86	32	60
% 100	15,5	84,5	48,5	18	33,5

Malgré cette possibilité d'emploi sur place, exceptionnelle en brousse, la mobilité de cette population est extraordinaire : 60 % des hommes ont, à un moment ou à un autre, quitté leur village. Les absents actuels (sans doute sous-estimés) forment 15 % du total ; 11 sont signalés à Yaoundé, 3 à Douala et 14 dans les petites ville voisines : Obala, Ntui, Saa, Mbandjok. Mais parmi les présents, plus de la moitié ont déclaré avoir aussi quitté leur village. Suivant l'époque où elles se sont produites, ces migrations ont eu deux orientations préférentielles : avant 1940 (1) elles étaient à destination des régions de grandes plantations (Moungo, Dizangué) et d'ex-

ploitations forestières (Edéa, Manoka), après 1940 elles étaient dirigées vers les villes : 55 % vers Yaoundé, 20 % vers Douala.

On peut encore poser ici un autre problème. Comment cette émigration peut-elle se concilier avec l'accroissement continu de la population plus fort sur la route qu'en brousse, révélé au paragraphe précédent ? Une enquête minutieuse permettrait de confronter le taux d'accroissement naturel et le taux d'émigration, mais cette émigration rurale est un phénomène extrêmement fluide que les statistiques ne sauront jamais parfaitement saisir. Bon nombre d'individus vivent une vie double, à la fois en ville et au village. Les réponses à la question : « Que font les jeunes quand ils ont quitté l'école ? », sont toujours les mêmes : ils partent le matin vers la ville (Yaoundé) « chercher le travail » et la plupart reviennent le soir, bredouilles. Ils s'occupent alors dans la plantation paternelle ou bien ne font rien et, quelques jours ou quelques mois plus tard, partent à nouveau en ville. Les plus chanceux y trouvent un petit travail temporaire mais partout il nous a été répondu qu'en définitive la majorité des jeunes restent au village après le C.E.P. La seule émigration tangible et sûre est constituée par ceux qui partent au loin, mais il s'agit d'un petit nombre, et par les fonctionnaires jusqu'au retour de la retraite. Ainsi s'expliquent les réponses hésitantes des villageois.

D'autre part il existe des mouvements de retour au village, autres que ceux des jeunes gens en quête de travail ; nous en avons rencontré des exemples tant chez des adultes que chez des personnes âgées et il est possible que ces retours soient plus nombreux sur la route qu'en brousse. Les adultes rentrent souvent au village à la mort de leurs parents pour reprendre la plantation héritée ; ainsi cet homme d'une quarantaine d'années qui vient de revenir à Nkométou II après avoir travaillé pendant 15 ans dans les chemins de fer de Douala ; ou encore ce gendarme, originaire de Nkolmélien, en service à Douala puis à Yaoundé, qui rêve à sa petite maison au village et au commerce qu'il installera là-bas, à la retraite. Autre cas de retour d'adulte, assez courant aussi : celui de cette femme, célibataire, qui revient au village avec ses enfants, après une vie tumultueuse passée en ville.

Dans les deux villages de Ballong et d'Emana, 92 hommes, soit 52 % des présents, sont ainsi revenus après une plus ou moins longue absence. Mais une partie d'entre eux ne resteront que temporairement au village qui est plutôt un point d'attache qu'un lieu de résidence.

(1) Nous avons choisi 1940 par commodité de repérage chronologique. La coupure se situe plutôt vers 1945-50, époque de l'essor des villes.

Quelques cas précis au village de Ballong illustrent cette situation. Notre enquête trouve au village un jeune adulte de 38 ans, E.A., mais il n'y réside que depuis un an. Jeune homme, il est resté à Yaoundé pendant 4 ans où il a appris le métier de menuisier-charpentier qu'il exerça à la scierie CORON. Une maladie de son père le rappelle au village où il va demeurer durant 3 ans pour aider aux travaux des champs. Il reprend ensuite le travail du bois, envoyé par l'entreprise qui l'emploie tantôt à Yaoundé, tantôt à Douala. Au bout de 4 ans la maladie de son père le rappelle encore au village ; il trouve alors à s'employer dans sa spécialité, sans trop s'éloigner, au chantier de la COGEFAR qu'il accompagne de Yaoundé jusqu'à Belabo, terminus provisoire du Transcamerounais en 1969. C'est alors qu'il rentre au village, où nous le trouvons, et entreprend une petite plantation de cacaoyers, mais demeure prêt à repartir s'il trouve un emploi salarié. Ses pérégrinations semblent lui avoir réussi : il habite une case en semi-dur, possède deux femmes qui lui ont donné 4 enfants sans compter deux autres nés d'un premier mariage d'une des femmes et qu'il a pris en charge.

Le cas d'E.A. est assez typique de l'émigration des jeunes adultes de ces villages de la route. On y remarque la destination des déplacements : Yaoundé, Douala, les entreprises construisant le Transcamerounais, d'autre part la motivation des retours, motivation essentiellement familiale, enfin un séjour au village, lié à la fin du chantier, qui n'est qu'une halte vers un nouveau départ, la plantation de cacaoyers jouant simplement un rôle d'assurance-chômage ou de retraite-vieillesse.

Les déplacements des hommes plus âgés ont eu un autre caractère, d'autres motivations et d'autres directions.

P.E., né avec le siècle, se déclare planteur et l'est effectivement à présent. Dès son jeune âge les militaires allemands l'engagent comme domestique, ce qui lui vaut des séjours à Yaoundé, Doumé, Tibati, Maroua. Le début de la période française est aussi celle du travail obligatoire : certains s'y soumettent, d'autres le fuient et P.E. est de ces derniers : il prend le large et se fait embaucher sur les chantiers forestiers de l'ouest où il est employé comme manœuvre à la coupe du bois ; les années 1920-1930 se passent vers Loum, Manengoten, Penja, Nlohé, dans le département du Moungo. Il en profite pour réunir l'argent de la dot, selon un processus que l'on retrouve souvent et rentre alors prendre femme au village natal où il se fixe. Il est engagé à la plantation de tabac comme manœuvre et y restera durant 30 ans. En 1960 commence la 3^e période de sa vie, celle de la

retraite : il quitte son emploi et crée une plantation de cacaoyers qui lui permettra d'assurer paisiblement ses vieux jours. On voit, à travers le récit de cette vie, le rôle de fixateur qu'a pu jouer, pour ces villageois âgés la plantation de tabac, mais aussi l'imbrication des facteurs politiques, économiques et sociaux qui rendent compte des déplacements de population.

Cette émigration n'est donc pas un phénomène simple. Elle se traduit sûrement par une perte pour les campagnes, mais ne va pas, aujourd'hui, sans une extrême mobilité des hommes, un va et vient constant, une symbiose entre la ville et la campagne qui interdit de décider qu'un individu est définitivement émigré ou définitivement revenu, mis à part le cas des retraités et des personnes âgées.

L'immigration rurale

Les fiches familiales du recensement administratif de 1967 présentent une rubrique « Arrondissement de naissance » qui permet d'avoir un aperçu de l'immigration, mais un aperçu assez imprécis car elles n'indiquent que l'arrondissement où est né l'individu, non son village, et laisse échapper tous les mouvements à l'intérieur de l'arrondissement.

POURCENTAGES « D'ÉTRANGERS » DANS LES VILLAGES DE LA ROUTE, PAR GROUPEMENTS

Groupelements	Emana	Ebang	Obala	Benyada-Sud	Batchenga
Hommes	13,5	11,4	0,8	2,6	53,8
Femmes	28,4	31,0	14,0	19,0	60,4
Ensemble	21,0	21,8	10,8	11,1	56,8

Malgré cette lacune, la proportion des étrangers (au sens de « nés hors de l'arrondissement ») apparaît considérable le long de la route (fig. 1) dans les villages ewondo (groupements Emanas et Ebangs) et la comparaison entre la route et la brousse ne fait pas apparaître de différences nettes : les villages de brousse du groupement Emanas offrent les mêmes pourcentages que ceux de la route avec 23,5 % au total, 35 % pour les femmes et 10,8 % pour les hommes. Le cas de Batchenga est autre, du fait des immigrés employés à la S.F.C.T.

Mais le faible pourcentage d'immigrés dans le secteur eton (Obala et Benyada-Sud) est surprenant, d'autant que cette faiblesse affecte autant le groupe des femmes, diminué ici de moitié, que celui des hommes. Dans tous les cas, même pour Batchenga, cette immigration, par son caractère essentiellement féminin, demeure typique de la zone rurale.

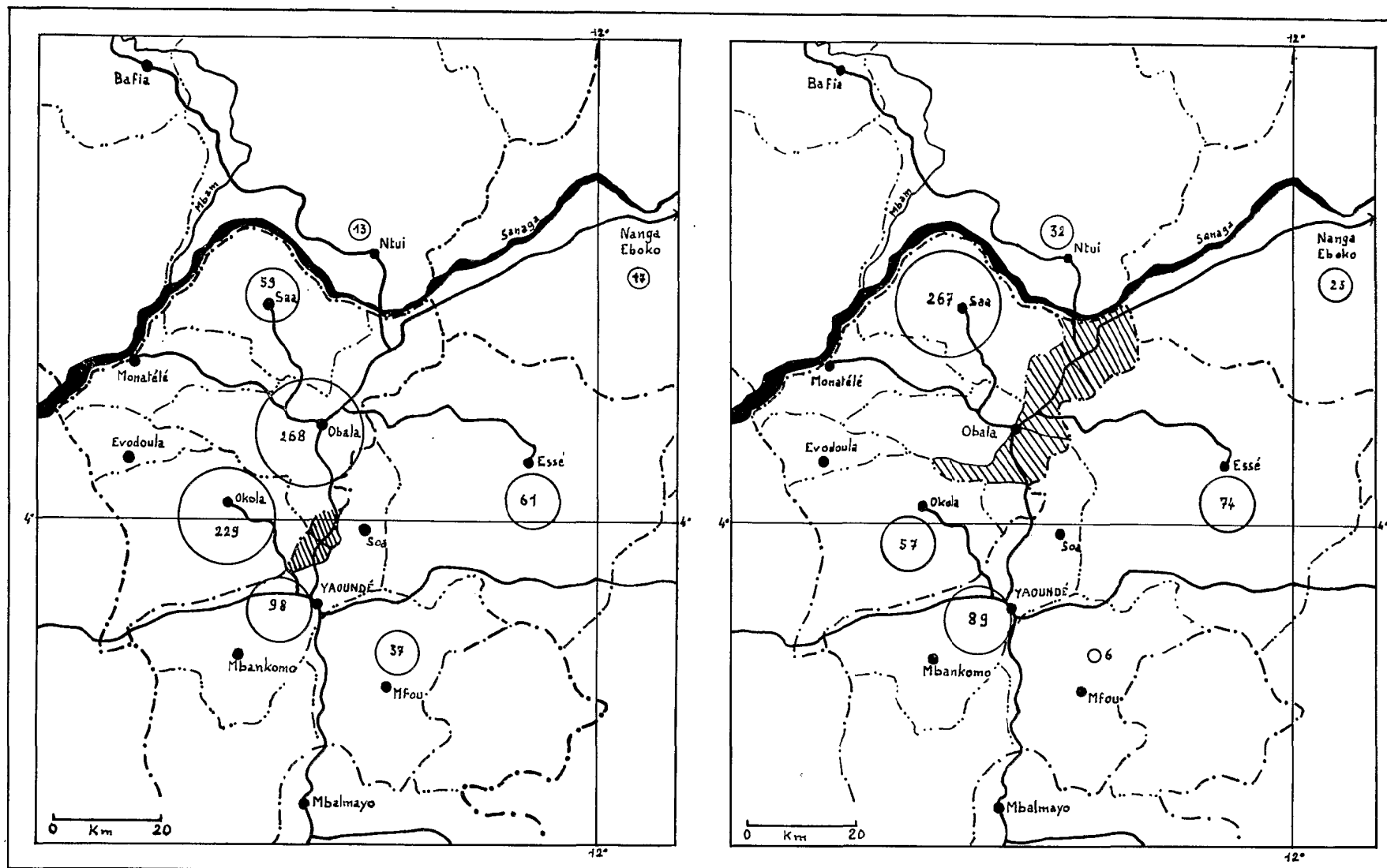


FIG. 7. — Cartes de l'origine des femmes immigrées.

Elle concerne, dans une proportion de 50 à 60 %, des adultes, mais les femmes âgées sont, proportionnellement, en nombre plus important que les hommes (25 % contre 13 %) sans doute par l'effet de la surmortalité masculine qu'a décelée l'enquête statistique précitée.

Ces immigrés n'ont pas effectué de longs trajets ; 90 à 97 % d'entre eux viennent de la région administrative du Centre-Sud, en priorité de la Léké, puis de la Méfou, mais cette exclusivité est un peu moins marquée chez les hommes que chez les femmes. La région qui vient au second rang est celle de l'Est, puis celle du Littoral. Dans cette immigration d'origine plus lointaine le rôle de la route paraît déterminant : ainsi les 26 immigrés du groupement Emanas non originaires du Centre-Sud se trouvent installés sur la grande route.

D'origine très proche, l'immigration féminine est une immigration de voisinage où les légères différences ethniques entre Ewondo, Eton et Batchenga ne semble guère jouer (fig. 7). Dans les deux groupements ewondo, la majorité des femmes immigrées « en mariage » viennent des deux arrondissements eton proches : Okola et Obala. Dans les groupements eton et batchenga, elles viennent avant tout de Saa ; les arrondissements voisins de Ntui et Nanga-Eboko envoient un contingent légèrement plus fort que chez les Ewondo, au détriment de Mfou, les apports des arrondissements de Yaoundé et d'Essé restant sensiblement identiques ; ceux des arrondissements plus éloignés, Evodoula et Monatéle, sont insignifiants malgré la parenté ethnique. Ainsi, en dépit de la présence de la route, les « horizons matrimoniaux » restent assez limités et nos enquêtes ont montré que, malgré leur grande mobilité, les villageois reviennent presque toujours prendre femme au pays.

Les immigrés de la plantation de Batchenga (fig. 8)

Installée à Ballong, la plantation S.F.C.T. compte, suivant le recensement de 1967, 888 personnes immigrées : 499 hommes et 389 femmes. La plupart des hommes adultes (70 %) sont manœuvres ou chefs d'équipe ; quelques-uns (7 %) sont plus spécialisés : chauffeurs, conducteurs d'engins, mécaniciens, menuisiers. Une vingtaine sont des commerçants, tenanciers ou propriétaires de bars ou échoppes, et, pour moitié, bamiléké ; ce sont les immigrés établis à « la barrière », c'est-à-dire au carrefour de la piste conduisant à la plantation et où se côtoient 22 buvettes ou boutiques offrant toutes les mêmes arti-

cles. Cet effectif bamiléké est originaire de Ndé et de la Mifi.

Trois arrondissements fournissent 56 % des travailleurs immigrés : Nanga-Eboko (96 hommes), Bertoua (94) et Esse (90). La proximité de Nanga-Eboko et d'Essé rend compte de l'importance de leur apport ; pour Bertoua, le rôle de la route dans ce recrutement est évident. On pourrait aussi y voir une conséquence de l'implantation de la S.F.C.T. dans cet arrondissement, ce qui faciliterait le recrutement d'une main-d'œuvre déjà formée et intéressée à la culture du tabac, mais l'implantation de la Société est encore plus forte à Batouri d'où ne viennent pourtant que fort peu d'immigrés. Notons la faiblesse de l'apport de Minta, pourtant situé aussi sur la route ; les zones les plus peuplées de cet arrondissement se trouvent non sur cette route mais près de la Sanaga.

Au 2^e rang viennent les deux arrondissements de Ntui et de Saa, également proches de Batchenga. Au 3^e se placent deux arrondissements du Nord-Cameroun : Kaélé et Yagoua. Ce sont là des travailleurs recrutés vers 1945, lorsque la plantation fut reprise par la S.E.I.T.A. ; les autochtones les dénomment « Toupouri ». Enfin Doumé envoie 12 immigrants ; les effectifs de tous les autres arrondissements sont inférieurs à 10. Ainsi les 3/4 de ces immigrés proviennent de 8 arrondissements.

Quelle profession exercent de préférence ces étrangers ?

Compte non tenu des enfants, 28 % des hommes immigrés du groupement Emanas et 50 % de ceux du groupement Ebang se déclarent sans profession ; les planteurs ou cultivateurs viennent en second lieu (23 % et 35 %), puis les manœuvres, les maçons et les enseignants. L'importance de ces dernières catégories professionnelles ne saurait surprendre : un parent ou un ami peut reprendre une cacaoyère, un manœuvre venir y travailler plus ou moins temporairement et les moniteurs d'enseignement ou les instituteurs sont nommés ici ou là. Mais la grande proportion des « sans-profession » donne à penser qu'il s'agit là d'hommes repliés de la ville, ne voulant pas rentrer dans leur village d'origine et qui s'installent le long de la route, à proximité de la ville, dans l'espoir d'y retrouver un jour du travail. Le grand nombre des maçons (13 pour Emanas), activité essentiellement urbaine, porte à croire qu'il s'agit aussi bien de chômeurs, peut-être d'anciens ouvriers maçons, qui attendent aussi une occasion de travail.

Dans cette hypothèse, qu'il faudrait confirmer par une enquête minutieuse au village, il s'agirait d'une

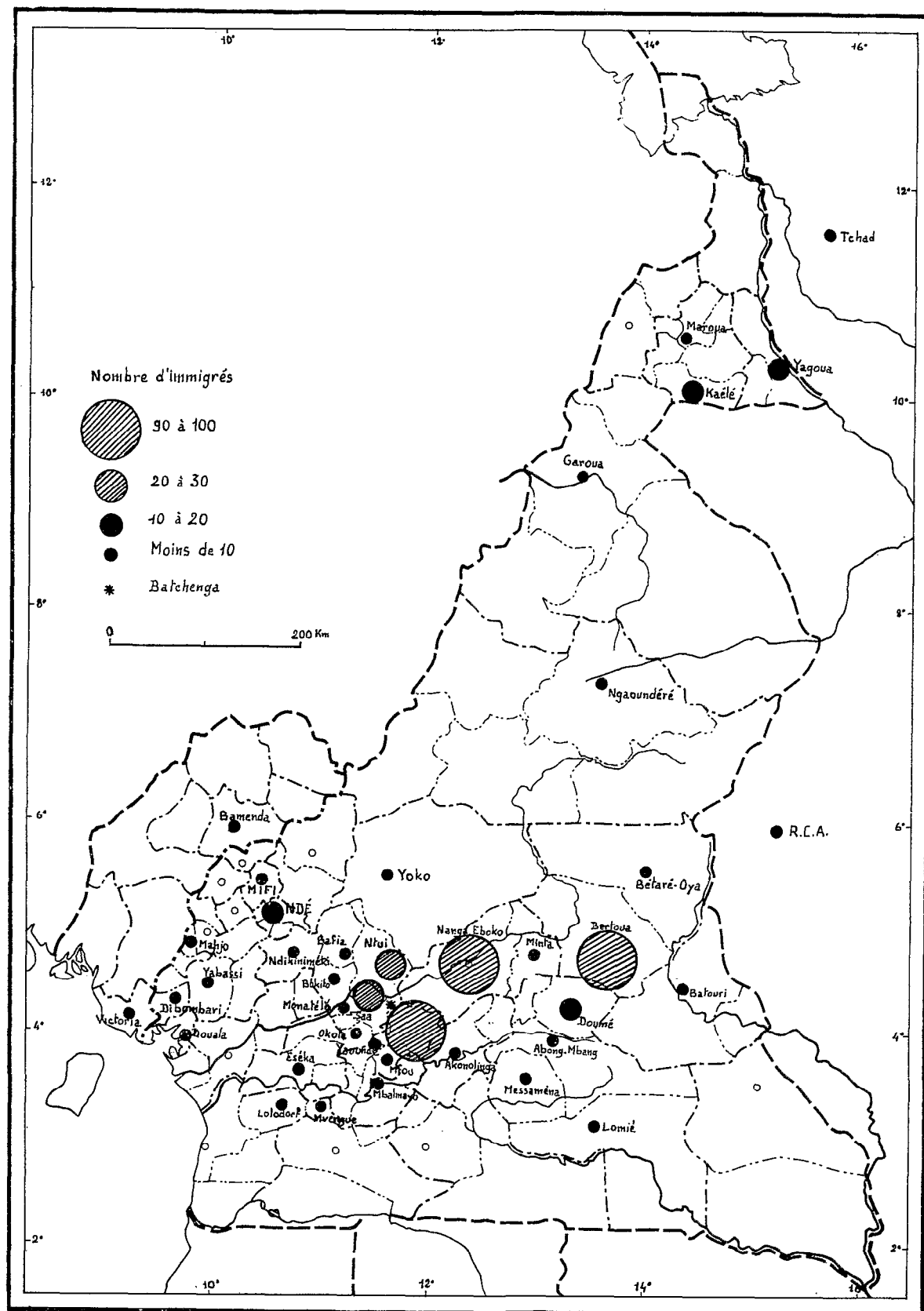


FIG. 8. — Plantation de Batchenga : carte de l'origine des hommes immigrés.

sorte de phénomène de reflux de la ville vers la campagne et la moindre proportion d'immigrés dans l'arrondissement d'Obala s'expliquerait aisément par sa plus grande distance de la capitale. Enfin, une fonction résidentielle, sensible pour le groupement Emana et dont on trouve de fréquents exemples dans les villages, doit également entrer en ligne de compte : les employés, commerçants, boys, chauffeurs qui logent dans ces villages ont leur travail à Yaoundé.

Il semble donc probable qu'il existe autour de Yaoundé et, le long de la route du Nord jusqu'à une distance d'une vingtaine de km, un reflux de certaines catégories de citadins vers la campagne, les uns intégrés à la ville, mais trouvant tout avantage à résider à la campagne où logement et nourriture sont moins coûteux, les autres rejetés de la ville, mais restant à proximité pour y chercher aisément un emploi.

Au-delà de cette distance, les rares hommes immigrés déclarent tous une occupation. La plupart sont cultivateurs ou planteurs, quelques-uns manœuvres chez un planteur ou, vers Batchenga, à la S.F.C.T., ou bien, ce sont les maîtres des écoles de village.

2. STRUCTURES DÉMOGRAPHIQUES ET IMMIGRATION URBAINES

2.1. Les quartiers nord de Yaoundé

(a) La structure par âges

Le taux de masculinité aux âges adultes (20-50

ans), qui dévoile le sens des mouvements migratoires, montre nettement la limite de l'extension de la ville vers le Nord :

TAUX DE MASCULINITÉ AUX LIMITES NORD DE YAOUNDÉ

Route du Nord	Route de Soa
Mbala I 135,7	Mfandéna II 148,9
Mbala II 120,3	Ngoussou 111,1
Emana 74,5	Ngoulmekong 94,5

C'est donc bien à Mbala II que, démographiquement, commence la ville de Yaoundé, non à Emana comme le prétend une pancarte nouvellement placée, et à Ngoussou au nord-est, ce qui justifie dans cette zone la nouvelle extension du périmètre urbain. D'autre part, ce passage à la zone urbaine se signale encore dans la composition de l'immigration qui, de féminine en majorité à la campagne (Emana et Ngoulmekong), devient masculine en ville.

Le tableau des groupes d'âges dans les zones urbaines fait ressortir une évidente similitude entre les quartiers Mbala I et II et Ngoussou-Mfandéna, qui s'opposent fortement à la structure par âges de l'ensemble de la ville.

STRUCTURES PAR ÂGES DANS LES ZONES URBAINES

	Moins de 15 ans			15 - 49 ans			50 ans et plus			Ensemble
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Mbala I et II	12,1	17,7	29,8	36,1	30,7	66,8	2,1	1,3	3,4	100
Ngoussou et Mfandéna II	11,0	12,9	23,9	40,2	32,2	72,4	2,0	1,7	3,7	100
Yaoundé (1)	20,4	21,4	41,8	28,4	26,0	54,4	2,0	1,8	3,8	100

(1) D'après l'enquête du Service de la Statistique, 1964.

Les quartiers du nord de la ville se caractérisent d'abord par un inquiétant déficit de jeunes (moins de 30 %) et une pléthore d'adultes (70 %), et d'autre part, à l'analyse des pyramides des âges (fig. 9), par un excédent féminin entre 5 et 25-30 ans, un excédent masculin au-delà et jusqu'à 50 ans. Mbala I et II présentent de façon plus accusée ces deux dernières caractéristiques, ce qui fait songer à une influence possible de la route.

Au contraire la pyramide des âges de l'ensemble

de Yaoundé (fig. 10) possède une base largement étalée, un excédent masculin beaucoup moins marqué et un très léger excédent féminin aux jeunes âges. Que signifient de telles différences ?

Par rapport à la ville de Yaoundé, Mbala I et II, Ngoussou et Mfandéna sont des quartiers récents, d'anciens villages intégrés depuis peu à la ville, tant administrativement que démographiquement. On s'attendrait donc à voir l'excédent masculin porter sur les classes de jeunes adultes. Faut-il incriminer

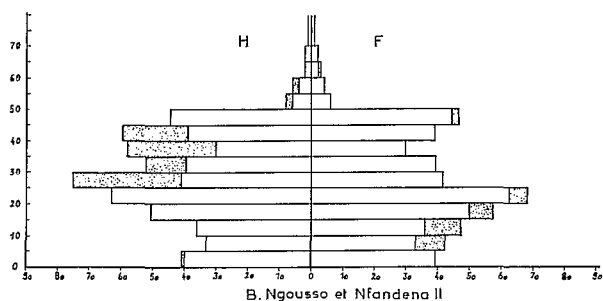
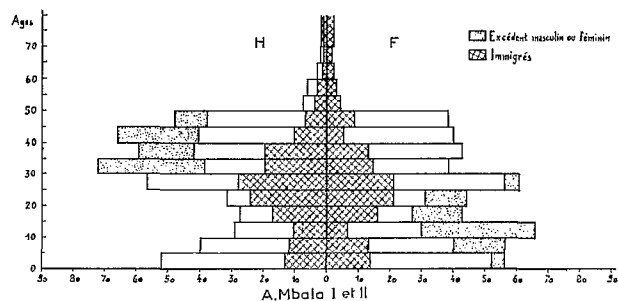


FIG. 9. — Pyramide des âges : quartiers nord de Yaoundé

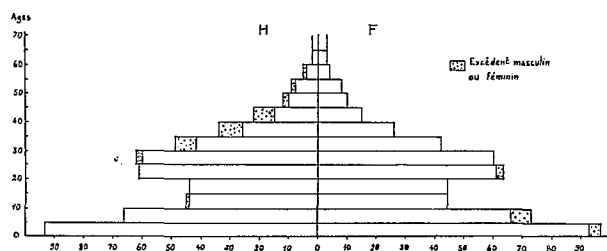


FIG. 10. — Pyramide des âges : Yaoundé-ville

la mauvaise qualité du recensement au nord de la ville ? L'étude de l'immigration apportera une explication possible à cette anomalie.

Le déficit remarquable des classes jeunes fait penser à l'explication classique : il s'agit de quartiers dont l'urbanisation est encore toute récente, où les adultes immigrés sont en majorité célibataires et les taux de natalité, en début d'urbanisation, sont toujours très faibles. Mais l'explication demande à être confirmée par l'étude de l'immigration.

(b) L'immigration urbaine

On sait que les sources utilisées ne révèlent qu'une partie de l'immigration, celle que l'on peut qualifier d'allochtone, c'est-à-dire originaire d'autres arrondissements ; il est pourtant possible, grâce à certains

recoupements, de caractériser dans une certaine mesure, l'immigration autochtone, celle qui a pour origine l'arrondissement.

— L'immigration allochtone

Au quartier de Mbala I une considérable proportion des habitants sont des allochtones, nés hors de l'arrondissement de Yaoundé : 57,3 %, et cette immigration est davantage le fait des hommes (59,5 %) que celui des femmes (55 %) mais ce chiffre est assez faible. A Mbala II, village intégré encore plus récemment dans la ville, cette immigration commence seulement et ne concerne que 14,9 % des habitants, mais son caractère urbain est déjà marqué par la plus forte proportion d'hommes immigrés (15,3 %) que les femmes (14,4 %). Si l'on ne tient compte que des adultes (25-50 ans), ce taux s'élève à 72,8 % pour Mbala I et s'abaisse au contraire pour Mbala II (14,2 %).

Cette immigration allochtone, illustrée par le tableau ci-dessous et la courbe des taux d'immigration par âges (fig. 11) concerne surtout les hommes et les femmes de 15 à 30 ans, avec un taux maximum entre 20 et 25 ans pour les deux sexes. Ainsi se confirme le caractère récent de l'immigration dans

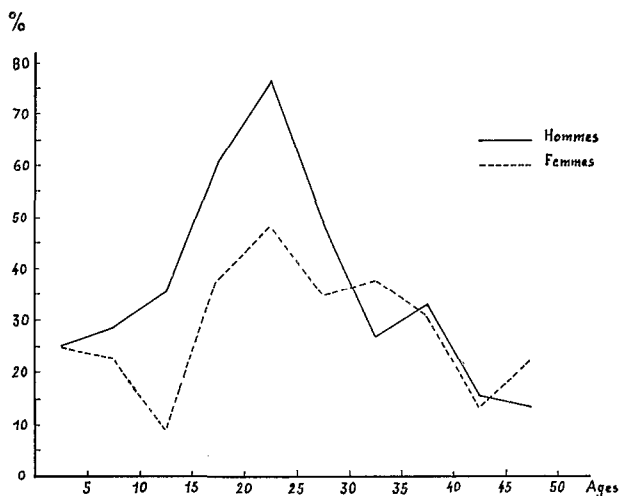


FIG. 11. — Taux d'immigration par âges à Mbala I et II

ces quartiers de même que l'origine du déficit des classes d'âge jeune : cette immigration récente est composée essentiellement de jeunes adultes sans enfants.

La plupart de ces immigrés venus d'autres arrondissements n'ont pourtant pas parcouru de bien grandes distances.

MBALA I ET II. STRUCTURE PAR AGES DES DEUX GROUPES FORMANT LA POPULATION

Tranches d'âges	Hommes		Femmes	
	Allo-gènes	Auto-ctones	Allo-gènes	Auto-ctones
Plus de 50 ans.....	5,7	3,3	9,0	0,3
40 - 50 ans	10,0	29,2	9,5	18,4
30 - 40 ans	23,0	27,4	19,0	15,0
15 - 30 ans	40,6	14,0	40,0	25,3
0 - 15 ans	20,7	26,1	22,5	41,0
	100,0	100,0	100,0	100,0

On découvre en effet que presque la moitié d'entre eux (43 %), hommes et femmes, viennent du département de la Lékié et même, pour plus de 20 %, de l'arrondissement d'Obala tout proche ; au second rang viennent, dans une proportion de 10 à 20 %, les originaires des autres arrondissements de la Méfou. Ainsi, en dépit de la position des quartiers de Mbala I et II au débouché de la route du Nord, de l'Est et du Nord-Ouest, la majorité des immigrés viennent de la région proche du Centre-Sud.

MBALA I ET II.
ORIGINE DES IMMIGRÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

		Centre-Sud	Lit-toral	Est	Ouest	Autres	Total
Mbala	H	67,2	11,4	5,9	12,6	2,9	100
	F	74,0	7,8	6,7	8,5	3,0	100
Mbala II	H	72,0	3,6	16,2	5,6	2,6	100
	F	79,0	2,5	10,7	5,8	2,0	100

Cette répartition des immigrés met de nouveau en évidence l'urbanisation plus ancienne de Mbala I : les originaires du Centre-Sud y sont un peu moins nombreux tandis que ceux de l'Ouest (commerçants et entrepreneurs bamiléké) y prennent une plus grande place, conformément à la répartition ethnique de la population urbaine ; ces caractéristiques sont d'ailleurs plus marquées pour les hommes que pour les femmes dont la migration est toujours postérieure à celle des hommes. Pour Mbala II au contraire, qui ressemble encore en cela à la zone rurale de la route, la région de l'Est vient au second rang après le Centre-Sud ; ces immigrés de l'Est viennent en majorité du département du Lom-et-Djerem que traverse

la route du Nord, persistance d'un rôle qu'elle perd à mesure que s'affirme l'urbanisation.

Notons enfin que, pour l'un et l'autre quartier, les femmes effectuent des déplacements de moins grande amplitude que les hommes et qu'elles sont, en plus forte proportion qu'eux, originaires du Centre-Sud.

L'éventail des professions de ces hommes immigrés est beaucoup plus ouvert que dans la zone rurale mais le groupe le plus nombreux est encore celui des « sans-profession » : 17 % à Mbala I et 19 % à Mbala II : cette proportion est pourtant moindre que dans la brousse péri-urbaine car il est plus facile en ville de trouver un travail ou, tout au moins, d'avoir travaillé : les 26,5 % de manœuvres, maçons et menuisiers que l'on trouve à Mbala I ne doivent pas faire illusion sur la véritable activité des déclarants. En seconde place viennent, comme il se doit en ville, les employés du secteur public ou privé (13 %), puis les boys-cuisiniers dans une proportion identique. Quelques immigrés, très rares, sont devenus planteurs (8 pour les 2 quartiers) ; enfin se rencontrent quelques professions dont la spécialisation marque le caractère urbain : électricien, ajusteur, tôlier, plombier.

— L'immigration autochtone

Plusieurs constatations s'imposent à l'examen de la population née dans l'arrondissement de Yaoundé :

— Le taux général de masculinité n'est que de 94 %, c'est-à-dire comparable à ceux que l'on rencontre dans les villages de la brousse.

— Pour le sexe masculin, il existe une forte proportion d'enfants de moins de 15 ans et d'adultes de plus de 30 ans.

— Pour le sexe féminin, près de la moitié (41 %) au total est composée de filles de moins de 15 ans.

Ces constatations, de même que les excédents masculins ou féminins apparaissant sur la pyramide même en faisant abstraction des immigrés allo-gènes, conduisent à penser que la population autochtone est composée bien plus d'immigrés proches que d'anciens habitants de ces villages devenus quartiers. Cette immigration autochtone présente quelques particularités remarquables :

Elle concerne d'abord des jeunes filles de moins de 15 ans essentiellement de 10 à 15 ans, alors que l'immigration allo-gène marque au contraire un creux à cet âge. Cette immigration féminine, que l'on peut estimer à une centaine de jeunes filles, d'après le déséquilibre du sex-ratio, vient modifier le taux général de masculinité. Type original de relations

démographiques entre campagnes et villes, spécialement sensible dans les villages traversés par la grande route, elle se situe essentiellement à l'intérieur de la même ethnie ewondo qui correspond ici à l'arrondissement de Yaoundé et alimente la plus grosse part de l'immigration féminine proche. Ces quartiers nord étant peuplés surtout d'Eton et d'Ewondo, les filles qui quittent le village échouent en majorité dans ces quartiers, chez un parent ou un compatriote plutôt que dans d'autres quartiers où ces ethnies sont minoritaires.

L'immigration masculine autochtone concerne surtout les adultes de 30 à 50 ans, plus encore de 40 à 50 ans (*cf.* tableau). Elle est donc ancienne et se trouve actuellement remplacée par l'arrivée en masse des Eton qui se substituent peu à peu à l'ethnie locale.

Ainsi l'examen de l'immigration à Mbala I et II peut expliquer les particularités de la pyramide des âges de l'ensemble de ces quartiers nord : l'excédent

masculin aux âges adultes a pour cause deux séries de migrations, l'une ancienne et courte, l'autre actuelle et d'origine plus lointaine, qui rendent compte elles-mêmes de la faible proportion des jeunes, tandis que l'excédent des jeunes filles signale une migration d'un type original, courte et actuelle.

Dans la formation de cette population, la route n'apporte d'éléments d'origine lointaine qu'en proportion infime et dans un type rural d'immigration. Elle contribue certes à la « descente » des Eton dans les quartiers urbains où elle débouche, mais cette influence apparaît géographiquement limitée à une région bien étroite en regard de son rôle de lien entre le nord et le sud du pays.

2.2. La ville d'Obala

L'originalité démographique de la ville d'Obala par rapport à Yaoundé et aux centres urbains de Sud-Cameroun apparaît déjà sur les tableaux des structures par âges ci-dessous.

OBALA. Comparaison avec les autres villes du Sud-Cameroun

	Moins de 15 ans			15 - 49 ans			50 ans et plus			Ensemble
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	
Obala ville	23,1	21,3	44,4	27,8	23,8	51,6	2,4	1,6	4,0	100
Yaoundé	20,4	21,4	41,8	28,4	26,0	54,4	2,0	1,8	3,8	100
Centres urbains du Sud	21,2	21,6	42,8	24,3	26,2	50,5	3,7	3,0	6,7	100

Elle consiste surtout en une forte proportion de moins de 15 ans, spécialement du sexe masculin, une proportion d'adultes qui la rapproche des centres urbains du sud, mais avec moins de femmes, et une proportion de vieux proche de celle de Yaoundé.

Au contraire de l'ensemble des autres centres urbains, le taux de masculinité est supérieur à 100, ce qui implique soit une immigration

Taux de masculinité	Obala ville	Yaoundé	Centres urbains du sud
Général	114,1	103,1	96,8
20 - 49 ans	116,2	111,4	94,0

d'hommes supérieure à l'émigration, soit une émigration féminine. En outre, cet excédent masculin est même plus marqué que pour la ville de Yaoundé.

La structure par âges

La pyramide des âges de la ville d'Obala (fig. 12 B) offre une remarquable régularité contrastant avec celle des quartiers précédemment étudiés. Un constant excédent masculin affecte d'autre part tous les groupes d'âges, à l'exception des moins de 5 ans.

Comparons cette pyramide à celle des centres urbains du Sud (fig. 12 A). Son constant excédent masculin en constitue une originalité ; on n'y retrouve pas cette surféminité entre 15 et 30 ans correspondant aux épouses d'adultes immigrés ; au contraire un léger déficit caractérise ces âges, surtout entre 20 et 30 ans.

Enfin, si l'on tente une comparaison avec les résultats de l'étude de A. AUGER sur les centres urbains du Congo-Brazzaville (1) on s'aperçoit que la structure par âges d'Obala correspond exactement

(1) A. AUGER, *op. cit.*, p. 37.

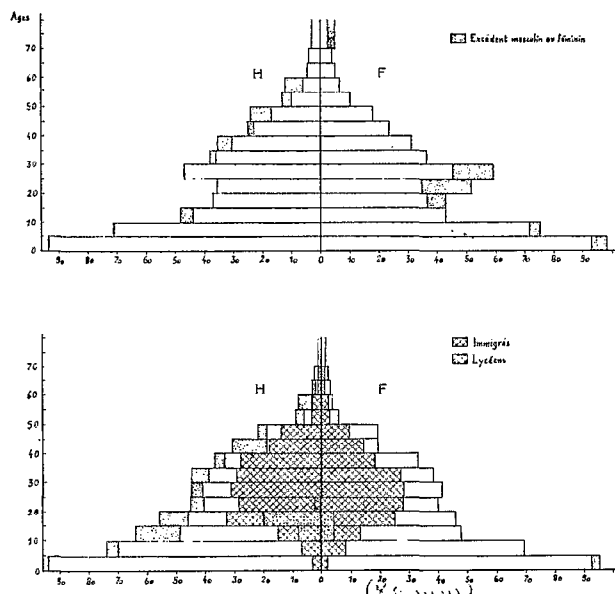


FIG. 12. — Pyramide des âges : villes du Sud-Cameroun et Obala.

non à celle des centres secondaires comme on pourrait s'y attendre, mais à celle d'une véritable ville avec sa forte proportion de jeunes de moins de 20 ans et de jeunes adultes de moins de 40 ans.

Âges	Centres secondaires Congo-Brazzaville	Villes Congo-Brazzaville	Obala
60 ans et plus	23	10	15
40 - 59 ans	191	110	117
20 - 39 ans	302	332	323
Moins de 20 ans	484	548	545
	1 000	1 000	1 000

L'immigration

Quelles lumières l'immigration apporte-t-elle dans l'explication de cette structure par âges ?

Observons d'abord que son taux paraît modéré : 39,8 % de la population est immigrée, comparé aux 50 % de la ville de Kinkala au Congo-Brazza (1). Cette immigration n'est qu'à peine à dominance masculine : 40,8 % des hommes et 38,9 % des femmes ; la différence étant encore plus

faible qu'à Mbala. L'examen de la pyramide montre qu'elle apparaît forte à tous les âges adultes, celle des moins de 20 ans étant en grande partie attribuable à la présence du lycée. En réalité, on s'aperçoit que l'immigration est plus considérable si on en calcule le taux pour les âges adultes : 64,2 % entre 15 et 50 ans (65,2 % pour les hommes et 63 % pour les femmes) ; de plus, le calcul du taux d'immigration par âges (fig. 13 A) révèle qu'elle est maximum non dans le groupe des jeunes adultes mais bien entre 35 et 40 ans pour les hommes, ce qui ne manque pas de surprendre tandis que pour les femmes l'immigration est un peu plus précoce mais encore importante après 35 ans.

Seule une analyse plus fine de l'immigration peut rendre compte de cette anomalie.

Composition de l'immigration

Près de la moitié de l'immigration est composée d'originaires du Centre-Sud, un peu moins pour les hommes, un peu plus pour les femmes : au second rang viennent ceux de l'Ouest, Bamiléké en majorité et en troisième position ceux du Nord, appelés d'une façon vague Haoussa, enfin ceux du Littoral et de l'Est ; cette hiérarchie vaut pour les deux sexes.

OBALA.

ORIGINE DES IMMIGRÉS PAR RÉGION ADMINISTRATIVE

	Centre-Sud	Ouest	Nord	Littoral	Est	Autres	
Hommes	42,3	34,9	16,9	3,4	2,0	0,5	100
Femmes	54,9	28,8	9,4	4,6	1,7	0,6	100

Or, si l'on dresse les courbes des âges pour les hommes des trois principaux groupes d'immigrés (Centre-Sud, Ouest et Nord), de remarquables différences apparaissent de l'une à l'autre (fig. 13 B). L'immigration Haoussa a un caractère ancien, composée d'hommes de 30 à 40 ans : elle ne semble pas se renouveler, à moins que l'émigration tardive soit une caractéristique de ce groupe. Le quartier Haoussa de Yaoundé présente la même situation (2). Au contraire l'immigration bamiléké a un caractère jeune, les hommes de 20-30 ans en constituant la plus grande partie, avec même un maximum entre 20 et 25 ans ; après 30 ans, la courbe décroît rapidement. L'immigration des originaires du Centre-Sud

(1) A. AUGER : Kinkala, centre urbain secondaire et sa vie des relations, 208 p. ronéot. ORSTOM Brazzaville 1965.

(2) Cf. A. FRANQUEVILLE : Les immigrés du quartier de la Briqueterie à Yaoundé. Communication au colloque de Bordeaux 1970. C.N.R.S.

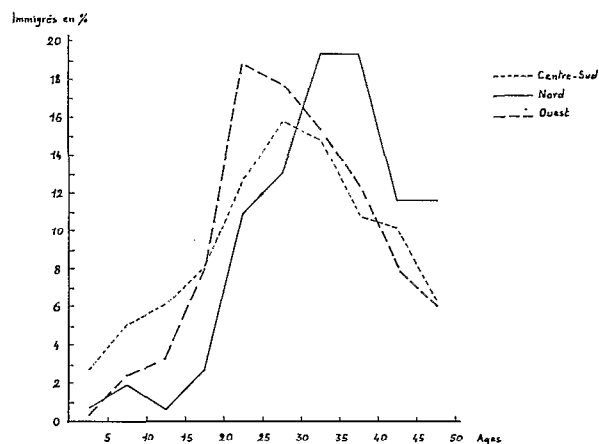
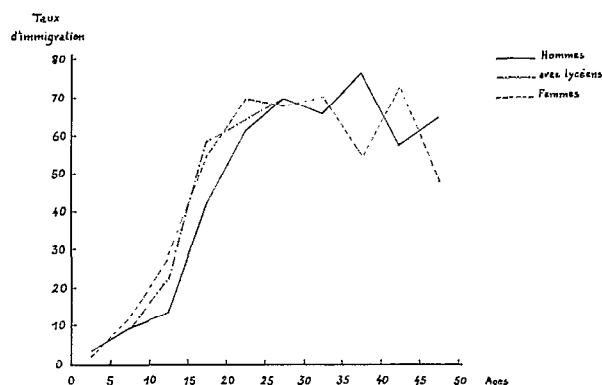


FIG. 13. — Obala. Taux d'immigration par âges et âges des immigrés selon la région d'origine.

est d'un type intermédiaire, moins jeune que celle des Bamiléké malgré la présence des lycéens qui gonflent les tranches des moins de 20 ans. Ainsi trois vagues d'immigration semblent se succéder à travers les tranches d'âges : celle des immigrés proches, la plus fournie pour les enfants, laisse la place à celle des Bamiléké chez les adultes à laquelle succède l'immigration haoussa.

Ces particularités dans la composition de l'immigration permettent donc d'expliquer la curieuse allure des taux d'immigration par âges qui accorde une importance inattendue aux adultes âgés. Elle explique aussi l'allure régulière de la pyramide générale où toutes les tranches d'âges adultes comprennent une forte proportion d'immigrés.

La composition par grands groupes d'âges des éléments allogènes et autochtones (nés sur place et immigrés de l'arrondissement d'Obala) de la population apporte un nouveau sujet d'étonnement.

OBALA. STRUCTURE PAR AGES DES DEUX GROUPES FORMANT LA POPULATION

	Hommes		Femmes	
	Allo-gènes	Auto-ctones	Allo-gènes	Auto-ctones
Plus de 50 ans.....	5,5	4,0	4,0	3,0
40 - 50 ans	14,5	6,5	13,0	5,5
30 - 40 ans	26,0	7,5	25,0	9,5
15 - 30 ans	42,5	16,5	45,0	16,5
0 - 15 ans	11,5	65,5	13,0	66,5
	100,0	100,0	100,0	100,0

Alors que l'on s'attendrait seulement à un certain vieillissement de la population autochtone atténué par une immigration proche, on découvre au contraire que cette population semble avoir quasiment disparu, à moins d'y voir l'effet d'une sous-estimation systématique du recensement dont la raison n'apparaît pas. Car 65 % des autochtones sont des enfants et 16 % des adultes de moins de 30 ans ; les adultes de plus de 30 ans ne formant qu'à peine 20 % des autochtones, on peut présumer que ces deux premiers groupes (80 % des autochtones) sont en majorité constitués d'enfants d'immigrés nés sur place. Aucune immigration proche n'apparaît chez les adultes jeunes où le sex-ratio fait plutôt penser à une émigration. En réalité, et bien que la cause en soit ignorée, on est conduit à penser que ce groupe des autochtones (et plus précisément le quartier dit « Obala village » qui en héberge la majorité) a été négligé par les recenseurs ; si l'on tient compte des recensements précédents on peut estimer qu'il compte au 1-1-1967 environ 4 000 personnes, non 486, comme l'indique le recensement ce qui donnerait un total réel d'environ 7 500 habitants pour la ville.

S'ils en est bien ainsi, les taux d'immigration que nous avons calculés sont surestimés mais on peut penser que leurs courbes conservent leur allure générale compte tenu de la composition de cette immigration. Il existe dans le groupe des allogènes un excédent de femmes entre 15 et 30 ans est un excédent masculin au-delà de 30 ans ; cette inégalité peut signifier un certain mouvement d'émigration masculine entre 15 et 30 ans mais peut s'expliquer tout aussi bien par la fréquente polygamie du groupe Haoussa dont les femmes appartiennent à des tranches d'âges plus jeunes que leur mari.

En conclusion, la forme générale de la pyramide des âges d'Obala, dressée d'après le recensement administratif, serait sous l'étroite dépendance d'une

immigration intense à tous les âges adultes et dont l'ampleur aurait fait quasiment disparaître la population autochtone ; en fait il semble bien que celle-ci n'est ni éteinte ni émigrée en masse, mais simplement négligée par les recenseurs. A partir de ces renseignements il est difficile de découvrir l'existence d'une émigration. De toutes façons l'attrait qu'exerce Obala sur la région du Centre-Sud paraît assez faible comparé à celui qu'exercent Mbala I et II et même la part des originaires du département de la Léké (hommes 15 %, femmes 21 %) y est faible dans le total des immigrés.

Le rôle de relais que pourrait jouer Obala vis-à-vis de Yaoundé n'apparaît pas pour l'instant, d'après les sources utilisées. L'excédent des femmes (403) sur les hommes (331) originaires du Centre-Sud peut être une caractéristique de l'immigration autant qu'un effet de l'émigration. Mais il est possible que ce rôle apparaisse à la deuxième génération parmi les moins de 15 ans dont l'énorme proportion est sans rapport avec le marché du travail que peut offrir la ville.

Cette immigration composite n'est pas sans retentissements sur la physionomie et l'activité urbaines.

Les immigrés se regroupent par région d'origine, comme dans toutes les villes, mais ils présentent aussi des particularités, bien tranchées. Le quartier haoussa, se situe au nord de la ville, au débouché de la grande route ; une comparaison avec celui de Nanga-Eboko et celui d'une autre petite ville au sud de Yaoundé permettrait de dégager l'influence de cet axe Nord-Sud dans sa formation et son importance. Ces « Haoussa » sont essentiellement originaires de l'arrondissement de Ngaoundéré (25,5 % des hommes, 14,5 % des femmes) et de celui de Tibati (16 % des hommes et 19 % des femmes), c'est-à-dire des régions les plus méridionales de l'Adamoua : puis viennent les arrondissements de Garoua et de Maroua, beaucoup plus éloignés. Bon nombre d'originaires de Mbam (Bafia et Yoko) se regroupent aussi dans ce quartier des Haoussa avec lesquels ils se sentent plus d'affinités, bien que le Mbam appartienne administrativement au Centre-Sud. Si ce groupe est en constante augmentation, passant de 193 en 1956 à 540 en 1967, ce n'est plus un effet de l'immigration qui semble tarir aujourd'hui, mais le signe d'une forte fécondité. L'activité des Haoussa est, par excellence, celle de boucher ou aide-boucher (38 % des cas) et en second lieu celle de commerçant (15 %), puis celle de manœuvre ; les sans-profession sont peu nombreux (5 %). Quelques activités leur sont encore particulières, liées à leur religion (marabout, malem)

ou à leur profession principale (berger, c'est-à-dire conducteur des troupeaux de bœufs descendant du Nord).

Les Bamiléké se regroupent dans certains quartiers choisis où ils forment la majorité de la population : Elot I, Elig Bessala II, mais ces regroupements ne vont pas sans discriminations internes. Ils se rassemblent en effet par chefferie d'origine et on s'aperçoit que ceux d'Elot I viennent des chefferies de Bangangté (44 % des immigrés du quartier) et de Bafoussam (19,5 %), tandis que ceux d'Elig Bessala II viennent de celles de Bandjoun (36,6 %), de Bamendjou (33,5 %) et dans une mesure beaucoup moindre de celle de Bafoussam (16,7 %). Quatre chefferies fournissent donc l'essentiel des immigrés bamiléké de la ville (87,7 %) dans l'ordre suivant : Bangangté 31,1 %, Bafoussam 21,9 %, Bandjoun 18,3 %, Bamendjou 16,4 % ; loin derrière vient celle de Bafang avec 5,4 %.

Mais quelle que soit leur chefferie d'origine, la profession qu'ils exercent par prédilection est celle de commerçant : 54 % d'entre eux ont déclaré cette activité à Elot I et 46 % à Elig Bessala II. En second lieu vient celle de manœuvre et les sans profession sont en proportion infime.

C'est dans le centre urbain que se regroupent la plupart des immigrés d'origine régionale dont la plus grande partie vient de l'arrondissement d'Okola. La profession d'employé est la plus fréquente (39,5 % des cas), puis celles d'enseignant, d'infirmier, etc. conformément à la préférence des « sudistes », plus instruits, pour les « professions assises ».

Ainsi les trois dominantes de l'immigration donnent à ces quartiers non seulement une cohésion ethnique mais une homogénéité socio-professionnelle fréquente dans toutes les villes du sud.

L'analyse des résultats du recensement administratif général de 1967 fait donc apparaître un certain nombre de particularités dans la structure et les mouvements de la population aussi bien des villes que des campagnes. La plupart d'entre elles nous ont paru vraisemblables et explicables, mais les déficiences de ce recensement, nous en avons constaté quelques-unes, incitent à la prudence. Faute d'études comparables à partir d'autres sources, il est souvent difficile de décider si ces particularités correspondent à des réalités ou sont simplement des effets de ces déficiences.

Force est donc de les considérer comme des hypothèses de travail pouvant guider les grandes lignes d'une recherche ultérieure. Rappelons-en l'essentiel. Dans les villages l'influence de la route

semble se traduire, par rapport à la brousse, par un accroissement plus fort de la population mais en même temps à proximité de la ville, par une émigration d'adultes accrue. Dans les quartiers nord de Yaoundé, en cours d'urbanisation, la population compte une forte proportion de jeunes adultes venant du pays eton de même qu'une abondance de jeunes filles émigrant des villages voisins tandis que la proportion d'enfants est faible. La petite ville d'Obala, au carrefour des routes de l'Ouest par Bafia et du Nord par Nanga-Eboko connaît une immigration d'originaires de ces deux régions dont les comportements sont très spécifiques, mais le recrutement strictement local reste encore prépondérant.

L'habitat

Rien d'original ne transparaît dans l'aspect général des villages. Comme partout dans la forêt camerounaise, ils s'allongent le long de la route, les cases s'égrenant de part et d'autre, tantôt serrées, tantôt distantes, tantôt groupées par 4 ou 5.

Elles sont généralement construites assez en retrait de la chaussée, à une vingtaine de mètres, et parfois une haie plantée délimite une sorte de cour sur le devant : de temps à autre, à l'occasion du passage d'une personnalité, un effort de coquetterie est demandé par l'administration. Des palissades du plus bel effet, peintes en blanc, se dressent tout au long de la route et limitent un peu le nombre des animaux écrasés ; la personnalité passée, les palissades disparaissent rapidement.

Ces villages poussent rarement des tentacules sur les pistes secondaires. Sur la route d'Obala, seul Nkolmélen constitue une exception avec son embranchement vers Endinding ; faute de place sur la grande route, les cases d'Ekombitié se disposent sur la piste de Nkolondom. Sur la piste de Soa, l'habitat est un peu moins groupé. Les villages sont plus étirés, scindés en plusieurs hameaux le long de l'axe principal et certains, Nfandéna II, Nkolfoulou I, Ebogo I possèdent bon nombre de leurs cases sur des pistes secondaires. Après Obala, seul le village de Ballong englobe trois hameaux situés en brousse, au-delà de la plantation S.F.C.T., et dont l'un n'est accessible qu'à pied.

Au contraire des villages de la route de Soa, ceux de la route d'Obala manquent parfois de place et doivent serrer au plus près leurs cases au point que certains d'entre eux sont contigus. C'est le cas d'Okolo, Ekombitié et Nyom I, de Akak I, Ebang II

et Méyos, et, chez les Eton, des villages de Nkolmguen II, Nkolmguen I, Nkolmbéné, Ekoum-Douma, Nkolmélen et Foulassi entre lesquels n'apparaît aucune solution de continuité.

Après Obala, les villages sont beaucoup plus espacés et ont un aspect plus aéré dû à une densité de population plus faible et au passage progressif à la savane.

LES TYPES DE CASES

Toutes les cases sont construites sur le même modèle habituel en forêt, rectangulaire avec toit à double pente. Le type ancien, entièrement végétal, ne se rencontre qu'exceptionnellement et sur la seule route de Soa ; le type courant (ph. 1 et 4) possède des murs de terre tassée dans un coffrage de « bambous » et un toit de palmes de raphia tressées (nattes). Ça et là se rencontrent quelques exceptions ; ainsi une case aux murs de planches à Emana signale un immigré venu de Douala qui a voulu garder ici le mode de construction habituel sur la côte. Les murs de terre sont tantôt laissés tels quels, tantôt blanchis à la chaux, tantôt crépis. Les cases en semi-dur, celles qui possèdent un toit de tôles ondulées, sont plus rares (ph. 2). Plus rares encore, les cases en dur ont des murs de parpaings, de briques crues ou, moins souvent, cuites ; dans ce dernier cas, il s'agit d'habitations anciennes construites sur le modèle des cases allemandes où une galerie couverte fait le tour du bâtiment (ph. 3). Assez fréquentes sur la route de Soa, elles sont généralement en mauvais état. Les cases en dur récentes savent parfois prendre l'aspect de villas coquettes bâties sur un plan plus original.

LA DISTRIBUTION DES TYPES DE CASES

Le décompte des différents types de cases a été fait dans tous les villages entre Yaoundé et la limite de la Haute-Sanaga et, sur la route de Soa, entre Yaoundé et le carrefour d'Ebogo III de même que sur le tronçon rejoignant Ebang.

Le pourcentage de cases en nattes, faible près de la ville (Mbala II : 41 %, Nfandéna II : 44 %), augmente rapidement jusqu'à une dizaine de kilomètres pour atteindre 80 à 85 % des constructions à une dizaine de kilomètres et rester situé à ce niveau (fig. 14). La proportion des cases en dur et en semi-dur décroît identiquement ; mais les cases en dur peuvent être fort anciennes, aussi, afin de déceler l'influence de la ville, est-il préférable de considérer les seules variations de la proportion des cases en

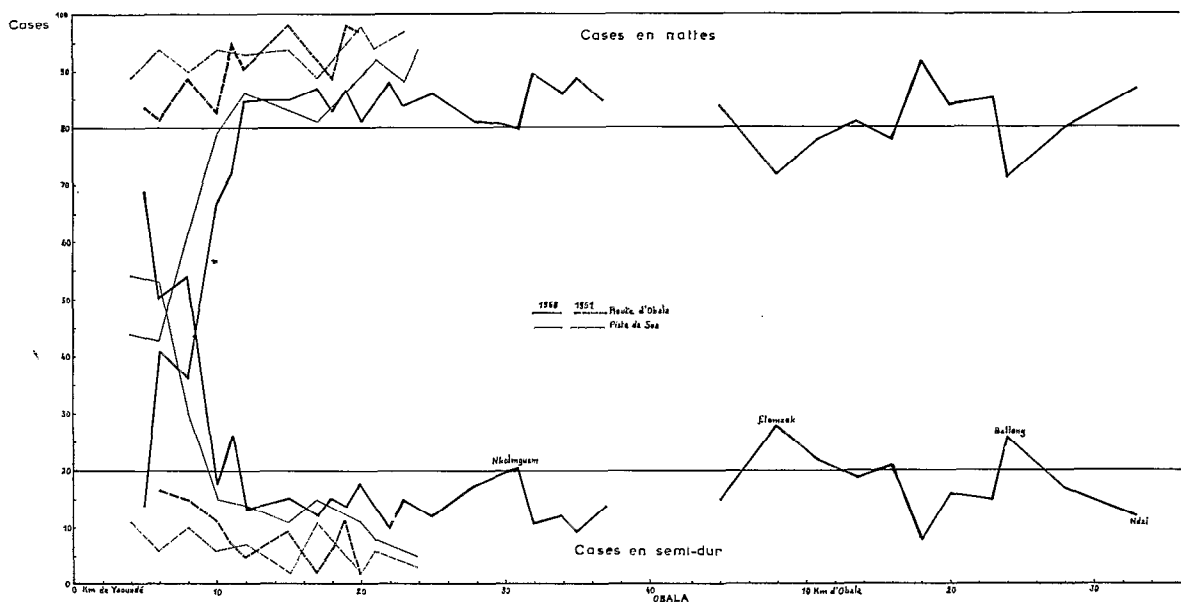


FIG. 14. — Proportion et évolution des types de cases suivant la distance de Yaoundé.

semi-dur. La courbe obtenue, complémentaire de la précédente, enregistre une chute brutale dans les 10 premiers km, puis la proportion se stabilise vers 10 ou 15 % sur la route d'Obala, à l'exception de trois villages (Nkométou III et surtout Nkolmguen II et I) où l'amélioration de l'habitat apparaît plus poussée.

Sur la route de Soa, cette amélioration existe aussi, mais légèrement moindre que sur celle d'Obala. Au-delà de 20 km, c'est-à-dire après le carrefour d'Ebogo III, les cases en nattes forment 90 % des constructions ; les difficultés de communications viennent de réduire ici à peu de choses l'influence de la ville sur l'habitat.

Mais, dans les deux cas, l'amélioration de l'habitat paraît considérable dans les 10 premiers km. En réalité les pourcentages que présentent ces premiers villages sont trompeurs. Au moment de notre enquête, les villages qui viennent d'être rattachés à Yaoundé : Mbala II, Nfandéna II, Ngousso et même Emana, voyaient détruire systématiquement et dans un souci d'urbanisme, la plupart de leurs cases en nattes, à charge pour le propriétaire de les reconstruire au moins en semi-dur ; aussi les pourcentages actuels sont faussés pour ces premiers kilomètres.

Pourtant une enquête réalisée en 1961, malheureusement pour le seul arrondissement de Djoungolo (Yaoundé) permet de reconstituer l'aspect ancien

de cet habitat et aussi de juger de son évolution (fig. 14). On constate qu'à cette date déjà, la proximité de la ville se marquait, jusqu'à une dizaine de kilomètres, par une proportion plus faible des cases en nattes et plus forte des cases en semi-dur. Mais, pour la route de Soa, cette amélioration est peu visible, sinon nulle. Au-delà de 10 km, les deux routes présentent la même situation.

Entre ces deux dates, même sans tenir compte des destructions imposées par la municipalité, l'amélioration est évidente sur les deux routes mais, alors qu'elle paraît continue sur la route d'Obala, elle se réduit peu à peu sur celle de Soa, au-delà de 20 km.

Entre les villages situés au-delà d'Obala, les différences sont plus accentuées, trois d'entre eux présentent les plus fortes variations : Elomzok, Famenassi et Ballong. Que l'habitat à Ballong soit un des meilleurs du secteur, on le comprend aisément, étant donné la source de numéraire que constitue la S.F.C.T. et le rôle de bourg commercial que joue ce carrefour. A Famenassi et à Ndzi, l'habitat est le moins évolué ; Famenassi se trouve juste à l'endroit où la piste de latérite succède à la route goudronnée et, à la différence des villages suivants, aucun habitant du village ne travaille à la S.F.C.T., trop éloignée. Ndzi se trouve dans une situation comparable, de sorte que l'on peut penser que ces deux villages

se trouvent dans les conditions les plus défavorables à une amélioration de l'habitat : route non goudronnée et trop grande distance de la ville et de la plantation. Le pourcentage fort élevé de cases en semi-dur au village d'Elomzok est difficilement explicable, à moins d'y voir une conséquence de son peuplement en majorité Tsinga qui faciliterait les relations sociales et financières avec les Tsinga de Ballong ? L'hypothèse est peu satisfaisante.

LE MÉCANISME DE L'ÉVOLUTION

Bien que notre enquête sur l'habitat ne constitue en rien un sondage méthodique, il apparaît que presque toutes les cases en dur ou en semi-dur relevées dans les villages appartiennent à des personnes travaillant ou ayant travaillé ailleurs qu'au village, mais y résidant, ou bien à des absents résidant en ville. Quelques planteurs « purs » possèdent des cases améliorées mais constituent l'exception ; signalons à ce propos que fonctionne au village de Ngali I un système coopératif intéressant qui a pour but d'améliorer l'habitat : trente planteurs se sont groupés en une association et chacun d'eux achète chaque mois deux tôles données à l'un des membres, de sorte que chaque mois un planteur couvre entièrement sa case de tôles. C'est le seul exemple de coopération de ce genre que l'on nous ait signalé fonctionnant sur cette route, mais il est trop récent pour se marquer dans les pourcentages.

On s'explique donc, hormis cette exception, que l'amélioration de l'habitat se limite aux approches de Yaoundé. Ces cases modernes sont la propriété de villageois travaillant ou ayant travaillé en ville ; la limite des 10 km est d'ailleurs celle du car administratif urbain qui va jusqu'à Ekombitié sur la route d'Obala et Nfandéna II sur la route de Soa. La plupart des cases améliorées que nous avons recensées appartiennent à un infirmier, un fonctionnaire, un chauffeur, un mécanicien, un enseignant ou un religieux, le plus souvent absent du village à notre passage et n'y rentrant que le soir. Ainsi apparaît une fonction résidentielle de cette zone péri-urbaine ; il se pratique même jusqu'à Emaná une location de chambres pour les « étrangers » travaillant à Yaoundé, en tous points semblable à celle qu'on rencontre en ville.

On comprend alors que l'émigration, même temporaire, seule façon d'obtenir un salaire fixe, semble aux jeunes villageois l'unique moyen d'accéder à de meilleures conditions de vie et d'habitat. Cette « urbanisation des campagnes » qui se marque par la transformation de l'habitat, pénètre plus profondément

la brousse quand elle est portée par une route à grande circulation comme celle d'Obala.

L'agriculture

Nos renseignements concernant l'agriculture sont surtout le résultat d'observations et d'enquêtes menées dans chacun des villages de la route. Les statistiques agricoles existent mais sont de valeur douteuse (recensements agricoles) et nous n'avons bien souvent pas pu nous les procurer, faute de trouver à notre passage le responsable. Dans ce domaine d'ailleurs, seules les recherches sur place apportent des éléments intéressants que ne sauraient faire apparaître les chiffres.

LES CULTURES D'EXPORTATION

Le tabac de cape

La plantation de Batchenga est la seule de type industriel que l'on trouve à proximité de Yaoundé. Héritage de la période allemande, elle fut reprise en 1945 par la S.E.I.T.A., devenue ensuite S.I.T.A.C., puis S.F.C.T., et s'étend actuellement sur près de 3 000 ha.

Les superficies réellement cultivées en tabac de cape s'amenuisent peu à peu (80 ha actuellement), de même que la main-d'œuvre employée. Ce sont là les effets d'un choix de la S.F.C.T. qui estime que la culture « en secteur », c'est-à-dire dans les villages, pratiquée dans l'Est-Cameroun par les planteurs-paysans, est plus rentable que la culture en grande plantation industrielle, malgré une moins bonne productivité. Batchenga ne sera plus qu'une station de recherche et d'expérimentation ; d'ailleurs, en dépit des engrais organiques et minéraux apportés, l'épuisement des sols de la plantation paraît inéluctable et les 75 t produites en 1969 ne représentent plus que 40 % de la production totale de la S.F.C.T.

L'effectif de la main-d'œuvre, encadrée seulement par trois Européens, est d'environ 550 travailleurs dont 400 permanents ; seulement 5 % ne sont pas logés dans la concession. On a vu que la réduction progressive de cet effectif, surtout sensible depuis 1969, commence à poser des problèmes à la population du lieu.

Le cacao

La culture commerciale qui occupe les paysans

de toute cette zone est celle du cacao. Il n'existe qu'une seule plantation de caféiers, à la limite des villages de Nfomakap et de Nkométou II, à 2 km à l'ouest de la grande route ; il s'agit d'une ancienne plantation de tabac créée par les Allemands, que les Français ont remplacé par des caféiers mais à laquelle les propriétaires, européens, s'intéressent peu, jugeant que les frais d'entretien en seraient trop élevés.

Aux dires des villageois, le café aurait été essayé autrefois, puis abandonné au profit du cacao parce qu'il demandait trop de soins.

L'examen des cartes agricoles de l'Atlas Régional Sud-Ouest 2 (1) montre que notre zone forme une sorte de couloir entre deux régions de forte densité cacaoyère, l'une au Nord-Ouest (arrondissement de Saa, Obala, Monatéle), l'autre au Sud-Est (arrondissement de Mfou). Ce couloir présente une densité inférieure à ces deux zones mais supérieure à celles qui encadrent à l'Ouest (Okola) et à l'Est (Essé). D'autre part l'étude des points de sondage de l'enquête réalisée par la Direction de l'Agriculture (2) semble indiquer un affaiblissement de l'intensité de cette culture cacaoyère le long de la grande route, à l'intérieur même de ce couloir. Car si l'on calcule la superficie cultivée en cacao par adulte on ne trouve que 32 ares le long de la route contre 74 de part et d'autre.

Il semblerait par contre, selon les statistiques des postes agricoles, que le nombre moyen de pieds de cacaoyers par planteur soit plus élevé sur la route (940) que dans la brousse voisine (660), ce qui ne signifie pas que la productivité y soit plus élevée. A partir des chiffres de commercialisation il n'est malheureusement pas possible de connaître la production par village ; les planteurs vont vendre indi-

viduellement leur récolte, quant ils ont besoin d'argent, à Yaoundé ou à Obala, en échappant à tout contrôle. Le passage à la savane marque une diminution brutale de la culture cacaoyère. Elle n'est désormais possible que dans les forêts-galeries qui se trouvent à des distances très variables des villages. A Elone, les cacaoyères sont à une distance de 2 à 6 km, à Famenassi jusqu'à 10 km ; mais les paysans n'hésitent pas à les parcourir, puisqu'il s'agit de leur seule source d'argent liquide. D'autres villages sont mieux situés, près des forêts : les cacaoyères d'Olembé et de Ndzi ne sont parfois qu'à quelques centaines de mètres des habitations.

Ces cacaoyères appartiennent à deux types de planteurs. Les uns sont de purs planteurs, dont la plantation est la source principale, sinon unique, de revenus. Pour les autres, la plantation ne constitue qu'un appoint à leur activité principale exercée en ville ; elle est une sécurité s'ils viennent à perdre leur emploi, une source de revenus tenant lieu de retraite pour leurs vieux jours ; ils la font entretenir par des parents ou des amis ou bien ne s'en occupent qu'aux jours de congé.

Cette étude trop rapide ne permet malheureusement pas de donner la proportion des deux catégories, encore moins le partage des cacaoyères entre les uns et les autres. Il semble bien, d'après les réponses des villageois, que les « plantations d'appoint » soient plus nombreuses sur la route qu'en brousse ; de même y paraît plus grande la proportion des villageois qui ne possèdent pas de cacaoyère. Enfin, malgré l'émigration des jeunes, aucune cacaoyère ne semble abandonnée ; elles sont seulement plus ou moins bien entretenues. Nos enquêtes aux villages de Ballong et Emaná ont, de ce point de vue, donné les résultats suivants :

Planteurs « purs »			Planteurs avec une autre activité			
Depuis toujours	Après travail à la SFCT	Après retour	SFCT	Tailleur	Menuisier	Divers
6	37	44	13	3	3	18

(1) CHAMPAUD J. : Atlas Régional Sud-Ouest 2, cartes et commentaires, *multigr.* ORSTOM, Yaoundé, 1965.

CHAMPAUD J. : L'économie cacaoyère du Cameroun. *Cahiers ORSTOM Sci. hum.*, vol. III, n° 3, 1966, 105-124.

(2) MARTICOU H. : Les structures agricoles du Centre-Cameroun. *Chambre d'Agriculture*, 67 pages, 1963.

sur 156 hommes interrogés, 114 (73 %) ont déclaré posséder une plantation de cacaoyers. Parmi eux, 27, soit près d'un quart, exerçaient une autre activité, pour moitié à la S.F.C.T. Mais parmi les planteurs purs, 6 seulement n'ont jamais exercé d'autre activité,

tous les autres sont devenus planteurs soit à leur retour au village, soit après avoir quitté la S.F.C.T.

Plusieurs causes sont à l'origine de cette situation dont Ballong n'est qu'un cas particulier. Aujourd'hui, dans les villages de la route, la totalité du terrain est appropriée, les jeunes déclarent souvent ne pas pouvoir faire de plantation parce qu'il n'y a plus de terres libres et que « les vieux ne veulent pas lâcher leurs plantations ». La carte d'occupation du sol de l'Atlas Régional Sud-Ouest 2 confirme ces réponses, au moins pour tout le secteur eton à forte densité qui connaît même un déficit de jachère. Dans le secteur ewondo, si cette situation est moins aiguë, la proximité de Yaoundé suffit à expliquer le peu d'intérêt que manifestent les jeunes pour l'agriculture ; elle ne peut être qu'un pis-aller, en attendant l'emploi salarié en ville. Enfin, en zone de savane, toutes les forêts-galeries sont exploitées pour la culture cacaoyère.

Mais il est aussi des villageois qui, sans posséder de cacaoyers, n'exercent pas non plus de métier en ville ; ils se disent uniquement « cultivateurs ». Ainsi ce ménage de Nkozoa dont les revenus monétaires sont constitués uniquement par la vente des produits vivriers, surtout plantain et macabo, portés chaque semaine au marché de Yaoundé, et par la vente occasionnelle de fagots de bois au bord de la route ; l'exigüité de la case en natte témoigne de la modicité de tels revenus. Mais ne peut-on penser que le ravitaillement de la capitale, si proche, contribue à faire mieux vivre ces villageois ou même ait suscité des cultures originales ?

LES CULTURES VIVRIÈRES

(a) *Les ventes au bord de la route*

Les cultures vivrières traditionnelles sont celles que l'on trouve partout dans la forêt ; par ordre d'importance ce sont ici : macabo, manioc, banane-plantain, arachide, maïs, « concombre », patate douce et plus rarement igname ; la culture du sésame, autrefois pratiquée, a presque disparu (1). Existe-t-il une intensification de ces cultures au bord de la route ?

En la parcourant attentivement, il faut attendre les villages d'Akak I et Ebang I, soit une bonne

douzaine de kilomètres après Yaoundé, pour voir apparaître les premiers produits vivriers offerts à l'achat des passants. Depuis la sortie de Yaoundé, les villageois ne se livrent qu'à la vente du bois sous forme de fagots vendus 50 francs ou bien débité et vendu 800 francs le mètre cube (ph. 7). Selon leurs réponses, les affaires sont rares et les fagots restent exposés deux ou trois mois au bord de la route sans trouver preneur ; les achats sont surtout le fait des chauffeurs de camions et camionnettes rentrant à vide à Yaoundé.

La vente des produits vivriers se situe dans un secteur de la route nettement délimité, entre Ebang I et Nkolmelen, sans pour autant faire disparaître les offres de bois et de « bambous » de case. Un certain nombre de ces produits sont présents dans tout ce secteur : les régimes de plantain, les boules de manioc, le macabo. Mais certains tronçons de la route se sont davantage spécialisés. Depuis Ebang II jusqu'à Nfomakap de même qu'à Foulassi et Ngali I, la spécialisation porte sur la production de pommes de terre. En réalité le choix ne semble pas très heureux, et les produits obtenus sont plutôt du type « noisettes », ne supportant rien la comparaison avec les tubercules obtenues sur les hautes terres volcaniques du pays bamiléké. Les paysans de la route en sont bien conscients et se contentent de les vendre aux passants, sachant que leurs chances seraient minces sur le marché de Yaoundé. Cette culture, née d'une initiative locale, est pratiquée depuis deux ou trois ans et paraît être surtout le fait des femmes.

Plus original apparaît le village de Nkolmguen I : il s'est spécialisé dans la production de tomates et commence à y entraîner les villages voisins de Nkolmbéné et Nkolmguen II. Ce village se distingue de tous les autres de la route non seulement parce que ces fruits constituent la plus grande partie des produits vivriers offerts, mais encore parce qu'il y existe un souci certain de présentation de ces produits. Au lieu de poser les cuvettes ou les paniers à même le sol ou encore sur des fûts debout comme on en voit depuis Ebang, on les a disposés sur des claies de bambous supportées par quatre pieds à hauteur d'homme de façon à former une sorte d'étalage devant chaque case, parfois même abrité de la pluie et du soleil par un petit toit de nattes. Tout cela donne au village un cachet spécial et révèle un dynamisme peu commun le long de cette route (ph. 8).

Cette culture des tomates est pratiquée exclusivement par les jeunes gens du village et fait l'objet

(1) Essentiellement culture de savane. Signalons, à propos de la limite forêt-savane, que les paysans sont ici unanimes à penser que la forêt est en cours de recrudescence, malgré les fortes densités de la population, et les anciens disent que les feux allumés s'étendaient autrefois très loin tandis qu'aujourd'hui ils ne prennent plus.

d'un véritable engouement ; à peu près tous s'y adonnent et même des gamins de 11 ans possèdent leur petit coin qu'ils entretiennent après les heures de classe. C'est l'exemple du village pionnier de Minkama, juste après Obala, créé par des Israéliens, qui a donné l'idée à ces jeunes de tenter il y a six ans une telle production. Pour l'instant la réussite paraît totale, les fruits (tomate Marmande) sont de grosseur normale et les jeunes ne pensent qu'à étendre leurs champs, bien que les façons culturales procèdent du plus complet empirisme. Les engrais chimiques sont utilisés au hasard, l'usage du fumier est ignoré, les parasites sont traités avec les produits utilisés pour les cacaoyers (viricuire), et, à l'aide de brochures d'horticulture on essaie, souvent en vain, de mettre un nom sur les maladies que présentent les plants. Les semis sont pourtant faits en pépinière et les champs établis non loin des cases mais à proximité d'un marigot où l'eau est puisée et transportée par fûts sur une poussette d'ailleurs fabriquée localement par les jeunes.

Personne parmi les services officiels ne semble s'intéresser à leur tentative ; le chef de poste agricole avoue son incompetence et, disent les jeunes, ne s'intéresse qu'au cacao. Malgré tout l'affaire paraît rentable au point de susciter la jalousie des « vieux » du village beaucoup moins rémunérés par leur cacao ; l'un de ces horticulteurs utilise déjà 4 manœuvres et déclare avoir réalisé une épargne de 50 000 francs l'an dernier. Déjà le terrain manque à proximité des marigots pour étendre cette culture.

Malgré les quantités exposées au bord de la route, la plus grande partie de ces tomates est vendue à Yaoundé, soit par les jeunes eux-mêmes qui les cèdent au marché à des revendeurs, soit à des commerçants ou revendeurs du marché qui viennent les chercher sur place ; aucune organisation commune de vente n'existe (1). Il est hors de doute que cette culture a des conséquences bénéfiques sur le village ; le travail de la terre n'est pas un objet de désaffection quand il s'avère rentable immédiatement. Les jeunes qui quittent l'école restent au village : « Pourquoi irions-nous chercher du travail en ville quand nous pouvons bien vivre ici avec les tomates ? » Il est difficile de se faire une idée de la production du village ; la vente au bord de la route se fait le plus souvent à l'assiette d'environ 1 kg vendue 100 à 150 francs suivant la taille des tomates ; il est possible, surtout les samedi et

dimanche, jours de plus grande circulation, d'en vendre 3 ou 4, et la production est continue tout au long de l'année grâce à l'arrosage.

Cette culture semble devoir s'étendre aux villages voisins, par imitation, mais elle n'y est encore pratiquée que temporairement et dans un but précis. Ainsi un jeune homme d'Ekoum-Douma cultive des champs pourtant vastes dans le seul but de payer les cours de banque qu'il suit par correspondance ; de même un père de famille s'est mis à cette culture pour obtenir les 30 000 francs qui régleront la scolarité de ses enfants à Obala.

Le long de la route d'Obala cet exemple constitue le seul cas de transformation positive de l'économie agricole d'un village sous l'influence du marché urbain et n'est sans doute pas sans rapports avec l'amélioration plus poussée de l'habitat constatée dans ce secteur. Il convient de remarquer que cette expérience est spontanée et se poursuit dans l'indifférence des services agricoles, qu'elle est le fait d'un village étonnant et non ewondo, situé à près de 30 km de Yaoundé. Elle se déroule donc étonnamment loin du centre de consommation, contrairement à ce que voudrait la logique économique, et dans un milieu écologique nullement plus favorable qu'ailleurs. La seule cause de cette réussite réside dans le dynamisme de quelques jeunes du village. Il est à craindre qu'en l'absence de toute aide ou conseil, cette expérience ne tourne court quand se posera le problème de l'écoulement d'une production accrue ou celui du traitement des maladies.

A l'approche d'Obala, à partir de Nkolmélén, non seulement les ventes de tomates cessent, mais aussi celles de tout produit vivrier ; seuls demeurent exposés quelques tas de bois au bord de la route. Au-delà d'Obala le spectacle est le même et l'on ne trouve qu'occasionnellement un régime de plantain ou un ananas. Les oranges, ici et là sont également offertes mais abondent particulièrement au village de Nkolmguen encore. De temps à autre se rencontrent encore des cuvettes de papayes ou d'avocats ; enfin les villageois tirent parfois quelque revenu de la fabrication et de la vente des nattes de raphia pour le toit des cases, fabriquées sur commande et cédées 10 francs le mètre.

Quelques tentatives d'élevage existent aussi entre Yaoundé et Obala, le plus souvent des poulaillers, parfois des porcheries, mais elles ont presque toutes échoué ou réussissent mal. Est-ce faute de connaissances zootechniques, faute d'une alimentation adaptée ? Poulets et porcs sont rapidement décimés par les maladies et tout disparaît très vite. Là encore

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, une coopérative de commercialisation est en cours de création, à l'initiative des maraîchers.

ces expériences sont l'œuvre d'isolés, sans formation, et qui essaient de se débrouiller sans conseils ni aide.

La principale particularité de ces ventes de vivres au bord de la route est qu'elles se situent à mi-chemin entre Yaoundé et Obala et disparaissent à l'approche de ces deux villes, non parce que les produits offerts sont achetés aussitôt exposés mais bien parce qu'il n'y en a pas. Dans l'orbite immédiate des villes, soit 10 km pour Yaoundé et 5 km pour Obala, l'attrait que pourrait exercer sur les jeunes une telle spéculation est trop mince comparé à celui, d'un salaire toujours espéré en ville. Ainsi s'explique cette curieuse situation qui, apparemment, défie la logique économique.

(b) *Les « Fermes »*

Pourtant, dans ce rayon de 10 km au nord de Yaoundé on ne peut manquer de remarquer quelques pancartes manuscrites indiquant l'existence de « Fermes ». Il s'agit le plus souvent de fermes avicoles, tentatives d'élevage plus ou moins éphémères que nous avons signalées. L'une, toutefois est plus originale, c'est la « Ferme de la Cité », sur le terroir d'Olembé, à 13 km de Yaoundé, où la pancarte précise : « Légumes ».

On y accède par un sentier à présent coupé par la voie ferrée qui conduit à un marigot à 500 m de la route et l'on n'est pas peu surpris de découvrir là un remarquable essai de maraîchage, œuvre d'un jeune Bassa fier de se dire « Fermier ». Sur environ 3 ha loués aux villageois sont pratiquées des cultures exclusivement européennes : beaucoup d'aubergines, des tomates, salades, choux, poireaux, haricots verts, radis, courgettes, concombres, irriguées par gravité grâce au détournement d'un bras du marigot. Les cultures indigènes, tentées, au début, il y a 5 ans, ont été vite abandonnées, l'expérience ayant montré qu'elles étaient beaucoup moins rentables. Le fermier s'est formé seul à la pratique de ces cultures, surmontant échecs et déboires des premiers temps (1), sans conseils ni capitaux ; il a suivi par correspondance des cours d'agriculture, obtenant un diplôme de Département rural de l'INADES d'Abidjan et continue à s'informer en lisant des revues agricoles. Entrepreneant, il commence à présent quelques cultures florales (dahlias, glaïeuls), vient d'acheter une pompe à moteur pour pouvoir irriguer toutes les parcelles du jardin, rêve d'utiliser les ordures de la

(1) « Je semais mes haricots au plantoir, logeais mes graines à 20 cm de profondeur ; évidemment elles ne levaient pas bien... », raconte-t-il.

ville pour mieux fumer ses terres et de barrer le marigot pour créer un étang de pisciculture.

Là encore cette remarquable réalisation est l'œuvre d'une initiative individuelle et le fruit d'un acharnement au travail rare dans la région. De plus, soucieux de développement, ce fermier a entrepris de former des stagiaires (16 en trois ans) qui travaillent trois mois dans son domaine avant de s'installer à leur compte dans leur village. A cet effet, il a construit une salle de classe avec bancs et tableau, accolée à son logement, pauvre case de nattes d'une grande sobriété. Sa seule aide est donc composée de stagiaires, 2 ou 3 en même temps, et de manœuvres du village voisin embauchés occasionnellement ; les enfants sont encore en bas âge et l'épouse se charge de toute la vente des produits qu'elle va offrir intégralement au marché de Yaoundé. Cette commercialisation pose un problème de plus en plus pressant à mesure que la production augmente et se diversifie ; l'épouse, qui emprunte les taxis comme les villageois, avec son chargement, est à la merci des revendeurs du marché et doit passer des journées entières à la ville à attendre que ceux-ci lui rapportent l'argent de leurs ventes. Le moyen de résoudre le problème serait de passer des contrats avec les magasins européens, mais ceux-ci exigent une production régulière, ou de participer à une coopérative qui n'existe pas encore, ou de posséder son propre point de vente (2).

Trois autres entreprises de ce type, moins spectaculaires et plus récentes sont encore à mentionner. Deux se situent sur la même route, un peu plus loin.

La première, à Nksoza, est l'œuvre d'un ancien stagiaire du précédent, revenu dans son village en 1965, après un an de stage. La case est à proximité de la route mais les champs à 1 km de là, au bord d'un marigot sur un ancien marécage qu'il a asséché. Là poussent des choux, salades, poivrons, piments, haricots, aubergines, tomates, pommes de terre sur de bonnes terres alluviales encore enrichies par compost. L'organisation du travail est la même que précédemment ; le fermier travaille avec un stagiaire, et, depuis peu, un « petit frère » et sa jeune femme vend la production et assure aussi les cultures vivrières traditionnelles pour la subsistance de la famille.

A la limite de l'arrondissement d'Obala, à

(2) Cette dernière solution vient d'être adoptée et l'épouse du fermier a désormais un propre comptoir au marché de Yaoundé où elle se rend chaque jour. Mais ce fermier est aussi l'un des promoteurs de la coopérative en cours de création.

Nkomakap, une mauvaise piste étroite conduit à l'unique plantation de café de la région. Juste à côté se trouvent deux exploitations horticoles, tenues cette fois par des Européens. Leur implantation est toute récente. L'une, la plus développée, auparavant située à Obala, est installée ici depuis trois ans. L'exploitant est un « vieux colonial » ayant une longue expérience de l'agriculture dans les pays tropicaux et qui connaît les difficultés de son entreprise. Installé sur une colline, il a monté deux stations de pompage pour y conduire l'eau et doit donc, pour rentabiliser l'affaire, produire des cultures de haut prix. Certaines réussissent bien et lui paraissent intéressantes : les poireaux, les asperges, les choux, les aubergines ; d'autres sont beaucoup plus incertaines, comme les tomates ou franchement inadaptées comme les pommes de terre. Ces cultures se font aux prix d'une fumure intensive et constante. L'élevage des volailles, activité principale quand l'exploitation se trouvait à Obala, est moins important ; les vols découragent une telle entreprise. La culture florale est tentée timidement mais paraît à l'exploitant sans grands débouchés. Toute la commercialisation est assurée par un magasin en plein centre commercial de Yaoundé où l'épouse offre, sans intermédiaire les produits de la ferme (1).

L'exploitation voisine, attenante à la précédente, en est à ses tout débuts. Le propriétaire nous a dit son intention de se consacrer uniquement à des cultures non alimentaires : citronnelle, vétiver... car il estime que les vols incessants dont sont l'objet les produits vivriers, rendent cette culture impossible : « Je ne veux pas racheter mes pommes de terre au marché de Nkométou ! »

Une autre exploitation horticole vient aussi de voir le jour, non sur la grande route mais à Nkolondom II, sur l'embranchement d'Ekombitié, soit à une douzaine de kilomètres de Yaoundé. Elle n'avait, à notre visite, que huit mois d'existence. Là encore, il s'agit d'une entreprise créée par des « étrangers » : trois frères Eton de Monaté ont défriché 2 ha de forêt au bord d'un marigot et commencé des cultures européennes : choux, salades, tomates, pommes de terre, haricots, aidés de quatre manœuvres. Eux aussi agissent sans conseils ni aide de qui que ce soit, essayant de trouver empiriquement quels sont les engrais et les semences qui conviennent le mieux.

(c) *Les actions de développement*

Peu après Obala, à Minkama, l'attention est attirée

(1) Ce système de vente vient d'être abandonné et les productions écoulées par le magasin « Printania » de Yaoundé.

par deux grandes pancartes placées au bord de la route et annonçant, l'une, un Centre de Formation Civique et Professionnelle relevant du Ministère de l'Education, de la Jeunesse et de la Culture, l'autre le village Pionnier de Minkama.

Les deux réalisations sont liées. Le Centre de Formation (2), créé en 1964, a pour but de former les jeunes des villages pionniers ; 75 élèves, surtout des jeunes ayant abandonné leurs études, étaient en stage à notre visite, stage de 6 mois répartis à différentes périodes de l'année, durant lesquels ils apprennent à pratiquer culture traditionnelle et maraîchère et petit élevage de façon rationnelle et sont aussi initiés à l'artisanat rural : poterie, menuiserie, maçonnerie. Deux experts israéliens animent ce centre auprès duquel vient de s'établir le ranch de l'Ecole Supérieure d'Agriculture de Nkolbisson.

Le village pionnier de Minkama existe depuis 1966 ; il est l'œuvre de la deuxième promotion du Centre de Formation. A 1 km du village de Minkama, sur la piste qui conduit à Essé, sont construites une cinquantaine de petites cases en dur où les jeunes pionniers vivent totalement séparés de la population. Les moniteurs du Centre les aident toujours de leurs conseils et la voiture du Centre est utilisée pour la vente des productions à Yaoundé. On y pratique autant les cultures traditionnelles que les cultures maraîchères et, malgré l'achat d'engrais, on constate une baisse des rendements depuis l'installation du village.

Il est difficile de dire que, pour le développement agricole, cette expérience soit une réussite et le village ne semble rien avoir de pionnier. La coupure étant totale avec le village de Minkama, l'effet d'entraînement sur les paysans est faible. Les pionniers sont heureux d'avoir trouvé une bonne case en dur, des terres à eux réservées et pratiquent finalement une agriculture bien proche de celle des autres paysans ; ils y ajoutent quelques légumes et tomates pour se procurer de l'argent liquide, sans avoir les problèmes de commercialisation auxquels se heurtent les maraîchers de la route. Bref, le pionnier donne l'impression d'avoir profité d'une bonne affaire.

La présence de ces pionniers a seulement eu, on l'a déjà vu, des effets indirects sur l'agriculture de la route : les jeunes les plus entreprenants tentent de les imiter en essayant la culture de la tomate. Entre Obala et Ndzi ces tentatives existent dans presque tous les villages, mais les pionniers de Minkama

(2) Il en existe deux au Cameroun ; l'autre est dans le Nord, à Pitoa, près de Garoua.

n'y sont pour rien. Ce manque d'articulation du village pionnier sur la vie agricole locale semble d'ailleurs tenir à sa conception même : il s'agit d'occuper ces jeunes, de leur donner un métier qui leur évitera le désœuvrement en ville, non de développer localement l'agriculture, domaine d'un autre Ministère.

De cet inventaire des activités agricoles le long de l'axe routier Obala-Yaoundé quelques grandes lignes se dégagent.

Sur les cultures industrielles, en l'occurrence celle de cacao, la route, en dépit des facilités d'évacuation qu'elle offre, semble avoir un rôle négatif. Certes les plantations existent, de longue date, mais elles sont aux mains des « vicux », soit que les jeunes s'en désintéressent parce qu'ils cherchent à travailler en ville, soit qu'il y ait saturation du terroir, circonstance qui interdit aux jeunes de s'installer tandis que les « vieux » refusent de céder la place ; enfin, même aux mains des jeunes, ces plantations ne constituent souvent qu'une culture d'appoint, une sorte de sécurité en cas de retour au village. Dans de telles conditions les possibilités d'amélioration des plantations ne sauraient être grandes.

Les produits vivriers traditionnels sont vendus de préférence au marché de Yaoundé. Ils sont portés individuellement, à pied ou en taxi, et la fréquence des apports dépend des besoins d'argent des femmes ; elles y vont en général deux ou trois fois par mois et seules celles qui ne possèdent pas d'autres sources de revenus s'y rendent plusieurs fois par semaine. Cette commercialisation souffre de l'absence de toute organisation du ramassage. Même au bord de la grande route, les femmes attendent, assises à côté de leur chargement, pendant trois ou quatre heures parfois, car les taxi-brousse « 404 » et les cars qu'elles empruntent sont déjà pleins au départ d'Obala. Celles qui habitent sur des pistes non carrossables ou peu fréquentées, tel le tronçon Ebogo III-Koulou doivent marcher pendant deux ou trois heures avant d'atteindre la grande route. Dans tous les cas il s'agit de la vente d'un surplus pour acquérir quelque argent, non de production en vue de la vente.

En ce qui concerne les cultures maraîchères, des possibilités existent, liées à la présence de cet axe permanent de circulation ; il n'y a aucune tentative maraîchère sur la piste souvent mauvaise de Soa, le facteur accessibilité l'emportant sur le facteur proximité. Toutes les tentatives se situent sur la route goudronnée ou à proximité immédiate. Dans le secteur eton les jeunes de Nkolmguen ont trouvé

dans la culture de la tomate une source de revenus appréciables, mais les solutions individuelles ne suffiront bientôt plus à résoudre les problèmes que pose son développement. Dans le secteur ewondo les réalisations sont, à une exception près, l'œuvre « d'étrangers » particulièrement dynamiques ; des possibilités existent donc aussi, mais, trop proches de la capitale, les Ewondo semblent en proie à une sorte d'apathie attendant tout de la ville et rien du village. Dans tous les cas, le développement de ces cultures maraîchères passe par une meilleure organisation de la vente.

Les marchés

Contrairement à d'autres régions d'Afrique, les marchés du Sud-Cameroun n'ont aucun caractère traditionnel. La langue bété, qui n'avait pas de mot pour les désigner, a adopté le terme pidgin-english « Makit ». Ils sont nés de la pression administrative et avaient à l'époque coloniale un caractère d'obligation justifié par la nécessité de ravitailler les villes naissantes. Aujourd'hui ces marchés, entrés dans les mœurs, sont pour les femmes des villages leur seule source de revenus monétaires ; ils constituent un lieu privilégié pour l'observation des échanges entre la ville et la campagne.

Chaque préfecture, sous-préfecture et district en possède au moins un, permanent ou périodique. En brousse ils se situent soit dans les villages les plus importants soit à un carrefour de pistes.

Dans notre zone d'étude, les marchés suivants ont fait l'objet d'une enquête : Yaoundé (quotidien), Etoudi (dimanche), Ekombitié (vendredi), Soa (samedi), Nkométou II (mardi et dimanche), Obala (mercredi et samedi), Nalassi (2 fois par mois le vendredi), Batchenga (2 fois par mois le lundi). Seul le marché de Koulou (mercredi), inaccessible au moment de l'enquête, n'a pas été visité ; il est en fait d'importance très secondaire à cause de son isolement fréquent et de sa position sur une piste en cul-de-sac.

LES PRODUITS OFFERTS

Il serait fastidieux d'énumérer dans toute sa diversité la gamme des produits que l'on rencontre sur ces marchés. On peut les regrouper en quelques grandes catégories que l'on retrouve généralement partout en plus ou moins grandes quantités. Les uns sont d'origine locale, les autres viennent de l'extérieur, le plus souvent de la ville voisine.

Parmi les premiers les produits vivriers occupent une place primordiale et constituent la majorité des ventes. Ce sont les racines de manioc (mbong) et les tubercules de macabo, bases de l'alimentation traditionnelle et, dans une mesure beaucoup moindre l'igname (ekoto), le maïs en épis ou en grains (fon), les oléagineux, essentiellement les arachides (owondo) et les noix de palme. Sous le nom de « Légumes » sont désignées toutes sortes de feuilles comestibles assimilables aux épinards : zom, bewolé, kwem (feuilles de manioc), qui se trouvent toujours en importante quantité, ensuite viennent les condiments, piments variés, gombo, indispensables à la cuisine locale. Les fruits tiennent enfin une place non négligeable, d'abord les bananes plantain qui font office de plat de résistance, puis les avocats, les mangues, les agrumes (pamplemousses, citrons, goyaves, oranges, mandarines), les ananas, les saa (*Pachylobus edulis*), les bananes douces rouges ou jaunes, les concombres, la papaye, la canne à sucre, la cola. En petites quantités apparaissent parfois les pommes de terre et les tomates, le plus souvent de taille minuscule, les oignons, les poireaux.

Un second groupe est constitué par des produits vivriers déjà transformés ou préparés pour la consommation : les beignets de farine de maïs, la pâte d'arachide, la farine de manioc, le « maïs en cheveux » pour la fabrication de la bière (dolo), les bâtons de manioc (bibobolo), les boules de farine de manioc (foufou), liste à laquelle on peut joindre le tabac séché vendu par groupes de 7 feuilles pour 10 francs ou sous forme de tabac à priser réduit en poudre (5 francs les 2 cuillerées à café), le vin de palme.

Parmi les produits non vivriers d'origine locale il faut citer le bois de chauffage présenté en fagots, le charbon de bois, les poteries, les fers de houe de fabrication locale, les nattes pour couvrir les cases, les piquets et les « bambous » pour la construction des murs. Enfin un dernier groupe se trouve parfois représenté, celui de la pharmacopée indigène avec des écorces et des minéraux variés, de même que le sel indigène (nku ekabili : sel de cheval).

Hormis les chenilles et, très rarement, une pièce de gibier, les viandes et poissons viennent de l'extérieur. Le poisson est parfois vendu frais, conservé dans la glace, par des commerçants venant de Yaoundé ou d'Obala ; le plus souvent il est vendu séché et fumé (ph. 6), qu'il vienne de l'ouest (Douala ou Edéa), ou du nord par étapes dont la dernière est Yaoundé ou Nanga-Eboko. En même temps que le poisson sont vendues des crevettes minuscules, desséchées au point de tomber en miettes.

Enfin, parmi les articles d'origine extérieure, les bazars ambulants, toujours présents sur ces marchés, offrent un choix hétéroclite où se côtoient les produits de toilette et de beauté, la quincaillerie, la papeterie, les cigarettes, la mercerie et les boucles d'oreilles, symboles des besoins nouveaux de ces populations rurales.

LES MARCHÉS DE BROUSSE (fig. 15 A et B)

Sur chacun de ces marchés nous avons procédé à l'interrogatoire de la majorité et parfois la totalité des vendeuses afin de déterminer l'aire d'origine des produits offerts. Il convient de remarquer que ces enquêtes ont été faites au cours des mois d'août et septembre 1968, c'est-à-dire en saison des pluies et pendant la « morte-saison » (1) du cacao, de sorte que les aires d'attraction tracées présentent ici leur extension minimale.

OBALA

La petite ville d'Obala possède deux marchés. L'un, au centre urbain, est permanent et constitue en réalité le centre commercial, l'autre, périodique, se tient le mercredi et le samedi matin. Nous avons choisi d'étudier ce dernier, puisque l'enquête dans les villages nous avait révélé que, pour les campagnards, il était le véritable marché. L'étude a été faite le samedi 7 septembre, le marché du samedi étant plus fréquenté que celui du mercredi.

Le tracé de la zone d'origine des vendeuses présente des indentations le long de la plupart des routes principales, à l'exception de celle de Nanga-Eboko où le village de Minkama n'est pas dépassé, et de celle de Yaoundé. On observe d'ailleurs que la ville se trouve décentrée par rapport à la zone ainsi délimitée, réduite à 5 km au nord-est de la ville, la zone se développe vers l'ouest jusqu'à 25 km du centre urbain. L'arrière-pays d'Obala se situe donc surtout vers l'ouest. La qualité des routes n'en n'est pas la cause puisque, on l'a vu, la route vers Nanga-Eboko est goudronnée jusqu'à une quinzaine de km. Deux facteurs déterminent l'irrégularité de ce contour : la convergence des routes de Saa et de Monatéle vers Obala et le faible peuplement de la région à l'est et au nord-est d'Obala où les densités descendent à moins de 20 h/km² dans les groupements de Benyada-Sud et de Batchenga et à moins de 10 dans l'arrondissement d'Essé.

(1) que l'on oppose à la saison (de récolte) du cacao de novembre à janvier.

Au nord-ouest et à l'ouest, la limite de la zone de recrutement des vendeuses se place assez logiquement à mi-distance d'Obala et des deux autres centres administratifs, Saa et Monatéle, également dotés d'un marché quotidien. On observe pas, le long de la

route de Yaoundé, ce tentacule qui s'allonge vers Monatéle ou Essé ; au contraire, vers Nkométou comme vers Minkama la zone d'attraction tend à se restreindre le long de la route. L'attrait du marché de Yaoundé où l'on vend davantage et à meilleur

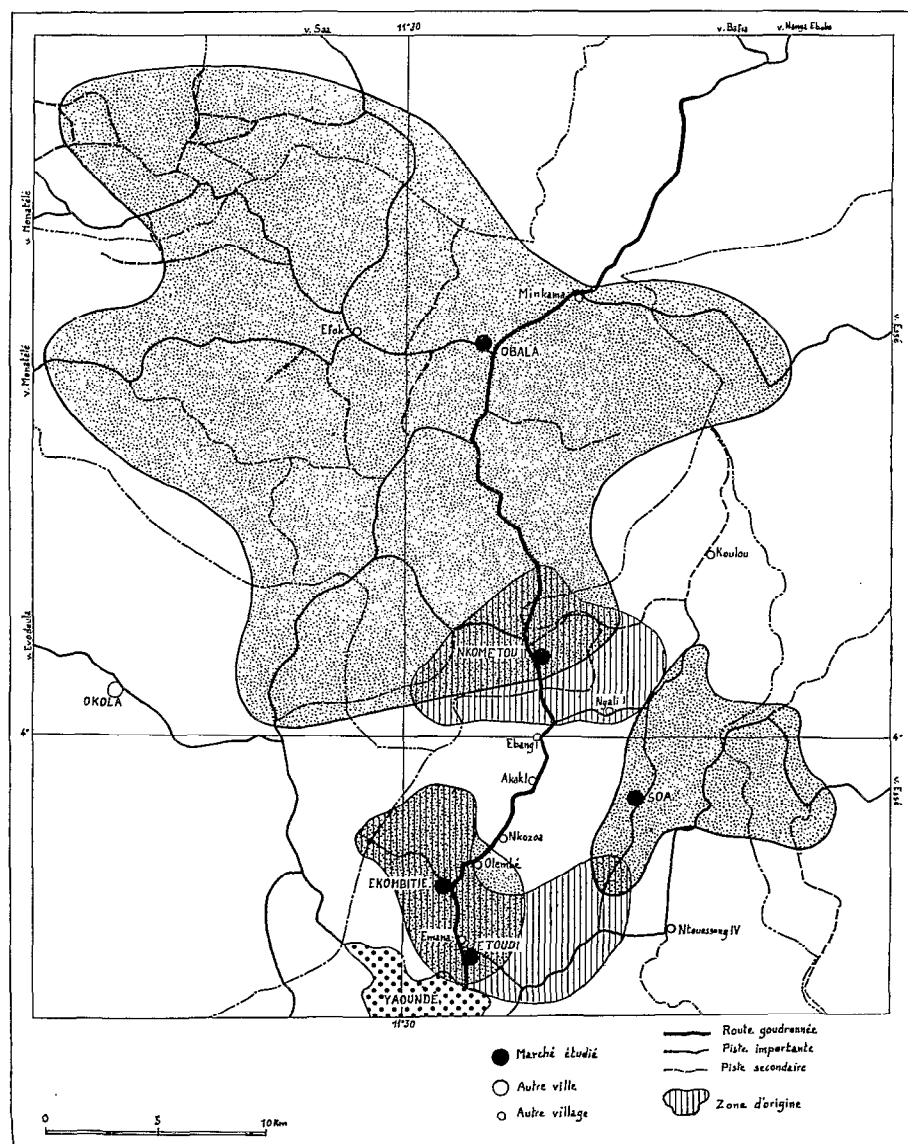


FIG. 15 A. — Carte de l'origine des vendeuses des marchés de brousse

prix devient prépondérant.

Mais il est intéressant de constater que la limite sud du recrutement correspond assez exactement à

la limite du département de la Lékié elle-même calquée sur la limite Eton-Ewondo et à celui de l'arrondissement d'Okola. Le découpage administra-

tif et, dans une moindre mesure, l'appartenance ethnique, par les habitudes qu'il crée, contribue à fixer la limite d'une aire de polarisation économique ; les nombreuses démarches que tout citoyen doit effectuer au chef-lieu d'arrondissement le conduisent naturellement à fréquenter le marché qui s'y trouve.

L'essentiel des vivres offerts au marché d'Obala vient des proches environs ; 50 % des vendeuses résident en effet dans les villages situés à moins de 10 km de la ville, spécialement au nord-ouest.

ETOUDI

Des trois marchés situés dans les villages de la route Yaoundé-Obala, deux, celui de Nkométou II et celui d'Etoudi, sont d'importance équivalente. Celui d'Etoudi se tient une fois par semaine, le dimanche matin ; celui de Nkométou deux fois par semaine, le mardi matin où l'activité est réduite et surtout le dimanche matin. Ces deux villages, dans, dans une région où la population est en grande majorité catholique, sont le siège d'une mission, ce qui explique la fréquentation relativement importante que connaissent les marchés dominicaux. A la sortie de la messe du matin, à 7 h 30 on assiste à une invasion massive des fidèles endimanchés qui trouvent sur le marché leur petit déjeuner : purée de manioc, pâte d'arachide, beignets, et font leurs emplettes avant de regagner leur village tandis que les vendeurs s'installent et disposent en petits tas les vivres apportés avant l'office.

La zone d'origine des vendeuses, dessinée d'après l'enquête réalisée le dimanche 18 août 1968, présente une curieuse forme en croissant qu'explique l'orientation nord-est ou nord-ouest des pistes convergeant vers Yaoundé. La concavité vers le nord s'explique aussi facilement : à partir de Nkozoa, les villageois ne fréquentent plus ce marché ; la distance (5 km) leur paraît trop grande pour être parcourue à pied et, s'ils empruntent un taxi, ils préfèrent se rendre au marché de Yaoundé, le coût du déplacement étant le même. Par contre un certain nombre d'habitants de la capitale vont faire leurs achats à Etoudi, peu éloigné et où les vivres sont moins chers qu'en ville, de même que les commerçants ambulants viennent de la capitale. Ce marché va d'ailleurs être pris en charge par la municipalité et aménagé, ce qui aura sûrement pour effet d'aligner ses prix sur ceux de la ville.

Actuellement les vendeuses de ce marché viennent en majorité des villages de brousse situés de part et d'autre de la route. Si, comme le fait supposer le développement de Yaoundé vers le nord, ce marché

est intégré à la ville où il desservirait les quartiers nord, la population des villages de la route prendra une part beaucoup plus grande dans son ravitaillement.

NKOMÉTOU II

Le marché bi-hebdomadaire de Nkométou II, étudié le dimanche 25 août 1968, contribue, avec le dispensaire et la mission catholique, la mission protestante, le poste agricole, la station d'essence, les deux écoles confessionnelles et les bars et échoppes, à donner à ce village d'au moins 1 500 habitants, le plus important de la route, l'aspect d'une petite bourgade rurale.

A mi-chemin entre Yaoundé et Obala, situé à un carrefour de pistes, ce marché connaît une forte fréquentation ; il est d'ailleurs le mieux aménagé des marchés de brousse de la route, avec son hangar métallique construit pour la coopérative de cacao dont l'activité est aujourd'hui très réduite.

La zone de provenance des vendeuses dessine grossièrement un triangle isocèle dont le centre est assez exactement Nkométou II et la pointe dirigée vers Obala. Comme pour le marché d'Obala, la limite départementale et l'attraction exercée par Yaoundé réduisent vers le sud l'extension de cette zone, bien que les habitants de Nkozoa fréquentent la mission qui s'y trouve. Les commerçants ambulants (poisson, viande) viennent aussi bien d'Obala que de Yaoundé.

EKOMBITIÉ

Ce marché se tient chaque vendredi matin et a été étudié le 9 août. C'est le moins important de tous ceux que nous avons vus et celui dont l'existence se justifie le moins.

Il est pourtant situé au débouché d'une piste venant du nord-ouest qui n'est pas toujours carrossable de sorte que les villages dont il devrait drainer les apports se tournent beaucoup plus naturellement vers la route d'Okola à l'ouest et le marché de Messa à Yaoundé. Sa zone de recrutement est d'ailleurs presque entièrement englobée dans celle du marché d'Etoudi et ne s'agrandit vers le nord que du village d'Olembé. Les vendeuses, au plus une trentaine, ont bien conscience de la précarité des transactions dont elles peuvent bénéficier ; quand les ventes sont insuffisantes, nombre d'entre elles quittent la place et vont offrir leurs vivres sur le marché de Yaoundé ; certaines vendeuses ne viennent même sur ce marché que pour obtenir les 20 ou 30 francs nécessaires pour payer le droit de place

du marché de Yaoundé et s'y rendre en taxi avec leur chargement.

La seule justification de ce marché est en effet sa position juste à la distance limite que les taxis urbains sont autorisés à parcourir sur la route d'Obala ; mais les citadins, mis à part les revendeurs professionnels, paraissent peu nombreux à le visiter, le vendredi n'étant pas un jour aussi commode que le dimanche pour quitter la ville.

SOA

Bien qu'il ne soit pas situé sur la grande route, nous avons cru utile d'étudier aussi le marché de Soa parce qu'il se tient au chef-lieu du district érigé en 1964 dont font partie les villages ewondo de la route. Ce marché est donc de création toute récente et le village de Soa n'a encore qu'une existence administrative : Soa désigne avant tout le bureau du chef de district, le dispensaire officiel, le poste agricole, la mairie et le marché, les habitants résidant au village d'Okoa au nord ou de Banda au sud. Le choix de l'implantation de ce district paraît d'ailleurs relever d'une volonté délibérée d'animer les villages de cette piste secondaire.

Étudié le 14 septembre 1968, ce marché, qui se tient chaque samedi, groupait une cinquantaine de vendeuses et une quinzaine de commerçants ambulants. Il est remarquable que l'aire de provenance des vendeuses se limite à la piste de Soa et à celles qui se trouvent plus à l'est (piste d'Essé), reliées au chef-lieu par des sentiers ; aucune ne vient des villages de la route d'Obala et 62 % résident dans ceux de la piste de Soa. Au nord du chef-lieu, cette piste n'est guère praticable en période de pluie (1) et les villageois qui ne peuvent se rendre aisément à aucun des marchés voisins éprouvent un sentiment d'abandon que le petit marché périodique de Koulou, trop isolé, ne saurait effacer. Au sud-est, la zone de recrutement est limitée par celle du marché de Ntouessong IV situé dans une position meilleure parce que plus centrale. Le marché de Soa n'exerce donc d'attrait que sur une très faible partie du district, et sa zone, décentrée vers l'est, laisse échapper tous les villages de la grande route.

NALASSI ET BATCHENGA

L'enquête dans les villages situés après Obala montre que chacun d'eux envoie des femmes vendre leurs produits au marché de cette ville, le plus fort contingent étant certes fourni par le gros village de Minkama où l'attrait de ce marché semble être

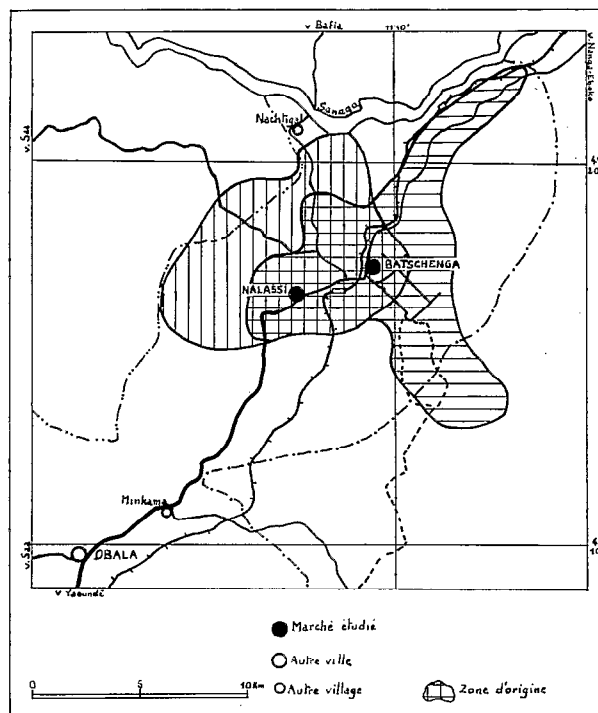


FIG. 15 B. — Carte de l'origine des vendeuses des marchés de brousse.

exclusif. Mais de Nkolmekok et jusque Olembé, le marché de Yaoundé est fréquenté. Les deux marchés bi-mensuels de Nalassi et Batchenga ne suffisent pas aux besoins de la population. Leurs aires de recrutement se chevauchent sur la route et s'étendent, conformément à leur situation, vers l'ouest pour Nalassi, qui rencontre là celle du marché de Nachtigal, et vers l'est pour Batchenga qui dépasse la limite départementale. Effectuées en février 1970, nos enquêtes ont trouvé 89 vendeurs et vendeuses à Nalassi et 101 à Batchenga.

LE MARCHÉ CENTRAL DE YAOUNDÉ

Le marché central, situé effectivement en plein centre urbain, se compose de deux marchés distincts, tous deux quotidiens. L'un dit « marché européen » ou « marché couvert », le mieux aménagé, est divisé en compartiments maçonnés délimitant des emplacements réservés aux vendeurs ; il est fréquenté par « la clientèle européenne et la frange aisée de la population camerounaise » (2) qui y trouve des

(1) La rupture d'un pont en bois y interdisant même toute circulation automobile lors de l'enquête.

(2) Direction de la Statistique-SEDES : Enquête sur le niveau de vie à Yaoundé, rapp. prov. n° 4, sept. 1965, 101 pages.

fruits et des primeurs venus de l'ouest. Les vendeurs sont essentiellement des revendeurs que l'on retrouve chaque jour à leur place attitrée.

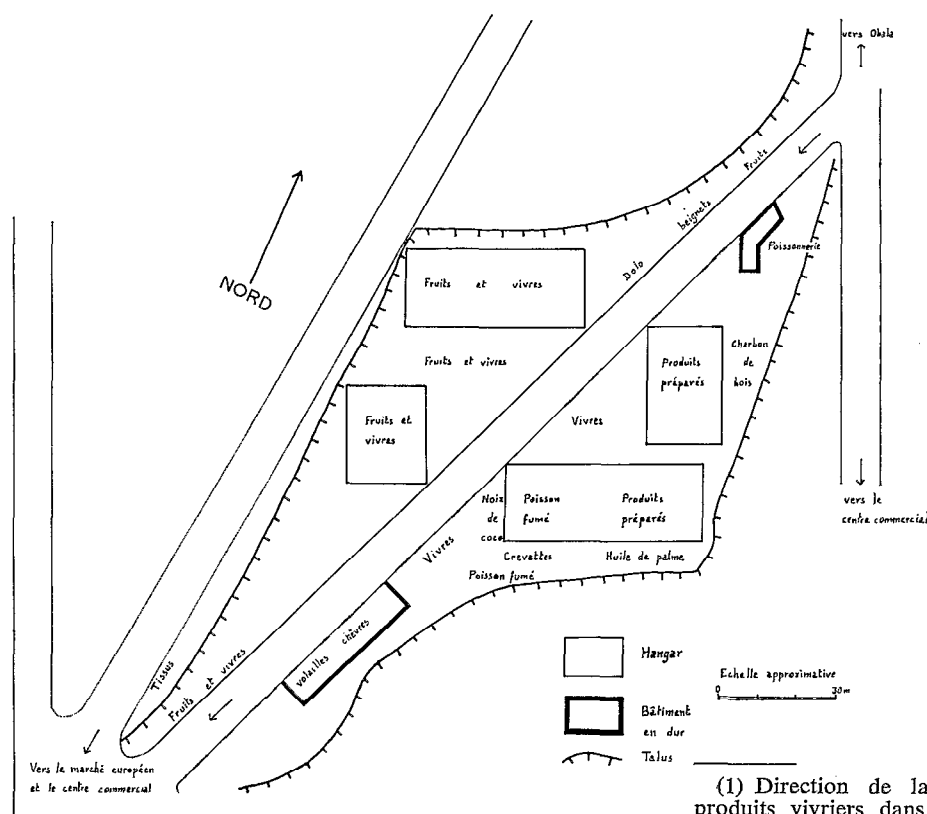
L'autre marché, dit « marché des femmes » parce que les vendeurs sont en majorité des femmes, créé en 1957, possède simplement des hangars métalliques, deux grands et deux petits, qui ne suffisent pas à abriter tout le monde. Les produits offerts sont essentiellement locaux, aussi est-il visité surtout par la population camerounaise ; c'est là que les villageoises viennent offrir leurs produits. Pour cette raison nous avons estimé que, dans le cadre de cette étude, il était préférable de nous intéresser à ce dernier. La ville possède certes d'autres marchés importants : Messa, Mvog Mbi... mais celui-ci n'est pas seulement le plus fréquenté, nos enquêtes dans les villages de la route d'Obala ont révélé en outre que les femmes s'y rendaient de préférence aux autres.

L'enquête a été effectuée le mardi 22 octobre 1968 de 6 h à 12 h ; elle a donc eu lieu en saison

des pluies, ce qui est important pour apprécier la portée des résultats. La pluie était tombée abondamment la nuit précédente de sorte que l'on peut penser qu'un certain nombre de villageoises n'ont pu venir offrir leurs produits, le mauvais état des pistes interdisant aux taxis et cars d'atteindre ces villages dans la matinée. D'autre part la saison du cacao, ouverte depuis peu, était à peine commencée : rares furent les villageois qui vinrent vendre leur récolte au marché et, par la même occasion, présenter à la vente quelques produits vivriers. Enfin l'enquête a été faite dans la période de l'année où les prix des produits vivriers locaux, sont, à Yaoundé, les plus bas (1). On peut donc estimer que les résultats obtenus constituent un minimum pour l'année, minimum en ce qui concerne tant le nombre des vendeuses et la quantité de produits offerts, que l'extension de la zone d'origine des vendeuses.

La disposition du marché (fig. 16)

L'aire du marché est divisée en deux parties par une route Nord-Est - Sud-Ouest à sens unique. La



(1) Direction de la Statistique-SEDES: Les prix des produits vivriers dans les marchés de la zone cacaoyère centre, rapp. prov. oct. 1965, 31 pages.

partie nord-ouest est celle où l'on vend les vivres frais au détail, par petits tas. Là se trouvent toutes les variétés de produits vivriers locaux dont chaque vendeuse, s'efforce de présenter un assortiment ; deux hangars, l'un vaste, l'autre plus petit, perpendiculaire au premier, ne peuvent protéger des intempéries toutes les vendeuses qui, assises derrière leurs marchandises, s'installent partout où l'espace est libre, débordant l'aire du marché. De petites échoppes couvertes de tôles, viennent d'être installées tout récemment en contrebas du talus qui limite cette aire à l'ouest et au nord.

La partie sud-est présente également deux hangars accolés en équerre, mais aussi deux bâtiments en dur. Le premier, à l'entrée est occupé par une poissonnerie de la Société « Hollando », approvisionnée en poisson frais par la S.I.P.E.C. (1) devant laquelle les représentants des maisons de commerce (ce jour-là la maison Kritikos) achètent le cacao qu'apportent les planteurs. Le second bâtiment en dur, à l'autre extrémité du marché, abrite les chèvres, les moutons, les volailles enfermées dans de grands paniers allongés en forme de nasse. Sous les deux hangars les produits offerts ne sont plus des vivres frais, à l'exception de la zone comprise dans l'angle qu'ils forment, mais des produits déjà élaborés : maïs fermenté pour la bière, farine de manioc, beignets, sel indigène. Le poisson séché et fumé se vend dans la partie ouest du hangar mais déborde vers l'arrière où l'on patauge dans la boue. Derrière ces hangars se trouvent encore l'huile de palme, chauffée sur place, et, plus loin, le charbon de bois.

Le fonctionnement du marché

Ce marché est ouvert chaque jour de 6 h à 14 h ; aux heures de fermeture des gardiens veillent sur les denrées non vendues et couvertes de feuilles de bananier qui les protègent de la pluie. Parties du village avant l'aube, quelques femmes arrivent au marché dès l'ouverture. Dans un rayon de 10 km autour de la ville, elles s'y rendent à pied, portant leurs produits dans une hotte sur le dos ou une cuvette sur la tête ; mais les quantités ainsi transportées restent assez limitées, aussi celles qui disposent de quelque argent au départ préfèrent-elles prendre le taxi ou le car pour pouvoir emporter plus de vivres.

Le spectacle de l'arrivée de ces cars ou taxis toujours bondés et dangereusement surchargés est surprenant ; à peine sont-ils entrés dans l'aire du

marché qu'ils subissent un véritable assaut des revendeurs, hommes et femmes, qui accourent, ouvrent le coffre, grimpent sur la galerie pour s'emparer des bagages apportés par les villageoises. De véritables batailles ont parfois lieu entre les revendeurs et villageoises qui ne veulent pas céder leurs produits à trop bas prix. Le percepteur du marché suit de peu et taxe les produits apportés, de façon assez subjective ; si la villageoise n'a pas gardé d'argent pour payer ce droit, elle se trouve obligée de vendre aussitôt et sans discuter une partie de ses produits au revendeur sous peine de les voir confisqués. Un certain nombre d'entre elles se contentent d'ailleurs d'apporter des vivres sans les vendre elles-mêmes ; elles quittent le marché peu après leur arrivée, vont faire quelques achats avec l'argent obtenu et rentrent ensuite au village.

Jusqu'au milieu de la matinée, cars, taxis et piétons continuent à approvisionner le marché ; certains taxis de la ville reprennent la route plusieurs fois pour ramener des villageoises ; les derniers cars arrivent des régions les plus éloignées : Saa, Monatéle. Vers 10 h le maximum d'activité est atteint et se maintient jusqu'à midi, heure à laquelle commence le reflux vers les villages.

Le déroulement de l'enquête

Afin d'obtenir un maximum de réponses, l'enquête a été menée de la façon suivante :

Jusqu'au milieu de la matinée, quatre enquêteurs, un à chaque extrémité du marché et deux au centre, ont interrogé les voyageurs à leur descente des cars ou taxis. Dans la seconde partie de la matinée, les arrivées étant moins nombreuses, deux enquêteurs ont interrogé tous les vendeurs et toutes les vendeuses installés pendant que deux autres continuaient à interroger les arrivants.

C'est un total de 900 personnes qui a été ainsi interrogé au cours de la matinée, total que l'on peut considérer comme exhaustif. Le danger de notre méthode est que certaines personnes ont pu être interrogées deux fois, à leur arrivée, puis dans l'aire du marché. Mais, le plus souvent la personne enquêtée disait qu'elle avait déjà été interrogée et, même si le cas s'est produit il ne modifie en rien l'extension de l'aire d'origine des vendeurs dont la connaissance a été le premier but de cette enquête.

La provenance des vendeurs et des produits (fig. 17)

Environ 900 personnes (898) ont donc été interrogées sur le marché, soit la quasi-totalité de celles

(1) Société Industrielle des Pêches du Cameroun.

qui apportaient ou vendaient des produits. Sur cet ensemble 59 % (533 personnes) ont déclaré habiter dans un quartier de la ville et sont donc à considérer comme des intermédiaires. Cette proportion apparaît considérablement et explique en partie la cherté des vivres en ville.

Il existe en fait plusieurs catégories d'intermédiaires. Les uns sont de véritables commerçants, le plus souvent des hommes d'âge mûr, qui apportent sur place des produits qu'ils vont chercher au loin ou font venir : noix de coco, huile de palme, poisson frais, poisson fumé. Le poisson frais est amené de Douala par camion isotherme de la S.I.P.E.C. Le poisson fumé, essentiellement, des bilolo (*Sardinella cameroonensis*) et des crevettes, pêché vers Dizangué, Mouanko ou Douala, est acheté tel quel à Edéa, en grandes quantités. Ce commerce est pratiqué par des Bamiléké qui se procurent pour 30 ou 40 000 francs de poisson, expédient ces quantités par le train ou la route et les revendent soit au détail (50 francs les 8 ou 9), soit en gros à des revendeurs qui s'installent d'ailleurs juste à côté d'eux sur le marché ou les proposent sur d'autres marchés de brousse. Certains commerçants vendent aussi du poisson acheté frais à l'arrivée en gare de Yaoundé, et fumé aussitôt par leurs propres soins.

Les noix de coco, que l'on trouve à proximité, sont vendues par des Bassa de la région de Pouma (1), zone de forte production, qui parfois présentent eux-mêmes leur propre récolte ; elles sont offertes brutes ou décortiquées.

Une épaisse fumée signale le coin réservé à la préparation et à la vente de l'huile de palme. Ces deux opérations sont assurées par des femmes bassa venant de la région de Makak-Mom (2) qui se rendent à Yaoundé par le train avec leurs fûts d'huile. Les volailles présentées ont été achetées à de petits éleveurs des environs mais les chèvres et les moutons viennent de beaucoup plus loin : Bafoussam et le pays bamiléké ou Meiganga.

Une partie des intermédiaires se livrent à la vente des produits courants de la région, qu'ils vont collecter en grandes quantités sur les marchés de brousse ou achètent dans les villages ; il s'agit de bananes-plantain, manioc et macabo. D'autres, essentiellement des femmes, parmi lesquelles, beaucoup sont bamiléké, revendent des produits achetés sur le marché même ou ailleurs, après les avoir transformés à divers degrés : certaines proposent de la farine de

manioc ou de maïs, le maïs fermenté ou encore la bouillie de maïs, la bière de maïs, les arachides grillées.

Mais il existe une dernière catégorie de revendeurs, celle qui semble la plus fournie, encore que nous n'ayons pu les dénombrer, composée de jeunes gens qui achètent à bas prix aux femmes venant de brousse et revendent à bon prix, sur place ou en ville, ce qui explique cette ruée dont sont l'objet cars et taxis à leur arrivée. Mais si ces derniers intermédiaires contribuent à augmenter le nombre d'assujettis au droit de place du marché et participent à une redistribution des produits, ils faussent aussi le jeu de l'offre et de la demande en augmentant artificiellement les prix. La plupart de ces intermédiaires ont déclaré habiter dans les quartiers populeux de la ville : Nlongkak, tout proche (197), la Briqueterie (95). Pour certaines femmes dont le mari est chômeur, ce trafic constitue la seule source des revenus familiaux.

Les vivres frais locaux sont donc apportés par moins de la moitié (41 %) des personnes payant un droit de place au marché. La culture des produits vivriers étant traditionnellement dévolue aux femmes, ce sont elles aussi qui viennent en vendre une partie, accompagnées de leurs enfants en bas âge qu'abrite un vaste parapluie.

La situation de ce marché au nord-est de la ville rend compte de l'origine de ces femmes : à une dizaine d'exceptions près, elles viennent du secteur nord, plus rarement nord-est, de la région environnant Yaoundé. Il est fort probable qu'inversement les marchés de Messa et de Mvog Mbi drainent presque exclusivement les populations de l'ouest et du sud de la région.

La répartition des lieux de provenance des vendeuses dans cette zone nord-est ne présente pourtant rien d'uniforme : personne ne vient de certains villages situés à moins de 20 km de Yaoundé alors que certaines femmes se déplacent depuis la boucle de la Sanaga, au-delà de Saa, à plus de 80 km. Le facteur prépondérant de cette répartition, spécialement en saison des pluies, n'est ni la distance ni la fertilité des terres mais bien l'accessibilité et donc la qualité des routes. L'axe privilégié est formé par la route Yaoundé, Obala, Saa, qui, avec les villages situés à moins de 10 km de part et d'autre, fournit 80 % des vendeuses. Un groupe de 140 personnes, soit près de 40 % du total, vient des villages situés sur la route goudronnée Yaoundé-Obala et leur nombre atteint 214 (59 %) si l'on y ajoute les villages situés à moins de 10 km de

(1) 120 km à l'ouest de Yaoundé sur la route de Douala.

(2) 90 km au sud-ouest de Yaoundé.

chaque côté. Cette prépondérance de l'axe Yaoundé-Obala est normale et pourrait être encore plus marquée si les transports y étaient mieux assurés. L'image qu'en donne l'enquête est pourtant en-deça de la réalité puisque celle-ci a été faite un mardi, c'est-à-dire un jour de marché à Nkométou II, où se trouvaient donc des produits normalement proposés à Yaoundé.

Au-delà d'Obala, la route du nord-est est encore goudronnée jusqu'à Famenassi. L'enquête sur place montre bien que les habitants de ce tronçon fréquentent quelquefois Yaoundé mais la plupart se contentent de porter leurs denrées au marché d'Obala. Sur ce tronçon de route les taxis sont plus rares et le transport pour Yaoundé plus onéreux.

La zone d'approvisionnement se prolonge donc non pas vers le nord, mais vers l'ouest, le long des axes menant à Saa et Monatéle. Un total de 72 personnes (environ 20 % des vendeuses) sont originaires de la zone Obala-Saa, dont 52 viennent des villages mêmes de la route et 20 des villages situés à moins de 10 km de cet axe. La zone Obala-Monatéle est d'importance moindre (14 vendeuses) pour l'approvisionnement du marché ; à 90 km de Yaoundé, Monatéle est le point le plus éloigné d'où viennent les vendeuses.

A l'est de la ville, sur la route d'Akonolinga, la zone de provenance ne s'étend pas au-delà d'une cinquantaine de kilomètres ; un contingent de 39 personnes n'a pas parcouru plus de 10 km, distance à laquelle se trouve la barrière de pluie ; on peut donc penser que c'est uniquement l'état de la route qui limite dans cette direction l'aire de recrutement.

La route d'Essé, au-delà d'une dizaine de kilomètres (Ntouessong) ne fournit plus aucun apport. Mais il s'agit d'une piste secondaire, peu fréquentée en saison des pluies, l'itinéraire le plus commode passant alors par Adzandzoumou et la route d'Akonolinga. Le 4^e axe important qui pourrait contribuer à approvisionner le marché central est la route Yaoundé-Okola. On ne trouve pourtant sur le marché que quatre originaires de cette route représentant deux villages ; débouchant dans les quartiers nord-ouest de la ville, cette route conduit naturellement au marché de Messa, non à celui du centre et c'est vraisemblablement là que l'on découvrirait les originaires de la région d'Okola.

Les vivres locaux du marché des femmes proviennent donc d'une centaine de villages (98) dont la majorité (86) se trouvent au nord et à l'est de la ville, appartenant pour moitié (45) au département de la Léké et pour moitié (41) à celui de la Méfou.

Parmi les vendeuses de ces villages, 54 % viennent de la Méfou, essentiellement du district de Soa et 46 % de la Léké, essentiellement des arrondissements d'Obala et de Saa. Mais une bonne partie de ces produits vivriers sont apportés d'assez loin, même en saison des pluies : seulement 18 % des vendeuses résident dans un rayon de 10 km au nord de la ville, tandis que près du quart (23 %) ont parcouru plus de 50 km.

DISTANCES PARCOURUES PAR LES VENDEUSES DU MARCHÉ DE YAOUNDÉ

Km de Yaoundé	% de vendeuses	% cumulé
0 - 10	18	18
10 - 20	24	42
20 - 30	19	61
30 - 40	10	71
40 - 50	6	77
50 - 60	5	82
60 - 70	6	88
70 - 80	10	98
Plus de 80	2	100

La zone qui contribue le plus à l'approvisionnement du marché se situe entre 10 et 20 km de Yaoundé, sur la route d'Obala. Les pourcentages décroissent ensuite régulièrement à mesure que la distance augmente mais se relèvent entre 60 et 80 km de Yaoundé, en accord avec les fortes densités du pays éton.

Il est frappant de constater combien cette aire de recrutement dépend étroitement du dessin des routes principales, celles qui sont praticables toute l'année. On peut donc penser qu'en saison sèche l'ensemble du pays éton doit être représenté sur le marché central, à l'exception de l'arrondissement d'Okola, mais il est moins sûr que les vendeuses venant de l'arrondissement d'Essé soient beaucoup plus nombreuses. L'extension de l'aire de recrutement s'explique en effet tout autant par la densité de la population.

Le petit nombre des vendeuses venant de la route Obala-Batchenga, pourtant goudronnée, est à mettre en rapport avec le faible peuplement de cette zone ; de même l'arrondissement d'Essé, beaucoup moins densément peuplé que les circonscriptions de Soa, Obala, Saa, ne peut jouer qu'un rôle d'appoint, même en saison sèche ; la limite des 30 h/km² circonscrit assez bien la zone de plus grande fréquence des départs. On peut donc penser qu'en saison sèche la facilité des transports élargit moins

cette aire de recrutement qu'elle ne contribue à augmenter le nombre des vendeuses, la majorité venant toujours du pays éton et du district de Soa.

Au terme de cette étude des marchés, quelques évidences s'imposent : la première est l'emprise prépondérante qu'exerce sur toute cette région au nord de Yaoundé le marché de la capitale, marché quotidien qui concurrence chaque jour l'un ou l'autre marché ouvert en brousse. Cette prépondérance explique la forme souvent rabougrie que prennent les zones d'attraction de ces petits marchés. Elle permet de comprendre aussi ce vide étonnant qu'on observe sur la grande route entre les marchés d'Ekombitié et de Nkométou II. Les femmes de cette zone acceptent de faire 10 à 12 km à pied pour se rendre au marché de Yaoundé mais non pour se rendre à celui de Nkométou où les ventes sont moins assurées ; au-delà de cette limite, celles d'Akak ou d'Ebang estiment que les trois marchés voisins sont trop éloignés pour s'y rendre à pied ; Puisqu'il faut prendre un taxi, elles préfèrent se rendre au marché de Yaoundé, plus actif. On comprend que les zones d'appel des marchés de brousse prennent des formes aussi peu régulières et laissent subsister des lacunes.

La seconde évidence est la totale inutilité, sur le plan local, du chemin de fer transcamerounais qui, au contraire du chemin de fer de Douala, ne participe en rien à ces échanges à faible distance. D'une part, sont terminus à Yaoundé, dans le quartier est, se situe trop loin du marché central sis au nord (1) ; les femmes qui voudraient l'utiliser devraient, à l'arrivée prendre un taxi pour rejoindre le marché, ce qui doublerait le coût du déplacement. D'autre part les stations de Nkométou II et Obala se trouvent fort loin des marchés de ces deux localités (2,5 km pour Nkométou, 6 km pour Obala) et, de toute façon, les horaires actuels (un convoi vers Yaoundé le soir et un vers Obala le matin) ne sont pas de nature à faciliter les échanges entre la ville et la campagne environnante.

Enfin il faut bien constater que les six marchés de brousse étudiés et aussi, dans une certaine mesure, celui d'Obala, doivent une bonne partie de leur animation à la proximité de Yaoundé. Des citoyens viennent faire leurs achats à Etoudi et même à Ekombitié de sorte que ces marchés sont en quelque sorte sub-urbains. Dans tous les cas on trouve des

commerçants venus de Yaoundé : les Bamiléké offrent invariablement des tissus, vêtements et friperies achetés au marché de Messa, les « Haoussa » proposent de la viande fraîche tandis que des marchands ambulants présentent sur une table tous les articles d'importation imaginables. Ces différents marchés sont aussi les lieux de rendez-vous des « bayamsalam » (2), c'est-à-dire des femmes, le plus souvent bamiléké, qui viennent acheter en grandes quantités les vivres locaux et les revendent au détail en ville. Le receveur des taxes de Nkométou en compte une vingtaine venant de Yaoundé et quatre ou cinq venant de Douala en plus de celles qui, hors de tout contrôle, se ravitaillent directement dans les villages au petit jour. On reconnaît d'ailleurs aisément ces femmes près des marchés, assises, au bord de la route au milieu de leurs abondants achats, et guettant le car ou le camion qui les ramènera en ville. Enfin il faudrait également tenir compte, dans ces échanges, d'un certain nombre de femmes du village même où se tient le marché, qui achètent et vont revendre, elles aussi dans les quartiers de la ville.

On saisit donc là un ensemble de relations, complexes dans le détail, entre une ville très importante sur le plan régional, et un arrière-pays densément peuplé, rendues possible grâce au lien permanent que constitue la route goudronnée.

Les dispensaires

SOURCES DE RENSEIGNEMENTS

L'étude du rayonnement des dispensaires a été réalisée grâce aux cahiers de consultations ; elle a été effectuée pour les dispensaires suivants : Obala (public), Nkométou II (catholique), Soa (public), Etoudi (catholique), Ballong (public). Chaque consultant nouveau est inscrit sur le registre du dispensaire avec mention de son domicile, de la maladie soignée et des soins donnés.

Ce document, qui paraît pourtant simple, n'est pas d'un dépouillement aisé : il existe beaucoup de villages portant le même nom, parfois dans un même arrondissement, entre lesquels il est souvent impossible de décider ; certains malades indiquent non pas leur village mais le hameau d'où ils viennent, souvent impossible à trouver, ou bien le lignage auquel ils

(1) alors qu'à Douala la gare de New-Bell dessert directement le principal marché de la ville.

(2) Expression pidgin-english désignant celui qui achète (buy) et vend (sell).

appartiennent et qui, traditionnellement, situe l'individu mais recouvre tout un groupe de villages. Enfin, fâcheuse lacune, le dispensaire de Nkométou II, au rayonnement étendu, ne mentionne pas, dans son registre, la résidence des consultants ; nous avons dû y placer un enquêteur qui a interrogé ceux-ci pendant une semaine.

LES ZONES D'ATTRACTION (fig. 18 A et B)

Le dispensaire public d'Obala est celui qui a la

plus vaste zone de recrutement. Le dépouillement, que nous n'avons pu faire que pour sept mois de l'année, donne 5 948 consultants, soit un peu plus de 10 000 pour toute l'année. Environ 44 % des malades viennent de la ville même d'Obala. Beaucoup plus vaste que celle du marché, cette zone de recrutement affecte pourtant la même forme décentrée vers l'ouest en englobant les arrondissements de Saa et de Monatéle ; les mêmes facteurs que pour le marché semblent donc entrer en jeu : l'importance des routes qui convergent vers Obala, la densité

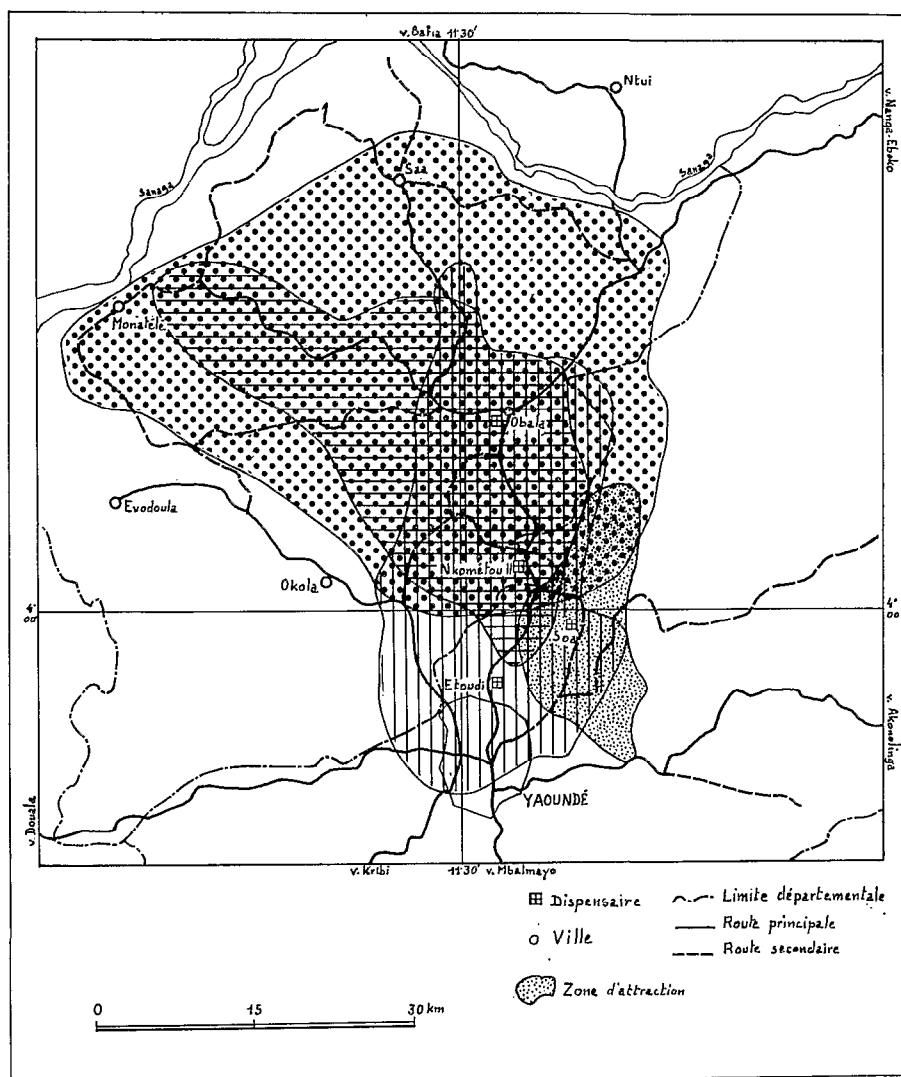


FIG. 18 A. — Carte des zones d'attraction des dispensaires

de la population plus forte à l'ouest qu'à l'est de la ville.

La zone d'attraction du dispensaire catholique de Nkométou II se trouve entièrement inscrite dans

celle d'Obala. La faible durée de l'observation laisse supposer que son extension est sous-estimée et le chiffre de malades obtenu (694) ne saurait être extrapolé à l'année entière ; il représente le total des consultations, non des consultants. Un autre dispensaire catholique très fréquenté aussi, celui d'Efok, se situe à 6 km à l'ouest d'Obala et il est probable que sa zone d'attraction se trouve également tout entière englobée dans celle d'Obala, bien que les soins y soient plus coûteux qu'à Nkométou. Cette surimposition des zones ne révèle en rien une concurrence ou un double emploi ; elle traduit en réalité une complémentarité de fait des dispensaires publics et privés. Les dispensaires publics donnent les soins gratuitement, mais ils manquent souvent de médicaments et le nombre de consultants est tel qu'il faut parfois attendre plusieurs jours avant d'être

traité. Aussi les villageois déclarent-ils n'aller au dispensaire public que « lorsque l'argent fait défaut », c'est-à-dire la plupart du temps, mais à regret. Les dispensaires privés ont, auprès des villageois, la réputation d'être plus sérieux : on y est servi plus rapidement sans devoir « mouiller la barbe » (1), les médicaments n'y manquent pas, mais il faut payer. Ceux qui ont de l'argent les fréquentent donc de préférence et y viennent parfois de fort loin : les habitants de Nkolmélen et même ceux de Foulassi préfèrent aller à Nkométou ou à Efok plutôt qu'à Obala, tout proche.

Au dispensaire catholique d'Etoudi 4 700 consultants ont été soignés en un an ; sur ce total 1 600, soit 34 %, venaient des quartiers nord et ouest de la ville de Yaoundé, ce qui donne à penser que l'équipement médical y est déficient. La zone de

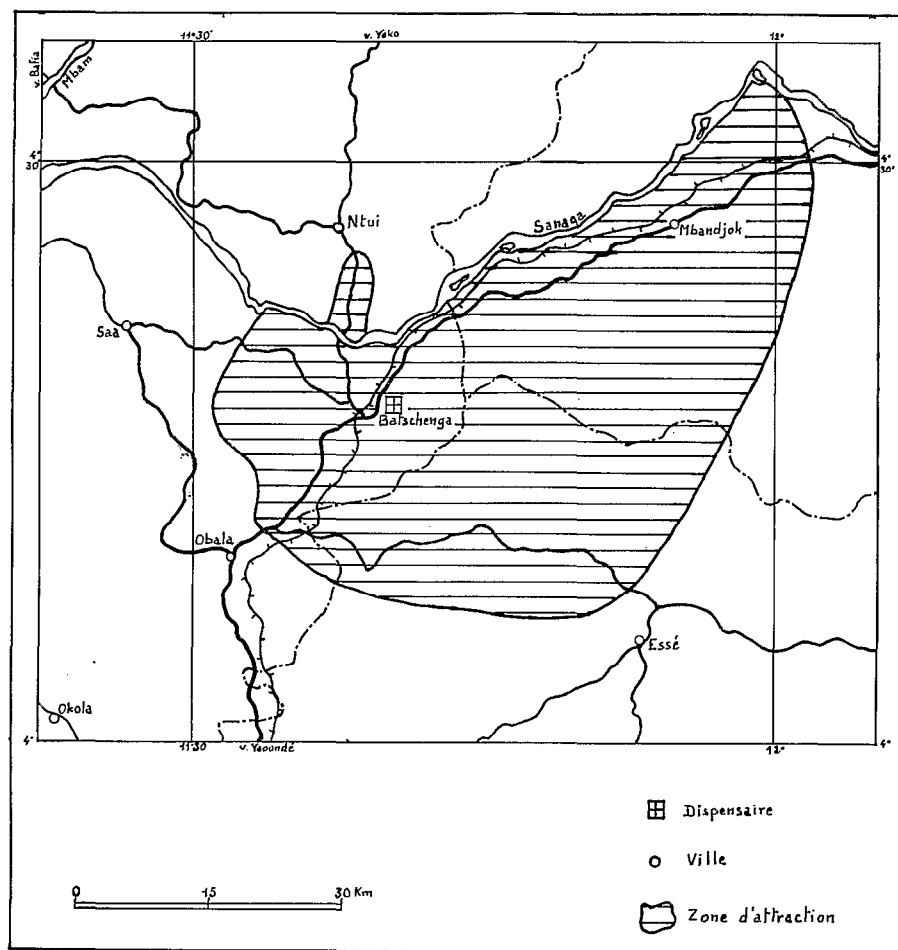


FIG. 18 B. — Carte des zones d'attraction des dispensaires

(1) C'est-à-dire verser un pourboire.

recrutement s'étend démesurément vers le nord, le long de la route d'Obala, et même le long de celle de Saa, englobant des régions pourtant couverts par les dispensaires d'Efok et de Nkométou II. On voit mal, a priori, l'explication de cette extension inattendue mais il semble bien qu'au cours de leurs déplacements fréquents vers Yaoundé, les villageois de ces routes se fassent soigner, au passage, à Etoudi, dont le dispensaire paraît moins encombré que ceux des deux autres missions.

La zone d'attraction du dispensaire public de Soa est la plus réduite de toutes, comme celle de son marché ; pourtant plus de 5 000 consultants l'ont fréquenté en un an, soit un chiffre comparable à celui d'Etoudi. Remarquons que sa zone est elle aussi presque entièrement recouverte par celle d'Etoudi.

Le dispensaire public de Ballong, qui se trouve, comme l'école, à l'intérieur du périmètre de la plantation de tabac, étend son rayonnement depuis Minkama jusqu'au-delà de Mbandjok en Haute-Sanaga. On peut penser que cette extension démesurée le long de la route du Nord sera réduite à mesure que s'étoffera l'équipement social de la nouvelle sous-préfecture de Mbandjok ; il ne semble pas que le dispensaire de la SO.SU.CAM suffise actuellement aux besoins de la population. Vers le sud-ouest, les aires de recrutement des deux dispensaires de Ballong et d'Obala se recoupent largement, mais les villageois déclarent ne se rendre à Obala que pour les cas graves, cas pour lesquels ceux d'Olembé et de Ndzi vont plutôt à l'hôpital de Nanga-Eboko. La limite nord du rayonnement de Ballong est la Sanaga ; elle ne la dépasse que pour englober les deux villages de la route de Ntui les plus proches du bac de Nachtigal.

L'UTILISATION DES DISPENSAIRES

Comment les villages de la route Yaoundé-Obala se situent-ils par rapport à ces différentes zones d'attraction ?

On peut penser, d'après nos enquêtes dans les villages, que les dispensaires de Yaoundé reçoivent nombre de consultants venant de la brousse, même en dehors des cas graves. Celui de Nlongkak, au nord de la ville, paraît moins fréquenté par les habitants de la route que celui de Messa, à l'ouest ; jusqu'à Nkométou III, les villageois qui ne peuvent fréquenter les dispensaires privés déclarent s'y rendre. Aussi les villageois de la route administrés par le district de Soa se rendent-ils fort peu au dispensaire de leur chef-lieu.

Viennent se faire soigner à Etoudi tous ceux qui habitent sur la route depuis Mbala I jusqu'à Nkozoa et, sur la route de Soa, jusqu'à Nsan, ce qui dessine à peu près la même zone d'attraction que celle du marché. L'extension considérable que nous avons observée vers le nord paraît donc bien être due à des consultants de passage, non à une démarche habituelle des villageois.

Le dispensaire de Nkométou II est fréquenté depuis Nyom I, donc très près d'Etoudi, jusque bien au-delà ; c'est donc le centre de soins le plus important de la région. Enfin celui d'Obala reçoit de façon habituelle les consultants depuis la limite de l'arrondissement, à Nkomakap ; mais les villageois insistent toujours sur les déficiences de ce dispensaire et sur leur préférence pour ceux de Nkométou et d'Efok.

Ces dispensaires de la route semblent répondre à des situations différentes. Celui de Nkométou rayonne sur une vaste zone rurale, où il joue un rôle complémentaire de celui du dispensaire public d'Obala au prix d'une extension de son rayonnement vers le nord-ouest, tandis que son homologue d'Etoudi joue plutôt le rôle d'un dispensaire urbain, recevant à la fois des consultants proches, de la ville et des environs immédiats, et des consultants lointains grâce à sa situation sur une route très fréquentée. Enfin le dispensaire de Soa ne possède qu'une clientèle essentiellement locale, pourvoyant aux besoins des villageois pour qui les dispensaires privés voisins sont trop onéreux, tandis que celui de Batchenga rayonne sur tout le secteur nord de la route et répond aux besoins de la partie occidentale de la Haute-Sanaga et de l'arrondissement d'Essé.

Les échanges monétaires

Le dépouillement des mandats reçus et émis à la poste d'Obala de juillet 1967 à juillet 1968 révèle que les échanges monétaires ont porté sur un total de 67 000 000 F CFA ; la quasi-totalité de ces échanges (65 000 000 F soit 96 %) s'opère à l'intérieur du Cameroun.

— *Les échanges extérieurs* portent sur 2 390 000 francs dont 83 % avec la France et 7 % avec le reste de l'Afrique. Vers la France part trois fois plus d'argent qu'il n'en vient (1 500 000 contre 500 000 F). Cette exportation de fonds semble consister surtout en paiements d'achats par correspondance et intéresse en premier lieu Paris (30 %), puis Marseille, Lyon et les villes du Jura (Besançon, Morteau), ce qui indique vraisemblablement des

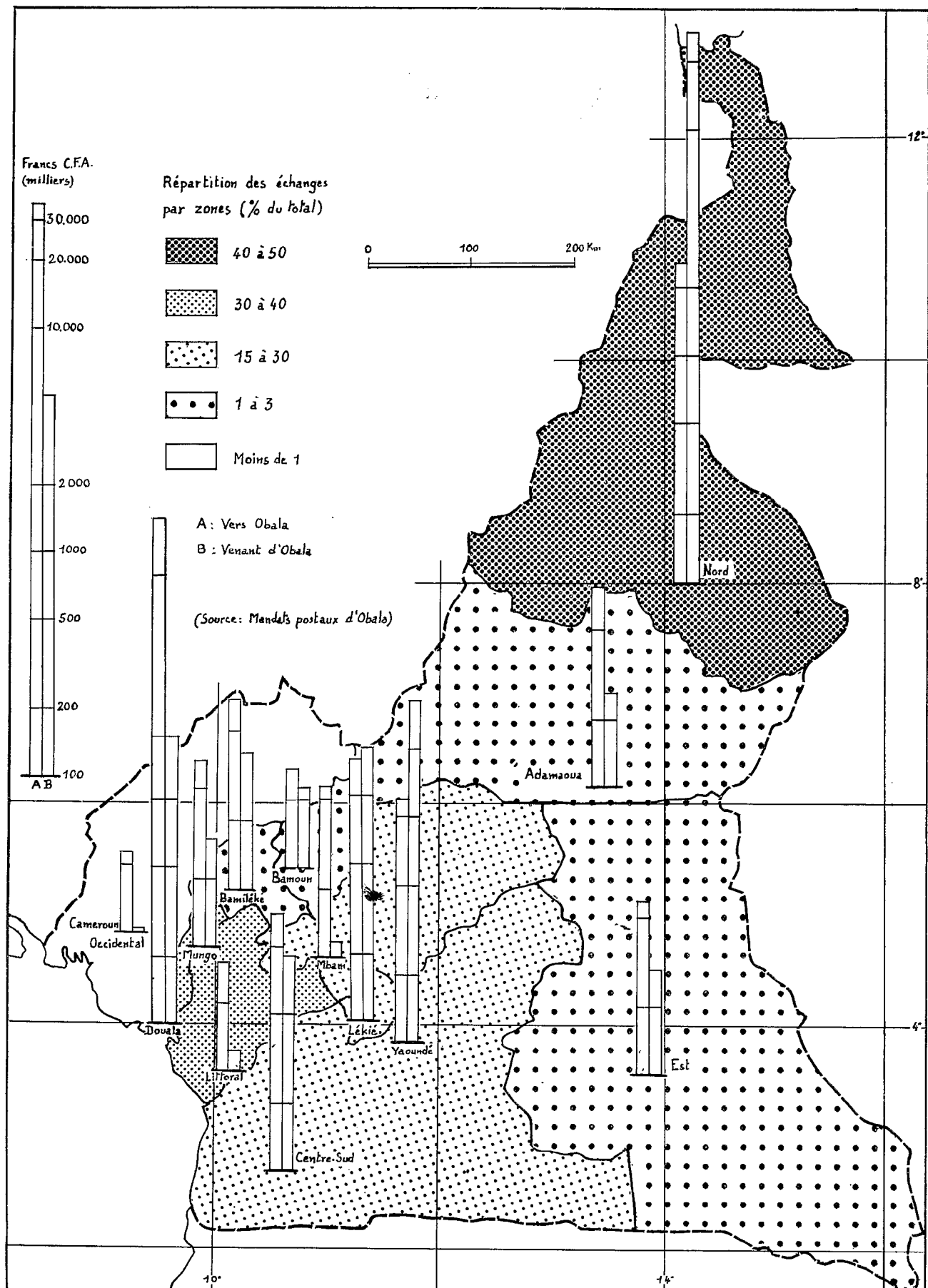


FIG. 19. — Carte des échanges monétaires d'Obala

achats de montres. Les fonds venant de France sont constitués soit par des envois d'émigrés, soit, le plus souvent, par des subsides destinés aux œuvres missionnaires ; ainsi s'explique la part importante que prend l'Alsace dans ces envois, nombre de religieux de la région venant de cette province.

Les échanges avec les pays d'Afrique portent sur un faible volume (383 000 F) et sont au bénéfice d'Obala ; ils correspondent sans doute à des envois d'émigrés et ont principalement pour origine Libreville, Niamey, Dakar, Port-Gentil et Bouar.

— *Les échanges monétaires intérieurs* se soldent, pour la ville d'Obala, par un bilan négatif : 36 000 000 F CFA d'émission et 28 000 000 F de paiements. La répartition de ces échanges (cf. fig. 19) est assez surprenante : 45,6 % s'effectuent avec le nord du Cameroun, non compris l'Adamaoua.

En seconde position vient la région du Littoral (33,2 %), puis la région du Centre-Sud (16,2 %). Avec ces trois grandes zones s'opèrent 94 % des échanges de la place d'Obala ; l'Ouest n'y intervient que pour 2,5 %, l'Adamaoua pour 1,6 %, l'Est 1,3 et le Cameroun Occidental 0,5 %.

LES ÉCHANGES MONÉTAIRES INTÉRIEURS D'APRÈS LES MANDATS POSTAUX D'OBALA

	Emis vers		Reçus de		Total	
	En F CFA (Mil- liers)	En %	En F CFA (Mil- liers)	En %	En F CFA (Mil- liers)	En %
Nord (1)	26 901	73,5	2 543	8,6	29 444	45,6
Douala	1 909	5,3	17 490	63,5	19 399	30,0
Yaoundé	3 360	9,2	1 072	4,2	4 432	6,9
Lékié	1 656	4,5	1 446	5,0	3 102	4,8
Centre-Sud (2)	897	2,5	1 399	4,7	2 296	3,5
Bamiléké	408	1,2	702	2,5	1 110	1,7
Adamaoua ...	269	0,7	770	2,6	1 039	1,6
Moungo	306	0,8	660	2,2	966	1,5
Est	294	0,8	584	2,0	878	1,3
Mbam	119	0,3	567	2,0	686	1,1
Bamoun	228	0,6	275	0,9	503	0,8
Littoral (3)...	125	0,3	306	1,0	432	0,7
Cameroun Occidental ..	102	0,3	224	0,8	326	0,5
	36 574	100,0	28 038	100,0	64 612	100,0

(1) Inspection Fédérale du Nord sauf Adamaoua.

(2) Inspection Fédérale du Centre-Sud sauf Yaoundé-ville, département de la Lékié et département du Mbam.

(3) Inspection Fédérale du Littoral sauf Douala-ville et département du Moungo.

Pour entrer plus avant dans l'analyse de ces échanges et étudier la direction des flux, il a paru nécessaire de subdiviser ces grandes zones en isolant d'une part les villes de Yaoundé et de Douala et d'autre part, à l'intérieur du Centre-Sud le département de la Lékié et celui du Mbam, tout proche d'Obala, de même que le Moungo pour le littoral et les pays bamiléké et bamoun pour l'Ouest.

Les régions dont la balance des échanges monétaires avec Obala est positive sont d'abord le Nord, puis la ville de Yaoundé et, enfin, dans une faible mesure, le département de la Lékié. Pourquoi ces envois de fonds depuis Obala ?

La majorité des émissions d'Obala (73,5 %) s'effectue vers le Nord et un tel flux d'argent est assez inattendu pour une ville du Sud. Ce flux correspond vraisemblablement à l'achat des bœufs de boucherie et l'on a vu l'importance de la « colonie » Haoussa qui se spécialise dans ce commerce à Obala. La somme paraît pourtant bien élevée pour une ville d'importance moyenne et on peut penser que ces Haoussa jouent un rôle d'intermédiaire auprès des commerçants de Yaoundé ou même du Sud-Cameroun, profitant de leur situation au débouché des deux routes descendant du Nord par Meiganga et par Yoko. Mais il n'existe pas d'informations qui permettraient de vérifier cette hypothèse.

L'explication de l'importance des émissions vers Yaoundé est plus immédiate : elles correspondent à des achats de produits d'importation qui transitent par la capitale et sont redistribués par Obala. Pour la Lékié, émissions et paiements s'équilibrent presque.

Toutes les autres régions présentent un solde négatif, envoyant plus d'argent à Obala qu'elles n'en reçoivent. Le cas peut paraître aberrant pour la ville de Douala où il semblerait que les achats de produits importés devaient créer la même situation qu'à Yaoundé ; il s'explique par la localisation dans la capitale économique du centre de chèques postaux du pays qui assure le transfert des soldes des fonctionnaires, d'où cet apparent désavantage qui ne correspond sans doute pas à la véritable situation des échanges économiques.

Dans les autres cas le solde négatif s'explique le plus souvent par les envois de fonds qu'effectuent les émigrés, fonctionnaires et autres, au profit de leur famille restée sur place. Ce déséquilibre est particulièrement accentué pour le Cameroun Occidental, pour le Mbam, où il s'explique par le rôle de redistribution qu'y joue Obala, et pour le Littoral.

Une telle carte permet donc de replacer une ville dans l'ensemble de l'économie du pays. Obala semble jouer un rôle de relais pour les échanges entre le Nord et Yaoundé, sinon tout le Sud du pays ; par contre les relations avec les zones d'intense activité économique : pays bamiléké, Moun-

go, sont peu importantes, ces régions étant tournées vers Douala et l'extérieur.

Batchenga doit à la présence de la S.F.C.T. de posséder aussi un bureau de poste dont l'activité est assez réduite, surtout depuis la progressive mise en sommeil de la plantation.

LES CHANGES INTÉRIEURS D'APRÈS LES MANDATS POSTAUX DE BATCHENGA

	Emis vers		Reçus de		Total	
	En Francs CFA	EN %	En Francs CFA	En %	En Francs CFA	En %
Douala	765 202	44,8	762 200	59,0	1 527 402	50,8
Yaoundé	420 286	24,6	—	—	420 286	14,0
IFA Nord	194 300	11,3	121 800	9,6	316 100	10,5
Lékié	6 000	0,3	225 465	17,4	231 465	7,7
Bamiléké	185 300	10,9	3 000	0,2	188 300	6,3
Est	6 000	0,3	72 500	5,6	78 500	2,7
Centre-Sud (1)	44 300	2,6	25 500	1,9	69 800	2,3
Mungo	67 350	4,0	—	—	67 350	2,2
Littoral (2)	12 000	0,7	46 500	3,6	58 500	2,0
Mbam	9 000	0,5	24 000	1,8	33 000	1,1
Bamoun	—	—	10 000	0,7	10 000	0,3
Cameroun Occidental....	—	—	2 600	0,2	2 600	0,1
	1 709 738	100,0	1 293 565	100,0	3 003 303	100,0

(1) Inspection Fédérale sauf Yaoundé-ville, département de la Lékié et département du Mbam.

(2) Inspection Fédérale sauf Douala-ville et département du Mungo.

Les échanges monétaires totaux ne portent, en 1969, que sur un montant de 3 225 000 F CFA ; 7 % de ces échanges ont été effectués avec l'étranger. Comme pour Obala, les émissions vers l'étranger (135 000 F) l'emportent sur les encaissements (86 000 F) et 79 % de ces fonds transitent avec la France.

A l'intérieur du pays, les trois zones qui viennent en tête sont les mêmes que pour Obala, mais le Nord ne se trouve qu'en 3^e position, après Douala et Yaoundé ; il le doit, cette fois, à la présence des Toupouri qui envoient de l'argent au village natal. La moitié des transactions concernent la ville de Douala ; celle de Yaoundé reçoit des fonds de Batchenga mais n'en expédie pas. Les autres régions du Cameroun ne contribuent que pour 25 % aux échanges parmi lesquels on remarque les envois qu'effectuent les commerçants bamiléké du lieu.

Comme pour Obala, la balance de ces échanges monétaires est déficitaire.

Conclusion

Au risque de reprendre des idées déjà émises dans les paragraphes précédents, il nous a semblé intéressant de chercher à exposer, en manière de conclusion, comment la proximité de la ville et les relations avec celles-ci s'inscrivent dans la vie quotidienne du villageois de la route, de quelle façon celui-ci vit ces relations et quels en sont, de son point de vue, les éléments positifs et négatifs.

La proximité de la ville apporte certes un certain nombre d'avantages au moins virtuels, mais fait naître en même temps de nouveaux besoins moins vivement ressentis dans les autres villages de brousse ; elle donne aussi conscience au villageois de profiter d'avantages qu'a perdus le citadin, à l'égard duquel un certain ressentiment, une certaine jalousie n'en existent pas moins.

La ville est toute proche, accessible par une route

ouverte toute l'année, mais il n'est pas toujours possible de s'y rendre au moment souhaité. On a vu que les femmes éprouvent souvent des difficultés à trouver une place dans le car ou le taxi pour aller offrir leurs vivres au marché de Yaoundé ; les voitures sont déjà chargées au départ d'Obala et le tarif double si le chauffeur consent à prendre la passagère en surnombre. D'autre part, à propos de ces marchés (Yaoundé, Obala, Nkométou II), les villageois posent toujours la question de l'impopulaire « ticket de marché », ce droit perçu sur les ventes au profit de la municipalité. Ce droit, que l'on a évoqué à propos du marché de Yaoundé, est exigé des vendeuses dès leur arrivée, avant même qu'elles aient commencé à vendre ; si elles n'ont pas d'argent on les oblige à céder une partie de leurs vivres aux revendeurs pour pouvoir acquitter le montant, d'où l'accusation fréquemment émise d'une entente entre le percepteur et les revendeurs à leurs dépens. En cas de refus la vendeuse se voit confisquer tous ces vivres et ne peut les récupérer que contre une amende de 600 F qui s'ajoute au prix du « ticket ». Enfin ces tickets sont-ils périmés ou s'agit-il d'une escroquerie ? se demandent les intéressés. Marqués 10, 20 ou 50 ils sont en fait payés 100 ou 200 F ; là encore ces vendeuses ont l'impression d'être exploitées par les citadins.

Les expériences malheureuses de coopératives d'achat de cacao ont décidé les paysans à vendre eux-mêmes leur récolte en ville. Mais ici aussi ils se sentent bien désarmés face aux tractations commerciales. Le « coxeur » ou même le chauffeur du car conduisent le planteur chez le commerçant, le plus souvent grec, avec lequel ils se sont abouchés ; celui-ci ignore même le poids du cacao qu'il vient de livrer, aucun vérificateur n'assiste à cette opération quasi clandestine ; il se voit payé d'une certaine somme d'argent à laquelle il ne comprend rien, avec les mots : « Va, papa, c'est fini, tu peux partir », et certains commerçants lui offrent en plus une carte d'acheteur, qui ne crée d'ailleurs aucune obligation réelle, dans l'espoir de se l'attacher.

La ville présente donc des facilités commerciales que le paysan ou son épouse ont conscience de ne pas pouvoir exploiter, et leurs transactions se font le plus souvent par l'intermédiaire de revendeurs dont ils ne peuvent se passer ; le cas des producteurs maraîchers, particulièrement caractéristique, a été évoqué.

La ville est aussi, pour les jeunes villageois, un marché du travail et l'attrait d'un salaire fixe détermine bien des départs. Mais sa proximité même

permet au paysan de juger sans illusions les possibilités d'emploi et les conditions de vie qu'il y trouverait. Les vivres y sont chers, il faut tout acheter, les loyers sont élevés, aussi voit-on dans chaque village un certain nombre de personnes pratiquer chaque jour une migration alternante : on en a dénombré 7 à Nkooza, 10 à Akak I, 10 à Meyos ; à mesure que l'usage de la bicyclette ou du vélomoteur se répand, ces migrations quotidiennes deviennent plus fréquentes. Les retours au village, on l'a vu, ne sont pas rares, même si les raisons peuvent en être diverses ; le séjour à la ville se conçoit souvent comme une étape dans l'existence, un moyen d'accéder à un certain niveau de vie, un certain rang social dans le village. Enfin ces villages exercent une fonction résidentielle pour les retraités qui cumulent ainsi les avantages de la ville toute proche à laquelle ils sont habitués et ceux de la campagne où « la vie est moins chère ».

Le spectacle de la vie urbaine, si souvent contemplé, fait aussi prendre conscience aux villageois des limites de leurs conditions de vie et éveille en eux des besoins que le milieu rural ne satisfait pas.

Le besoin d'éducation et le désir d'instruire les enfants sont vivement exprimés. Pour les adultes, les cours de « l'école sous l'arbre » connaissent à notre passage un grand succès ; mais le maître, benévole, se heurte au manque de matériel (tableaux, cahiers, livrets...) et il emploie d'ailleurs des méthodes pédagogiques peu adaptées aux adultes et qui les mettent le plus souvent mal à l'aise. Le nombre des écoles primaires est jugé presque partout insuffisant ; les enfants doivent parcourir de grandes distances à pied, et l'intensité du trafic automobile sur cette route assez étroite où les véhicules roulent à vive allure effraie à juste titre les villageois ; les accidents n'y sont d'ailleurs pas rares. Les parents estiment que leurs enfants, surtout les plus jeunes, ne devraient pas parcourir plus de 5 km pour atteindre l'école ; si l'on prend ce critère, les villages les plus défavorisés sont Ekoum-Douma, Nkolmbéné, Nkolmguen I, Olembé I et II, et, sur la route de Soa, Ebogo III et IV. Aussi certains villages ont-ils pris l'initiative de créer, pour les petits, des écoles qu'ils appellent Jardins d'Enfants, dont une jeune fille instruite du village accepte de s'occuper moyennant une contribution de 50 F par élève et par mois.

Parmi les besoins les plus élémentaires, ceux qui relèvent de l'hygiène sont aussi ressentis de façon aiguë. La plupart des villages ne possèdent pas de source d'eau potable à la fois proche, permanente et à l'abri des pollutions, et le spectacle des fontaines

de la ville fait envie ; les femmes vont chercher de l'eau au marigot en se demandant si elle est vraiment potable. Seul le village de Nkolmguen I a le privilège de posséder un point d'eau aménagé (depuis 1958), où viennent puiser nombre d'habitants d'Obala, car même la ville manque d'eau. A Foulassi on a également tenté d'aménager la source, en 1965, mais le travail a été si mal fait qu'elle ne coule presque plus à présent ; à Ekoum-Douma la situation est la même. A Nkolmélén la source était déjà à sec en septembre ; à Nkométou II elle se trouve à 2 km du village ; enfin au-delà d'Obala, seul le village de Nalassi possède une source aménagée, tarie aussi en saison sèche. Il s'agit là de situations difficiles dont les villageois de brousse s'accommodent aisément mais ici elles sont ressenties comme une gêne insupportable.

De même les habitants se plaignent de ne pas voir passer dans leurs villages les services de désinfection, les infirmiers des grandes endémies, prestations dont jouissent les citadins. On se trouve donc là en présence de villageois qui ont les yeux ouverts sur la vie urbaine, en convoitent les avantages et voudraient en jouir sans avoir à s'éloigner de chez eux. De la même façon les missions catholiques paraissent trop éloignées et l'on se plaint que la case-chapelle, présente dans chaque village, ne soit utilisée qu'une ou deux fois par an, et pour la collecte du denier du culte. En cas d'urgence, le dispensaire est trop loin et il faut avoir la bonne chance de trouver un taxi au moment voulu ; les soins élémentaires devraient être assurés dans chaque village. Les femmes, qui forment la grande majorité des élèves de « l'école sous l'arbre » où elles apprennent la langue française voudraient bénéficier de cours ménagers, cours de puériculture, cuisine, etc. elles se plaignent de l'absence d'animation rurale. Ce dernier service ne semble se manifester de façon épisodique qu'à proximité de Yaoundé. Au-delà d'Obala, les religieuses de cette ville organisent des cours dans les seuls villages de Minkama, Nkolmekok et Emana.

Au point de vue strictement agricole, seuls les planteurs des villages relevant du poste agricole de Nkométou II paraissent satisfaits ; ceux du district de Soa déclarent n'avoir jamais vu leur chef de poste ni reçu de produits pour traiter leurs cacaoyers ; ceux qui dépendent d'Obala, plus fortunés, bénéficient de réunions où on leur donne de bons conseils, mais jamais le chef de poste ne visite leurs plantations. Ce sont là, certes, des problèmes sans rapport avec la ville, et pourtant, à

proximité de celle-ci, ils contribuent à accentuer un sentiment d'impuissance et d'abandon. De même, on l'a vu, les innovations possibles, telles les productions maraîchères, n'obtiennent aucun encouragement des services agricoles qui ne s'y intéressent pas ; une telle situation décourage les rares initiatives.

Enfin, est constamment évoqué le problème de l'habitat ; comment améliorer les cases, comment acheter des tôles quand on n'a pas d'argent devant soi ? On a vu à ce propos la remarquable organisation coopérative mise sur pied au village de Ngali I. Bien souvent il semble qu'à toutes ces revendications un minimum d'entente et d'entraide villageoise apporterait des solutions acceptables ; il y manque plutôt des hommes sachant prendre l'initiative et utiliser les bonnes volontés ; passivement, on attend tout du « gouvernement ». Les chefs de villages sont trop âgés ou trop mal acceptés pour le faire, les jeunes ne le font pas, soit qu'ils se désintéressent du village, soit qu'ils se heurtent à une véritable gérontocratie dont on a vu un exemple à propos des cacaoyères. Ajoutons encore, autre problème crucial de la vie sociale, que la proximité de la ville semble bien contribuer à élever le taux de la compensation matrimoniale (dot). Quelques jeunes gens y voient même une des raisons de la baisse de population, les filles du village se marient avec « les Messieurs » de la ville, heureuses d'échapper au travail des champs, tandis que les paysans, bien incapables de réunir les sommes exigées, en sont réduits à épouser des vieilles !

L'attrait qu'exerce la ville, fortement tempéré par les expériences plutôt malheureuses de bon nombre de villageois revenus à la terre, semble donc moindre qu'ailleurs ; grâce au système des navettes et au retour des retraités, l'émigration définitive paraît peu fréquente. On peut penser que, dans ces conditions, des expériences de développement agricole ou d'animation rurale menées de façon mieux intégrée qu'à Minkama, devraient réussir, et le cas des jeunes de Nkolmguen, qui ont su tirer parti de leur terre, prouve que l'émigration rurale n'a rien d'un phénomène inexorable. Mais cette remarquable exception ne doit pas cacher que la situation actuelle conduit, dans ces campagnes proches de Yaoundé, moins vers un dépeuplement que vers un vieillissement de la population ; les villages sont en passe de devenir des villages-dortoirs, des villages de retraités ou des villages d'aigris que la ville a rejetés.

Manuscrit reçu au S.C.D. le 5 mai 1972.

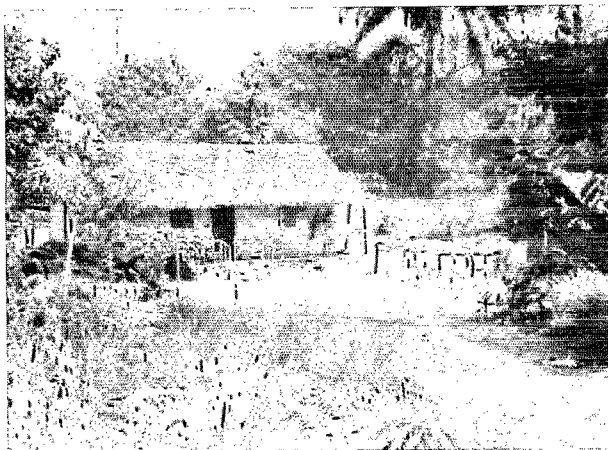


PHOTO 1. — Minkama. Case en nattes et séchoir à cacao



PHOTO 2. — Minkama. Case en semi-dur au toit à quatre pentes.

clichés A.F.



PHOTO 3. — Minkama. Ancienne case en dur construite en 1942, logement du chef de groupement



PHOTO 4. — Ndzi. Petites cases en nattes
clichés A.F.



PHOTO 5. — Ballong. Petit centre commercial à l'entrée de la plantation S.F.C.T. Troupeau de bœufs se rendant à Yaoundé. Taxi-brousse 404



PHOTO 6. — Nalassi. Le marché. Au premier plan, vente de poisson séché. Différents types de cases. clichés A.F.

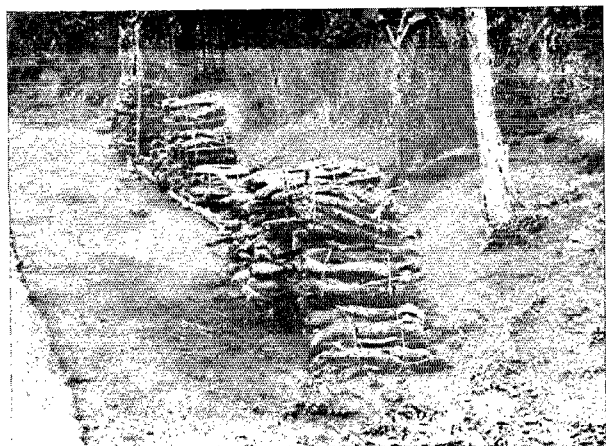


PHOTO 7. — Route Yaoundé-Obala. Fagots préparés pour la vente

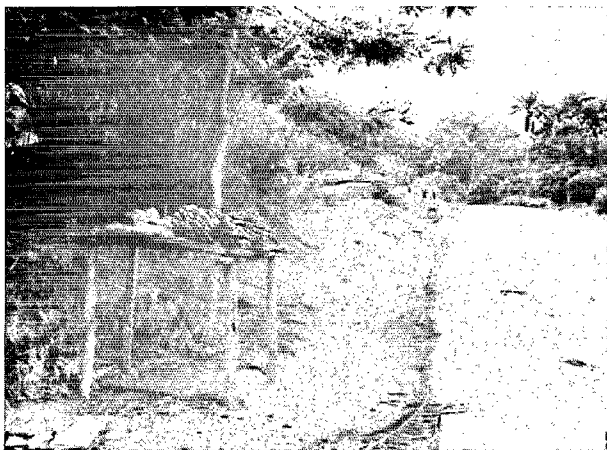


PHOTO 8. — Route Yaoundé-Obala. Vente de bananes et papayes
clichés A.F.